

École d'études politiques
Faculté des sciences sociales
Université d'Ottawa

***L'Indien* comme sujet politique : représentations autochtones et
luttres pour le sens dans le discours politique au Mexique et en Équateur**

Thèse soumise à la
Faculté des études supérieures et postdoctorales
dans le cadre des exigences du programme de maîtrise en science politique

Par
Dominik Marchand
Sous la direction de Marie-Christine Doran

Remerciements

Plusieurs personnes ont contribué au succès de cette entreprise. Je tiens d'abord à exprimer ma grande reconnaissance envers ma directrice, Marie-Christine Doran, pour avoir cru en ce projet depuis les débuts. Son franc enthousiasme et ses inestimables conseils m'ont permis de garder le cap malgré les moments de doute. Je remercie également les examinateurs de cette thèse, Jean-Pierre Couture et Dalie Giroux, pour leur grande générosité envers mon travail et leurs commentaires éclairants qui ont élargi mes horizons intellectuels.

Un merci tout spécial à mes parents, Roger et Sylvie, pour leur incroyable soutien à tous les niveaux. Je ne peux non plus passer sous silence l'appui moral de mes amis proches, avec qui j'ai partagé les bons comme les moins bons côtés de la condition d'étudiant diplômé.

Résumé

Cette thèse se penche sur l'impact social et politique des mouvements autochtones latino-américains. Elle élabore un cadre d'analyse rendant compte de la politisation des enjeux autochtones au Mexique et en Équateur dans la période postérieure à 1990. Le caractère instituant des luttes pour le sens se jouant entre les discours des mouvements autochtones et les discours gouvernementaux autour de la place et la représentation des « *indios* » sur la scène politique y est examiné. Pour y arriver, les discours de deux organisations autochtones, l'Armée de libération nationale zapatiste (EZLN) et la Confédération des nationalités indigènes de l'Équateur (CONAIE), et des discours présidentiels des deux pays sont analysés et mis en dialogue afin de restituer la complexité des relations interdiscursives. Cette méthode permet d'esquisser un tableau des positionnements adverses et des différentes opérations discursives menant à la transformation du champ politique et à la constitution d'un sujet politique autochtone.

TABLE DES MATIÈRES

REMERCIEMENTS	ii
RÉSUMÉ	iii
TABLE DES MATIÈRES	iv
INTRODUCTION	1
CHAPITRE 1	
LA POLITISATION DES MOUVEMENTS SOCIAUX AUTOCHTONES : UNE REVUE DE LA LITTÉRATURE	8
1.1 La fermeture de l'espace politique	8
1.2 L'échec du projet universaliste	11
1.3 L'effet de conjoncture : démocratisation et néolibéralisme	13
1.4 « Imaginer sa place » : l'apport des politiques culturelles	14
1.5 Synthèse	17
CHAPITRE 2	
CADRE CONCEPTUEL ET MÉTHODOLOGIQUE	19
2.1 Question de recherche et hypothèse	19
2.2 Cadre théorique	20
2.2.1 Le mouvement social comme volonté et comme sujet chez Touraine	21
2.2.2 Le nouvel imaginaire indien chez Le Bot.....	22
2.2.3 Subjectivation et frontières de l'acceptable en politique chez Laclau.....	24
2.2.4 Synthèse.....	27
2.3 Méthodologie	28
2.3.1 Cadre méthodologique.....	28
2.3.2 Corpus et collecte des données.....	33
<i>A) Mexique de 1994 à 2000</i>	34
<i>B) Mexique de 2001 à 2006</i>	35

C) Équateur de 2003 à 2007.....	36
D) Équateur de 2007 à 2010.....	36

2.3.3 Axes de recherche.....	37
------------------------------	----

CHAPITRE 3

ANALYSE DU CORPUS I : RELATIONS INTERDISCURSIVES ENTRE LE DISCOURS ZAPATISTE ET LE DISCOURS PRÉSIDENTIEL MEXICAIN

PREMIÈRE PÉRIODE (1994-2000) : LE SURGISSEMENT ZAPATISTE	39
--	----

3.1 Contexte historique.....	39
------------------------------	----

3.2 Travail de (re)signification des points nodaux : rencontres et subversions dans les discours zapatiste et présidentiel mexicain.....	41
--	----

3.2.1 Luites pour le sens autour du point nodal de la souveraineté	42
--	----

<i>La resignification de la volonté populaire et de la libération nationale dans le discours zapatiste</i>	42
--	----

<i>La recherche de l'unité nationale dans le discours présidentiel mexicain</i>	48
--	----

3.2.2 La contestation des frontières de la transition démocratique : comparaison du point nodal de la démocratie dans le discours zapatiste et le discours présidentiel	52
---	----

<i>Autoritarisme et violence politique.....</i>	54
---	----

<i>La démocratie à l'épreuve du consensus?.....</i>	58
---	----

<i>Participation et représentation démocratique.....</i>	63
--	----

CHAPITRE 4

ANALYSE DU CORPUS II : RELATIONS INTERDISCURSIVES ENTRE LE DISCOURS ZAPATISTE ET LE DISCOURS PRÉSIDENTIEL MEXICAIN

DEUXIÈME PÉRIODE (2001-2006) : DE LA MARCHÉ À MEXICO À LA OTRA CAMPAÑA	68
--	----

4.1 Contexte historique.....	68
------------------------------	----

4.2 Changements et continuité dans les points nodaux durant la période 2001-2006.....	69
---	----

4.2.1 Tensions autour de la reconnaissance : une (re)signification de « l'humanité »	70
--	----

<i>Préservation des différences et refus de la domination dans le discours zapatiste</i>	70
--	----

<i>L' « alternative humaniste » du discours présidentiel.....</i>	77
---	----

4.2.2 La consolidation de la gouvernance démocratique face à l'alternative zapatiste : le point nodal de la démocratie dans le contexte néolibéral.....	81
<i>L'horizon démocratique zapatiste.....</i>	<i>82</i>
<i>La « culture politique nouvelle » dans le discours présidentiel.....</i>	<i>86</i>
CONCLUSION PARTIELLE SUR LE CORPUS MEXICAIN	90
CHAPITRE 5	
ANALYSE DU CORPUS III : RELATIONS INTERDISCURSIVES ENTRE LE DISCOURS DU MOUVEMENT AUTOCHTONE ÉQUATORIEN ET LE DISCOURS PRÉSIDENTIEL ÉQUATORIEN	
PREMIÈRE PÉRIODE (2003-2007) : MOBILISATION CONTRE GUTIÉRREZ ET LE TLC	
94	
5.1 Contexte historique.....	94
5.2 Travail de (re)signification des points nodaux : rencontres et subversions dans le discours du mouvement autochtone et le discours présidentiel	95
5.2.1 Lutttes pour le sens autour du point nodal de la souveraineté	96
<i>Le devoir de consultation et l'autodétermination des peuples contre l'impérialisme.....</i>	<i>97</i>
<i>Les enjeux du développement et la défense de la vie</i>	<i>102</i>
5.2.2 La légitimation par la figure du peuple : comparaison du point nodal de la représentation populaire dans les discours autochtone et présidentiel équatoriens.....	105
<i>Lutte populaire et alternatives politiques autochtones.....</i>	<i>105</i>
<i>La représentation populaire dans le discours présidentiel.....</i>	<i>111</i>
CHAPITRE 6	
ANALYSE DU CORPUS IV : RELATIONS INTERDISCURSIVES ENTRE LE DISCOURS DU MOUVEMENT AUTOCHTONE ÉQUATORIEN ET LE DISCOURS PRÉSIDENTIEL ÉQUATORIEN	
DEUXIÈME PÉRIODE (2007-2010) : LE VIRAGE À GAUCHE DE RAFAEL CORREA	
115	
6.1 Contexte historique.....	115
6.2 Changements et continuité dans les points nodaux durant la période 2007-2010	116

6.2.1 La contestation du modèle « extractiviste » du développement : comparaison du point nodal du bien-vivre dans le discours autochtone et le discours présidentiel	117
<i>Sumak Kawsay, en défense de la Pachamama</i>	118
<i>La gestion efficace de la nature dans le discours présidentiel</i>	124
6.2.2 Luites pour l'institution de la représentation populaire	128
<i>L' « État plurinational » et l'autonomie autochtone</i>	129
<i>L' « État intégral » dans le discours présidentiel</i>	133
CONCLUSION PARTIELLE SUR LE CORPUS ÉQUATORIEN	138
CHAPITRE 7	
DISCUSSION DES RÉSULTATS ET CONCLUSION GÉNÉRALE	141
7.1 Discussion comparée des résultats	141
<i>Quels éléments discursifs structurent l'intervention des mouvements autochtones dans le champ politique latino-américain?</i>	142
<i>En quoi les évènements d'énonciation autochtone trouvent correspondance ou non dans la contestation globale du système politique et donc des frontières de celui-ci?</i>	145
<i>Le processus de politisation se traduit-il de la même façon dans les deux mouvements autochtones étudiés?</i>	147
<i>Quelle place les discours présidentiels accordent-ils aux Autochtones, soit en tant que co-énonciateurs, soit en tant qu'objet du discours?</i>	150
<i>Confirmation ou infirmation de l'hypothèse</i>	152
7.2 Retour sur la littérature et portée de la thèse	153
<i>Tenir compte de l'expression distincte des voix autochtones</i>	154
<i>Le sujet politique autochtone</i>	155
7.3 Conclusion générale	158
<i>Limites</i>	159
<i>Perspectives</i>	160
BIBLIOGRAPHIE	161
ANNEXE A : PIÈCES DE CORPUS	165

Introduction

L'articulation des luttes politiques et des conflits sociaux en Amérique latine a radicalement changé dans la période postérieure à 1990. La dernière décennie du XXe siècle et la première décennie du XXIe siècle ont été marquées par l'irruption massive des Autochtones sur la scène politique en Bolivie et en Équateur, au Mexique et au Pérou, notamment. Ce que certains nomment le « réveil indien » (Gros, 2001) représente sans nul doute un des plus importants moments de transformation sociale dans le passé récent du continent. Les manifestations populaires dénonçant dans les termes de l'égalité et de la justice les résultats insatisfaisants de la démocratisation se sont multipliées dans cette période (Vanden, 2007 : 19). Au milieu de l'effervescence sociale qui gagnait la région, la campagne des « 500 ans de résistance autochtone » contre la commémoration, en 1992, du cincentenaire de la « découverte » des Amériques par Christophe Colomb a secoué l'opinion internationale par son ampleur sans précédent (Hale, 1994; Summerhill et Williams, 2000). Comme le mentionne Vanden (2007), les nouveaux mouvements sociaux d'Amérique latine ont en vérité consolidé les acquis de luttes antérieures, profitant de la rapide diffusion des idées et des formes d'organisation populaire contestataire mises sur pied durant les années de dictature. Toutefois, la soudaine émergence de populations autochtones sur la scène publique a cela d'original (et de déstabilisant pour l'ordre établi) qu'elle portait des revendications identitaires panethniques et plurinationales, revêtant un caractère fortement politique en plus de social et culturel.

Deux pays retiennent notre attention. Au Mexique comme en Équateur, dans des contextes nationaux pourtant bien différents, le bouillonnement social et politique représenté dans les mouvements autochtones a largement dépassé les changements institutionnels mis

en œuvre par les élites politiques. Au Mexique, la proportion de la population définie comme autochtone, c'est-à-dire s'identifiant à l'un des « 56 groupes ethnolinguistiques » composant la mosaïque nationale des peuples autochtones, se situe à environ 10% de la population totale du pays (Munoz, 2005 : 585). Avoisinant 11 millions d'individus, il s'agit en nombres absolus de la plus importante présence autochtone dans un pays d'Amérique latine. Celle-ci est principalement concentrée dans une dizaine d'États mexicains d'Amérique latine comme Oaxaca et le Chiapas. Malgré les promesses de développement économique et de libéralisation du régime du Parti révolutionnaire institutionnel (PRI) sous le président Carlos Salinas de Gortari (1988-1994), puis son successeur Ernesto Zedillo (1994-2000), la grande pauvreté est un problème persistant au Chiapas (Stephen et Collier, 1997 : 9). C'est dans ce contexte que le soulèvement zapatiste a eu lieu, remettant brusquement la souffrance et l'isolement des populations autochtones du Mexique à l'ordre du jour. Ce faisant, les Zapatistes ont solidement ébranlé le consensus social et politique préconisé par le PRI et ont mis en évidence les limites du processus de transition démocratique du pays, c'est-à-dire la réforme électorale et la réforme des institutions politiques (fédéralisme, pouvoirs législatifs et judiciaires).

En Équateur, en comparaison, il existe aussi un nombre important d'Autochtones, principalement Quichua, quoique leur poids démographique national soit depuis longtemps débattu ; ils représenteraient une proportion de « 30-40%, selon les sources évoquées par les acteurs pro-indiens » contre « 1 à 15% » pour les sources gouvernementales (Massal, 2005 : 100). Dans la période suivant la transition de la dictature (post-1979), les manifestations et soulèvements autochtones ont progressivement pris de l'ampleur. Ceux-ci ont été associés à des bouleversements de l'ordre établi, parfois à l'extérieur des règles institutionnelles démocratiques, par exemple lors du coup d'État de 2000 conjoint avec l'armée qui a évincé

le président Mahuad (Zamosc, 2007 : 21). L'élection en 2006 de Rafael Correa, président pourtant issu de la « gauche révolutionnaire », n'a pas épuisé l'action contestatrice autochtone. Ce « virage à gauche » (Rouquié, 2007 ; Dabène, 2008) est souvent signifié comme l'aboutissement de cycles de manifestations populaires au plan politique « formel » ; pourtant, le mouvement autochtone a rapidement déchanté et la contestation s'est revitalisée en lien, notamment, avec des concessions minières à des entreprises américaines sur des territoires autochtones traditionnels.

Le choix d'étudier le Mexique et l'Équateur dans une optique comparative permet d'aborder une même problématique – l'irruption politique des Autochtones – dans des contextes structurels et sociohistoriques relativement distincts, notamment au niveau de l'ouverture ou de la fermeture du système politique et de ses principales institutions à la question autochtone. On a qu'à penser à la longue histoire des politiques d'assimilation culturelle au Mexique inspirés de la doctrine de l'*indigenismo* selon laquelle seulement quelques coutumes traditionnelles de l'identité autochtone nécessitaient d'être « conservées », ainsi qu'à la marginalisation et à la cooptation des acteurs autochtones au sein des agences indigènes mêmes (Mattiace, 1997 : 7). De plus, le Chiapas est le théâtre d'une « guerre de basse intensité » livrée par le gouvernement mexicain depuis 1994 qui a pris la forme d' « exactions, [de] rétorsions et [d'] impunité » dans les communautés autochtones où sévissent des groupes paramilitaires (Rioux, 2004). En Équateur, il n'est pas question de violence systématique de cette ampleur – physique ou symbolique – de la part de l'État envers les Autochtones. Les gouvernements équatoriens adoptent une perspective indigéniste durant le XXe siècle qui est avant tout axée sur le développement communautaire et l'intégration des Autochtones aux « filières productives et commerciales » (Massal, 2005 : 29-

30). Toutefois, la participation des mouvements autochtones d'Équateur dans les gouvernements locaux et les organismes indigènes ainsi que la reconnaissance du principe de « plurinationalité » dans la Constitution témoignent de changements politiques relativement récents, au sein d'un État où la cooptation des élites autochtones, la négation historique de différentes identités ne correspondant pas au modèle de développement étatique et la colonisation des terres, principalement en Amazonie, prévalaient largement auparavant (Andolina, 2003; Van Cott, 2005).

Cette thèse se penchera sur deux mouvements autochtones qui ont été ou sont toujours très influents dans la politique contemporaine de ces pays. L'Armée zapatiste de libération nationale (EZLN) basée dans l'État du Chiapas au Mexique s'est insurgée en réaction à la signature du traité de l'ALÉNA en 1994, en défense des droits des paysans et de leur accès à la terre, faisant suite à une « longue histoire de résistance indigène régionale » (Gilbreth et Otero, 2001 : 518). Elle a laissé les armes peu de temps après pour entamer la construction d'un front politique non partisan réunissant des acteurs de tous les horizons de la société civile, le Front de libération nationale zapatiste (FZLN) officiellement fondé en 1997, puis remplacé par la *Otra Campaña* (« L'Autre campagne ») en 2006 (Mora, 2007). Malgré le ressentiment d'une tranche de la population contre les Autochtones, le discours de justice sociale et de démocratie des Zapatistes a eu une influence bien au-delà des limites du Chiapas. Le mouvement a donné une nouvelle légitimité aux mouvements sociaux dans leurs interactions avec l'État et facilité le dialogue au sein de la société civile par l'entremise de forums sur la démocratie (Gilbreth et Otero, 2001).

En Équateur, la CONAIE a été constituée en 1986 suite à la fédération de plusieurs associations autochtones principalement rurales, de nature paysanne et religieuse. Il existe en elle une certaine tension entre la gauche classique marxiste et les éléments plus

spécifiquement « indigènes » (Barrera Guarderas, 2005 : 157-9). Toutefois, l'unification du mouvement a été un succès, ce qui a beaucoup contribué, non seulement à la visibilité des Autochtones, mais aussi au renforcement de la gauche équatorienne en 1992 lors de la campagne de résistance continentale et en 1994, dans le cadre de la mobilisation pour la défense des terres collectives indigènes (Andolina, 2003 : 728-9). Suite aux manifestations populaires qui ont précipité la chute du président Bucarám en 1997, la CONAIE, avec d'autres secteurs de la société civile, a appelé la création d'assemblées pour le peuple et demanda un dialogue national sur l'état de la démocratie dans le cadre d'une assemblée constituante. Répondant aux manœuvres du Congrès pour contourner les éléments plus radicaux de la société civile, la CONAIE a mis en place un espace alternatif de délibération pour discuter de propositions sociales jugées irrecevables par les élites (Andolina, 2003). Elle a aussi contribué largement à la création du parti autochtone Pachakutik au début de 1996 dans le but de palier au déficit de représentation des peuples autochtones sur la scène politique équatorienne. Dès sa première participation aux élections, celui-ci a remporté huit sièges au Congrès en plus de nombreuses victoires au niveau local (Becker, 2011 : 51-2). Quelques ministres du gouvernement de Gutiérrez en 2003 étaient également issus de Pachakutik (2011 : 84).

De nombreux auteurs semblent s'entendre sur le fait que l'EZLN et la CONAIE sont plus que des mouvements exclusivement ethniques et ont intégré une panoplie de revendications sociales, économiques et culturelles cherchant à mobiliser et d'intégrer l'ensemble de la population dans leur projet politique. Ce constat est établi dans une riche littérature portant sur l'héritage démocratique du zapatisme, par exemple au plan des pratiques citoyennes et de la culture politique (Stolle-McAllister, 2005; Zugman, 2005; Swords, 2007); plusieurs auteurs ont également écrit sur le lien entre mouvements autochtones et

démocratisation de l'État en Équateur (Santana, 1992; Massal, 2005; Van Cott, 2005; Mijeski et Beck, 2011). On se propose donc d'étudier, dans un esprit de comparaison, l'impact social et politique de ces deux mouvements. Cela permettra de cerner plus précisément la manière dont des populations marginalisées établissent une voix légitime sur la scène politique.

À cet égard, la présente thèse a pour objet principal la politisation des mouvements autochtones latino-américains. Par politisation on n'entend pas simplement l'investissement par ces mouvements des institutions politiques ou de *la* politique; mais d'abord et avant tout un complexe processus de « mise en scène » des acteurs autochtones et de leurs revendications ainsi que de « mise en sens » venant modifier les « principes générateurs » mêmes de la société, donc *le* politique, pour reprendre la définition de Claude Lefort (1986 : 256). C'est à travers l'exploration de cette dimension de la sphère politique latino-américaine que l'on cherchera à appréhender les relations conflictuelles tissant l'histoire politique autochtone dans les deux pays choisis, et plus précisément les conditions de possibilité de certains discours autochtones contemporains concurrents aux discours gouvernementaux.

Cette thèse est organisée en sept chapitres. Le chapitre 1 recensera la littérature récente portant sur les nouveaux mouvements autochtones latino-américains afin d'en extraire les principaux facteurs ayant mené à la rupture des mécanismes d'identification traditionnels et à l'émergence de nouvelles forces politiques. Celle-ci sera le point de départ d'un questionnement suivi tout au long de la recherche sur les formes de la politisation autochtone en s'attardant à la capacité des mouvements autochtones à s'instituer en tant qu'acteurs de la politique locale et nationale. Le chapitre 2 élaborera un cadre d'analyse apte à appréhender cette manière particulière de s'inscrire dans le champ politique; à cette fin, on fera appel à une théorisation de la subjectivation politique développée à partir de Touraine, de Le Bot et de Laclau, ainsi qu'à une méthode d'analyse du discours qualitative. Les quatre

chapitres suivants, qui constituent la majeure partie de la thèse, détailleront les résultats obtenus par l'analyse des relations interdiscursives entre les discours des mouvements autochtones et les discours présidentiels. La partie de démonstration est divisée en deux sections : les chapitres 3 et 4, tout d'abord, porteront sur l'EZLN et le Mexique entre 1994 et 2006 ; et les chapitres 5 et 6, ensuite, se pencheront sur le cas de la CONAIE, de Pachakutik et de l'Équateur entre 2003 et 2010. Chacune des deux sections sera d'ailleurs complétée par une courte conclusion partielle permettant de mettre en œuvre la comparaison générale du dernier chapitre. Enfin, le chapitre 7 présentera une discussion comparative des résultats de l'étude autour de questions posées au chapitre 2, reviendra sur l'utilité du concept de subjectivation politique en lien avec les résultats et conclura sur les apports et les limites de cette recherche au plan des connaissances et des approches en science politique.

Chapitre 1

La politisation des mouvements sociaux autochtones : une revue de la littérature

La présente revue de littérature vise à cerner les principaux enjeux liés à la politisation des mouvements autochtones au Mexique et en Équateur dans la deuxième moitié du XXe siècle et au début du XXIe siècle. Le choix de ce concept central me permet de mettre en dialogue une pluralité d'auteurs qui s'interrogent sur la relation entre mouvements sociaux, État et société en Amérique latine. La riche littérature de ces quinze dernières années sur le sujet apparaît en réponse à un contexte d'effervescence de la scène politique latino-américaine présenté en introduction; elle fournit une vue d'ensemble des approches actuellement préférées dans l'étude du processus de formation des acteurs collectifs. Les auteurs développent plusieurs thèmes afin d'expliquer les conditions de possibilité de la politisation des Autochtones, l'accès aux institutions politiques, le refus d'un projet universel métis, la conjoncture régionale et internationale ainsi que l'apport des politiques culturelles. Conformément aux objectifs de ma recherche, les textes retenus portent en majorité sur l'EZLN, la CONAIE et Pachakutik.

1.1 La fermeture de l'espace politique

Une partie importante de la littérature est consacrée à l'analyse institutionnelle historique, par l'entremise de laquelle on peut identifier les modalités d'exclusion des Autochtones de la scène politique, des partis traditionnels, ainsi que des organes censés les représenter – en somme, du pouvoir politique institué. Van Cott (2005) privilégie cette approche dans son étude des « partis politiques ethniques », prenant pour exemple le cas de l'Équateur. Les Autochtones des hautes terres et de l'Amazone s'organisèrent d'abord en

rapport avec les partis socialiste et communiste ainsi que l'Église catholique. À partir des années 1960 et notamment de la réforme agraire de 1964, ils cherchèrent plutôt à formuler leurs revendications propres: l'autonomie sur les terres communales et un plus grand contrôle sur leurs ressources naturelles (Van Cott, 2005 : 105-106). L'auteure identifie plusieurs raisons pour lesquelles les élites autochtones délaissèrent les partis traditionnels. Il apparaît que, malgré leur ouverture initiale aux demandes des mouvements autochtones, ceux-ci demeuraient fortement contrôlés par un leadership métis, qui laissait peu de place aux enjeux autochtones dans leur programme politique et promouvait la corruption (2005 : 105). L'insatisfaction quant à la manière dont la politique était pratiquée dans les partis mena éventuellement à la création de Pachakutik en 1996 (2005 : 124). L'auteure prend toutefois bien soin de mentionner le rôle crucial du gouvernement qui, par ses réformes de la loi électorale, accrut l'accessibilité des postes politiques aux Autochtones et ouvrit les portes à la formation d'un parti ethnique (2005 : 118). Madrid (2005) démontre dans sa propre étude sur les partis ethniques de Bolivie et d'Équateur que l'apparition de Pachakutik sur la scène politique contribua à la revalorisation du citoyen autochtone; parmi ses effets bénéfiques, une hausse du taux de vote, une meilleure représentation autochtone au sein des candidats et des députés du Congrès et globalement une plus grande ouverture du système politique. Dans le cas du Mexique, où aucun grand parti autochtone n'existe, Castillo (2006 : 121) nous dit que les partis politiques ne considèrent peu ou pas les enjeux soulevés par les mouvements autochtones, comme le démontre le refus catégorique des trois partis principaux (PRI, PAN, PRD) de mettre en œuvre les demandes d'autonomie de l'EZLN en 2001. Ces revendications firent originalement l'objet de négociations en 1996, aboutissant aux Accords de San Andrés ; le gouvernement mexicain s'engagea alors à légiférer sur des domaines aussi vastes que la reconnaissance des droits culturels des Autochtones et de leur droit à l'auto-

gouvernance, ainsi que les questions de ressources naturelles et de préservation des terres appartenant aux Autochtones.

Outre la difficulté de faire valoir leurs intérêts au sein des partis politiques, l'accès des Autochtones de l'Équateur mais surtout du Mexique à la sphère politique fut historiquement restreint et contrôlé par l'État. Dietz (2004) perçoit l'émergence des mouvements autochtones au Mexique comme tenant principalement à la faillite du modèle corporatiste. Deux stratégies furent menées par les gouvernements du Parti révolutionnaire institutionnel afin de moderniser les communautés autochtones: l'*agrarista*, rationalisant l'organisation des terres au pays et faisant des paysans des réels interlocuteurs, et l'*indigenismo*, ayant pour but avoué l'acculturation des Autochtones par le système d'éducation. La première entraîna plutôt la formation d'organisations paysannes dissidentes et la seconde ne produisit qu'une minorité d'Autochtones bilingues (Dietz, 2004 : 37, 43). Suite au retrait de l'État motivé par une idéologie néolibérale dans les années 1980-1990, les associations paysannes perdirent leurs seuls recours et moyens d'action légitimes (2004 : 57). Il semble toutefois peu probable que l'« émancipation » des mouvements autochtones soit le seul résultat d'une faille structurelle. À ce propos, Jung (2008) propose une piste intéressante. Elle part du principe que la force des identités ethniques dépend de la façon dont le « marqueur » correspondant est légitimé par l'État comme point d'accès au politique; le marqueur « Indien », par exemple, fut longtemps relégué au statut d'artefact culturel (2008 : 67). Ceci suppose aussi que les identités construites politiquement sont changeantes. Ainsi, elle affirme que les leaders autochtones ont un rôle proactif à jouer dans la production de discours et la mise en scène d'expériences d'exclusion structurelle nécessaires à la réactivation des marqueurs identitaires (2008 : 69). Or, le rôle des acteurs étatiques est aussi significatif, prédominant, dans cette construction de l'expérience. Munoz (2005) nuance ainsi

la donne avec la comparaison des résultats de la lutte zapatiste au Chiapas en matière de reconnaissance des droits et de l'autonomie autochtones avec ceux d'autres acteurs autochtones dans l'État voisin d'Oaxaca. En effet, il trouve que la réforme législative à Oaxaca eu une portée plus significative que celle de l'État du Chiapas avec des mentions de l'identité distincte des peuples autochtones et de leur droit à l'autonomie dans la première, alors qu'elles sont complètement absentes de la seconde (Munoz, 2005 : 588-589). L'alliance avec le PRI et le gouverneur de l'État fut possible à Oaxaca pour deux raisons : la volonté des leaders autochtones d'Oaxaca de jouer le jeu des partis politiques et le style de gouvernance propre aux élites de cet État (2005 : 602, 606). Pour plusieurs auteurs, la fermeture de l'espace politique par les dirigeants explique donc en partie l'émergence de mouvements sociaux autochtones ; cela amène à réfléchir à la relation entre politisation et limites du pouvoir politique institué en lien avec des revendications d'autonomie qui dépassent le cadre formel et convenu du politique.

1.2 L'échec du projet universaliste

L'échec du projet modernisateur et universaliste métis en ce qui concerne l'intégration et l'acculturation des populations autochtones est également soulevé pour expliquer la politisation autochtone au Mexique. Tout comme Dietz (2004), Stavenhagen (2000 : 88) et Mora (2007 : 71) mentionnent la politique d'*indigenismo* de l'État mexicain comme un facteur déterminant. L'héritage du racisme est encore fort chez les élites d'Amérique latine; depuis la Révolution mexicaine, l'idéologie indigéniste associait les traits culturels partagés par les peuples autochtones à une forme de primitivité et un symbole de retard civilisationnel. Dans le but de remédier à la situation, l'État développementaliste chercha à purger cette identité et à en créer une autre, l'identité homogène métis. Ce

« citoyen moderne et universel métis » est construit d'abord et avant tout par la « blanchisation » des traits culturels « indigènes » (Mora, 2007 : 72). À partir des années 1960, les associations autochtones dénoncèrent le système politique et idéologique mis en place par l'élite métis; loin de juger leur modèle de nation mexicaine juste et inclusif, les nouvelles élites autochtones remirent en question la forme même de l'État-nation (Stavenhagen, 2000 : 89). Les Zapatistes n'affirment ainsi pas être contre la modernité, mais bien pour une modernité qui inclut davantage les préoccupations autochtones (2000, 83). Mora (2007 : 71) explique que les acteurs autochtones du réseau zapatiste se posent en opposition aussi bien contre l'essentialisme indien que l'universalisme métis et le multiculturalisme qui l'a remplacé. Ceux-ci, dans leurs pratiques de contestation, cherchent à incorporer les expériences des populations marginalisées par les systèmes d'exclusion afin de combattre toutes les formes de relations de pouvoir et de hiérarchies inégalitaires (2007, 65). Pour sa part, Andolina (2003) met en lumière comment un projet universaliste, bien que formulé différemment par rapport au Mexique, sous-tend également la gouvernance néolibérale des élites équatoriennes jusqu'au moment de l'assemblée constituante de 1997-1998. L'auteur démontre que, loin d'accepter l'idée d'État plurinational privilégié par la CONAIE, le gouvernement associait toute résurgence de la culture et des différences autochtones à un retard. À cela, le discours élitiste opposait un projet constitué de deux grands aspects : un modèle de développement typiquement européen ou occidental basé sur l'efficacité et la stabilité qui se veut pour autant universalisable, et un système de valeurs « démocratiques » dans lequel les spécificités autochtones n'avaient aucune place (2003 : 732-733). En somme, selon ces auteurs, la politisation des Autochtones s'explique notamment par une incapacité du projet métis à intégrer les populations autochtones dans le cadre de représentation universaliste de l'idéologie de l'*indigenismo*.

1.3 L'effet de conjoncture : démocratisation et néolibéralisme

Un autre pan de la littérature traite de l'effet de différentes conjonctures nationales et internationales sur l'émergence des mouvements autochtones. Il s'agit ici d'une part de la démocratisation de l'Amérique latine, et d'autre part de la propagation des normes néolibérales. Yashar (1999) parle de « postliberal challenge ». Elle explique par là le phénomène selon lequel les visées néolibérales des États latino-américains des années 1980-1990 intensifièrent paradoxalement les mobilisations ethniques, alors que leur objectif était précisément de réduire les demandes sociales et de gérer les communautés de façon atomisée (Yashar, 1999 : 81). À partir de 1980, la libéralisation politique et économique transforma la figure du client sous le corporatisme en un simple usager. Les politiques néolibérales posaient des risques à l'autonomie des communautés autochtones; mais elles échouèrent également à améliorer la situation des Autochtones pris individuellement, au niveau économique, de l'accès à la justice, etc. (1999 : 87). L'échec de ce modèle rendit possible sa renégociation au sein de la société civile et la réactivation des concepts de droits collectifs. Gros (2001) soutient que le « renouveau ethnique » s'inscrit tout particulièrement dans une dynamique globale et permet ainsi de penser l'entremêlement du néolibéralisme économique et des théories libérales de la démocratie. La conjoncture nouvelle ouvre la porte à la contestation de la légitimité des pouvoirs hégémoniques grâce aux dispositifs légaux et constitutionnels et à un discours libéral sur les peuples en tant que sujets de droit capables d'autodétermination (Gros, 2001 : 152). Selon l'auteur, la même conjoncture rend plus « admissibles » les revendications d'autonomie et de décentralisation (2001 : 156). Les demandes autochtones de tout genre se trouvent renforcées en les liant sur la scène supranationale avec les questions d'écologie, des droits de l'Homme et de diversité culturelle (2001 : 153).

Zamosc (2007), pour sa part, fait appel à ces mêmes exigences démocratiques libérales pour questionner l'action politique de la CONAIE et de Pachakutik. Ainsi, le passage du mouvement social contestataire à la participation au pouvoir lui semble particulièrement problématique du point de vue du fonctionnement global du système politique, car on ne peut garantir ni l'attachement des membres d'un mouvement aux principes démocratiques, ni leur impartialité et leur intégrité (Zamosc, 2007 : 5-6). Malgré la présence de Pachakutik au sein d'une coalition électorale, le mouvement autochtone continue de formuler un point de vue radical qui oppose le peuple au système établi et se positionne donc en-dehors des limites établies par les institutions démocratiques formelles, ce qui est d'autant plus explicite lors du coup d'État de 2000 contre le président Mahuad (2007 : 21, 26). Or, tout en considérant que la conjoncture singulière de la démocratisation et du néolibéralisme offre effectivement une possibilité d'inscrire les revendications autochtones dans un contexte global, cette dernière étude démontre bien qu'il faut saisir la politisation autochtone au-delà du paradigme libéral afin d'en dévoiler toute la complexité.

1.4 « Imaginer sa place » : l'apport des politiques culturelles

La littérature sur l'émergence des mouvements autochtones comporte un dernier thème récurrent, mais rarement central dans les analyses sur ce sujet : il s'agit des politiques culturelles, comprises à la fois comme mobilisation des ressources culturelles et comme forme d'articulation des imaginaires sociaux sur la scène politique. Cette approche a pour avantage de comprendre les mouvements sociaux en tant que sujets de leur propre histoire et de considérer l'apport des connaissances autochtones et de l'expérience communautaire dans le processus de politisation. Ainsi, Lucero (2008) cherche à mettre en évidence l'expression et l'articulation des voix autochtones dans le cadre d'une analyse globale des modes de

représentation politique en Équateur (2008 : 18-21). Contrairement à ce qui prévaut dans la littérature scientifique, son approche « constructiviste historique » consiste à cerner les « effets politiques de la formation de l'identité » principalement par l'entremise de l'étude des « interactions entre acteurs étatiques et sociaux qui façonnent [les] structures [politiques] » (Lucero, 2008 : 22-3). Cette position favorable de l'auteur envers les modes intersubjectifs de construction des communautés politiques autochtones l'amène à considérer le processus de politisation et donc l'identification aux mouvements sociaux en rapport avec le « paysage politique et culturel », c'est-à-dire comment on imagine sa place (2008 : 78-9). Par exemple, pour Lucero, les revendications autochtones en Équateur donnèrent lieu à une intense contestation et resignification du nationalisme dominant à partir d'une narration autochtone, ancrée dans les espaces géographiques et culturels de l'Amazonie et des Andes (*id.*). L'articulation de luttes sociales autour de la conceptualisation des « nationalités autochtones » et les subséquentes transformations dans l'organisation de la représentation autochtone sont pour l'auteur des développements politiques tout à fait contingents qui témoignent de la production d'un « sujet politique » (2008 : 113-4). Ensuite, dans une étude de l'assemblée constituante de 1997-1998 en Équateur, Andolina (2003) met en lumière la signification d'une vision alternative de la politique portée par l'assemblée non officielle convoquée par les mouvements sociaux. L'auteur place à l'avant-scène les liens d'interaction entre les mouvements sociaux et les institutions étatiques dans la formation de normes et de pratiques; c'est ce qu'il décrit dans les termes de « politiques de légitimité » au croisement des politiques institutionnelles et des politiques culturelles, constituées de dynamiques de contestation et de reformulation des enjeux politiques (Andolina, 2003 : 725). Grâce à un appui considérable de la société civile, le mouvement autochtone remet en question la légitimité des processus traditionnels de décision politiques et contribua au développement d'une nouvelle

culture politique d'assemblées alternatives populaires, tout en occupant des sièges dans l'assemblée officielle avec Pachakutik (Andolina, 2003 : 739).

En ce qui concerne le cas du Mexique, Stephen (1997) cerne pour sa part le processus de construction de « l'autonomie nationale » revendiquée notamment par l'EZLN à partir de la mobilisation de ressources culturelles et plus particulièrement de l'apport des « histoires locales et régionales » dans la définition de cette alternative (1997 : 73-4). Ainsi, elle développe l'idée qu'une « compréhension multidimensionnelle du sens de nation » laissant place à « une pluralité interne [au Mexique] délimitée sur des frontières culturelles » (1997 : 92-4) a surgit suite à la réappropriation du nationalisme par le bas de la société, « infusée de traditions locales autochtones » (1997 : 94). L'autonomie est donc devenue un concept ralliant les populations du Chiapas – pas seulement autochtones – à cause de l'histoire spécifique de l'État, c'est-à-dire d'une condition partagée de marginalisation sur un territoire en opposition à un ennemi commun, la classe des grands propriétaires terriens (1997 : 87). Tout comme Stephen, June Nash (1997) observe une redéfinition des communautés politiques mexicaines dans un cadre « pluriethnique » à partir des pratiques de résistance autochtone. Selon elle, ce nouveau processus de politisation tient de l'adaptation aux « changements globaux dans le monde postmoderne » (Nash, 1997 : 261). Toutefois, l'auteure conçoit les alternatives autochtones contemporaines dans la continuité des modes d'intégration culturelle de la « société pluriethnique précédant la conquête » et des rebellions qui suivirent (1997 : 262). Ainsi, un cadre de résistance au modèle de « *nation-building* » autoritaire (colonial puis républicain) fut bâti à partir de l'expérience communautaire alliant « la libre expression de langages distincts et de pratiques culturelles » (1997 : 263). Son étude souligne notamment la réactualisation de pratiques traditionnelles rappelant les « coutumes de la politique des villages » au sein du mouvement zapatiste ainsi que la synthèse culturelle exprimée dans les

cérémonies du Forum autochtone (270-1). En somme, il apparaît crucial de prendre en compte dans cette étude les espaces d'autonomie et les ressources culturelles qui permirent aux mouvements autochtones de constituer une identité collective.

1.5 Synthèse

Suite à cette étude de la littérature, je me propose d'établir quelques constats d'ensemble. Premièrement, bien que la gestion des questions autochtones par l'État soit centrale dans pratiquement toutes les analyses, celles-ci sont divisées quant à la façon d'appréhender les relations entre le pouvoir politique institué et les mouvements sociaux ainsi que leurs impacts sur les formes et les lieux de l'expression du politique. Ainsi, une part des études privilégient un cadre structurel ou conjoncturel, ce qui peut avoir pour conséquence de minimiser ou de négliger l'aspect de création de sens des mouvements autochtones et à plutôt renforcer l'idée de mouvements en réaction à l'État, comme produits de circonstances et de courants d'idées extérieurs, ou alors de luttes sociales « essentialisées ». On ne fait que rarement une évaluation des termes spécifiques de la politisation et de ce qu'elle signifie plus globalement au niveau des changements du politique en Amérique latine sans présupposer de la forme des mouvements autochtones. Deuxièmement, même si Zamosc (2003) exprime des réserves quant à l'attachement des mouvements autochtones à la démocratie, les auteurs ne retiennent pas l'hypothèse d'un repli communautaire, « traditionaliste » et hostile à la majorité non-autochtone, pour expliquer la réactualisation de revendications autochtones. Il semble ainsi nécessaire de se questionner plus précisément sur la production de ce nouveau discours sur l'autonomie autochtone en rapport avec le processus de politisation. Troisièmement, les analyses historiques présentes dans la majorité des textes positionnent de manière révélatrice les mouvements autochtones

par rapport aux moments de fermeture du système politique, aux échecs institutionnels, aux changements internationaux et aux politiques culturelles. Ainsi, on obtient un tableau clair des conditions de possibilité d'un nouveau discours politique autochtone en rupture avec le discours dominant des États latino-américains; cette signification d'une fracture dans les mécanismes d'identification et de politisation passés apparaît cruciale dans le but de situer les événements de re-politisation des identités autochtones. Or, peu d'auteurs traitent en détails de la manière dont se constituent la subjectivité et l'autonomie autochtone à travers les luttes pour le sens qui sous-tendent la contestation du pouvoir politique institué. Il y eut effectivement très peu de tentatives de comparer les discours autochtones et gouvernementaux contemporains de manière exhaustive et de dresser un portrait de ces luttes symboliques ainsi que des transformations dans les rapports de pouvoirs qu'elles dévoilent. En conclusion, la problématique de la politisation des mouvements autochtones en Amérique latine nécessite de plus amples recherches dans le but de pleinement saisir la signification particulière de la « politisation des *indiens* » dans différents cas nationaux. Le prochain chapitre traitera du cadre d'analyse retenu pour répondre à ce questionnement.

Chapitre 2

Cadre conceptuel et méthodologique

2.1 Question de recherche et hypothèse

La présente recherche prend appui sur la problématique développée dans le chapitre précédent. On cherche à cerner plus précisément le processus de mise en sens et de mise en scène politique (Lefort, 1986) des enjeux autochtones qui se trouve aux racines du « réveil indien » évoqué dans la littérature. Cela demande notamment de se pencher sur les rapports de pouvoir et les relations conflictuelles qui sous-tendent le processus de politisation. Cette question implique aussi une réflexion sur le surgissement politique d'identités collectives et, plus largement, l'évènement politique en soi. En outre, il s'agit de penser les mutations possibles du politique – « les principes générateurs » de Lefort (1986 : 256) – à travers le prisme de l'action collective et de la création sociale de sens.

Il est cependant nécessaire de chercher ailleurs que dans la littérature recensée les réponses à ces questionnements. On a vu que les auteurs rendent compte du contexte d'émergence de discours autochtones contestataires en termes principalement structuraux et conjoncturels, en réponse à une gestion défailante de l'État et des siècles d'exclusion et de domination. Or, dans le but d'appréhender la politisation des mouvements autochtones à partir de leur cadre de compréhension distinctif, soit dans leurs propres termes, leur subjectivité, il apparait nécessaire de se détacher des présuppositions sur la forme et le sens de ces mouvements et ainsi s'attarder à leur capacité à s'instituer en tant qu'acteurs

politiques, en rapport avec le pouvoir politique institué¹. Ces considérations ont mené à formuler la question de recherche qui suit :

Comment s'inscrivent les formes de politisation de mouvements autochtones tels l'EZLN et la CONAIE dans le champ politique ? Quelles relations entretiennent-elles avec les formes du politique institué ; opèrent-elles une transformation du champ?

L'hypothèse proposée pour répondre à cette question est la suivante :

La politisation autochtone s'inscrit dans des relations dialogiques et conflictuelles avec le politique institué qui impliquent des luttes pour le sens contingentes débouchant sur le déplacement des limites du champ politique.

Suite à l'analyse qui constitue le corps de cette étude, on sera à même de confirmer ou d'infirmer cette dernière hypothèse. L'objectif intrinsèque à ce travail sera d'examiner l'action des mouvements autochtones choisis au niveau des modèles de représentation politique (Lucero, 2008), de discerner certains des lieux discursifs de luttes pour le sens en Amérique latine (Laclau et Mouffe, 2001) et d'approfondir la compréhension de ce que signifie l'action souveraine sur le plan politique (Touraine, 2005). À cette fin, on mobilise un cadre théorique construit autour du concept de sujet politique et une méthode d'analyse de discours.

2.2 Cadre théorique

Le cadre théorique qui structure cette démarche est formé à partir de diverses approches de la subjectivation politique et du mouvement social qui apparaissent complémentaires. Il sera d'abord question des théories développées par chacun des auteurs. Il s'agira ensuite d'articuler celles-ci de manière à proposer une approche constructiviste du

¹ Le « pouvoir politique institué » sera opérationnalisé dans son rapport avec la formation hégémonique et le « discours gouvernemental » dans la section 2.3.

sujet politique adaptée aux objectifs de la recherche. On retient ainsi les travaux d'Alain Touraine, d'Yvon Le Bot et d'Ernesto Laclau.

2.2.1 Le mouvement social comme volonté et comme sujet chez Touraine

La perspective d'Alain Touraine, tout d'abord, lie les concepts de mouvement social et de sujet de manière originale. L'auteur définit le mouvement social en ces termes : « [une] action conflictuelle cherchant à transformer les rapports de domination sociale qui s'exercent sur les principales ressources collectives » (Touraine, 1984 : 142). Tout mouvement social s'inscrit alors pour Touraine dans une logique d'historicité, c'est-à-dire participant à un champ de conflit autonome, n'opposant pas simplement les intérêts de groupes sociaux particuliers, mais ayant plutôt comme objet les orientations générales de la société ou modèles culturels. De plus, les mouvements sociaux sont régis par trois principes – le principe d'identité, le principe d'opposition et le principe de totalité – qui nous indiquent en outre que les acteurs du conflit social sont essentiellement constitués par la forme que prend celui-ci (Touraine, 1973 : 360-363). Cette approche théorique du conflit est d'autant plus pertinente au présent projet de recherche qu'elle permet de réfléchir au changement social en dehors de la seule lutte pour le pouvoir étatique, d'une façon qui vient chambouler les règles mêmes du jeu politique.

Jusque dans les années 1980, Touraine associe mouvement social et sujet historique. Or, ses écrits des années 1990 et 2000 font appel à un nouveau « sujet » qui ne s'inscrit plus du tout dans un grand récit. L'auteur y dépeint un monde moderne en crise et en pleine rupture, où les individus subissent une double domination; d'un côté les forces non sociales du marché et de la technicisation, de l'autre côté les traditions et les croyances (Touraine, 1995 : 21). En quoi le mouvement social a-t-il un *potentiel de subjectivation* dans ce contexte?

Touraine explique qu'un mouvement social est en quelque sorte l'extension de la volonté des individus de résister à la pénétration des pouvoirs autoritaires, économiques et religieux dans leur vie, et de s'affirmer en tant qu'êtres libres et autodéterminés. Se faisant, pour rejoindre la définition donnée du mouvement social au précédent paragraphe, les acteurs d'une même communauté opposent divers modes d'être, qui sont autant de façons de recomposer le monde fracturé (Touraine, 1985 : 30, 34). Bref, tout au long de son œuvre, bien que les récits personnels remplacent le récit collectif, Touraine place le conflit social et la résistance aux forces « anti-sujet » au centre de son analyse théorique. Il énonce à maintes reprises ce qu'il nomme le « principe créateur et donneur de sens » (Touraine, 2005 : 205) du sujet, véritable source de la construction de l'expérience sociale et politique. Le sujet est, dit-il, « insubordonné », « fin en soi », à la fois retournement vers soi et engagement social. « C'est le geste de refus, de la résistance, qui crée le sujet. C'est la capacité plus limitée de se décaler par rapport à ses propres rôles sociaux, la non-appartenance et le besoin de contester [...] ». (1992 : 318). Ainsi, il est possible de penser avec Touraine la contestation de l'hégémonie et la lutte contre l'objectivation sociale à partir du principe créateur et émancipateur du sujet qui, chez cet auteur, se réalise pleinement dans le cadre du mouvement social.

2.2.2 Le nouvel imaginaire indien chez Le Bot

Proche de la perspective « tourainienne », Yvon Le Bot² développe dans son livre « La grande révolte indienne » (2009) une théorie des mouvements autochtones latino-américains qui rejoint sur plusieurs points les observations de Touraine quant au « paradigme » culturel et à l'émancipation d'acteurs collectifs. En ce sens, il amène un

² Ancien étudiant d'Alain Touraine, Yvon LeBot est Directeur de recherches au même centre que lui, le Centre d'analyse et d'intervention sociologiques CADIS de recherche, fondé par Touraine lui-même à l'École des hautes études en sciences sociales EHESS de Paris.

éclairage crucial sur un certain type de mouvements sociaux et permet de penser la façon dont s'articulent revendications ethniques et démocratie libérale. Au travers de ses recherches, Yvon Le Bot lutte contre une explication déterministe de la société (Le Bot, 2009 : 15). Il décrit le « renouveau indien » d'abord et avant tout comme l'émergence d'un discours autochtone modernisé, rejetant d'une côté l'exclusion historique et structurelle des populations autochtones latino-américaines, et, de l'autre, la tendance à leur objectivation – aussi bien chez les législateurs et les administrateurs de politiques que chez les universitaires (2009 : 16, 59-60). Le renouveau indien est à comprendre, dit-il, par rapport à un vaste mouvement d'ouverture au monde et de prise en main d'eux-mêmes de la part des Autochtones; ceux-ci passent essentiellement d'une position passive reproduisant la tradition à une position d'acteurs actifs et inventifs (2009 : 42). Le caractère moderne du discours autochtone contemporain réside dans la manière d'articuler trois différents types de revendications : soit aux plans de la justice sociale, des visées démocratiques et des enjeux culturels. À cela correspond un nouveau mode de construction de l'expérience politique, différencié du multiculturalisme, auquel Le Bot associe l' « autre culture politique zapatiste » (2009 : 93).

Ainsi, les mouvements autochtones ne divergent pas trop de la conception « tourrainienne » du mouvement anti-sujet dans la façon d'aborder à la fois les questions sociales, civiques et culturelles. Or, Le Bot démontre que l'évolution de ces mouvements entraîne des conséquences inédites par rapport aux représentations qu'on se fait du politique et de la collectivité. L'auteur illustre bien l'éclosion d'un imaginaire politique autochtone original. Par exemple, il remarque l'intégration de la terre dans leur « représentation du monde, de la communauté et de soi » (2009 : 62). En parlant du zapatisme, il constate une « théâtralisation inédite de la confrontation entre la société et l'État » (2009 : 94) et une sortie

du cycle de violence dans un rôle de mouvement de « création », pour « transmuter dans une guerre de symboles et du verbe cette violence continue » (2009 : 136). Ce sont autant d'indices pour Le Bot que les mouvements autochtones cherchent à signifier les expériences subjectives en valorisant les thématiques culturelles identitaires. En somme, on retient des travaux d'Yvon Le Bot l'importance de tenir compte de la « contestation culturelle » des mouvements autochtones pour notre étude, en ce qui a trait aux représentations et aux conceptions du monde que leur discours véhicule.

2.2.3 Subjectivation et frontières de l'acceptable en politique chez Laclau

Enfin, la perspective d'Ernesto Laclau sur le sujet permet d'approfondir la relation entre structure, identités et discours. Tout comme Touraine et Le Bot, Laclau évalue que les identités des acteurs d'un conflit social sont changeantes, et même absolument contingentes; toutefois, il assimile directement l'acte d'identification à l'échec de la structure à déterminer l'individu (Laclau, 1990 : 50). En effet, Laclau observe que les antagonismes et l'exclusion sont constitutifs des identités sociales, c'est-à-dire que les particularismes se définissent et sont régulés par rapport à un principe externe à eux-mêmes, quoique impossible à définir a priori (Laclau, 2000 : 22). Pour expliquer ceci, il fait appel au concept central d'hégémonie qui, selon lui, est le processus maître de production de la société. N'existant aucune objectivité sociale, aucun centre transcendantal, il y a néanmoins la possibilité qu'un groupe particulier en vienne à devenir « le signifiant d'une représentation universelle » (2000 : 24); donc, qu'il devienne hégémonique³. Après quoi les rapports sociaux se sédimentent et les traces de la contingence du pouvoir hégémonique s'effacent. Or, dans la théorie de Laclau, le pouvoir

³ Le concept d'hégémonie est discuté en profondeur dans le livre d'Ernesto Laclau et Chantal Mouffe, *Hegemony and Socialist Strategy: Towards a Radical Democratic Politics*, London ; New York : Verso, 2001.

demeure toujours contestable du fait de cette absolue contingence. Ainsi le processus de réactivation politique qui intéresse spécialement notre étude est directement relié à la possibilité de déplacer les frontières hégémoniques.

Premièrement, quelles sont exactement les modalités de cette réactivation chez Laclau? La réactivation du social désigne le moyen par lequel le discours peut mettre en lumière la « nature contingente du politique », ses conditions d'existence, et évoquer de la sorte la possibilité de ré-instituer le social sous d'autres principes (1990 : 35). Elle dépend d'abord de la dislocation de la structure. En effet, compte tenu de l'impossibilité de déterminer objectivement le social, de le fonder sur des principes universels indiscutables, les structures politiques sont nécessairement « ambiguës et incomplètes » (1990 : 29). Les identités sont constamment réarticulées, comme je l'ai déjà souligné, et donc ne peuvent jamais être complètement déterminées par la structure. Ainsi, au moment où les failles structurelles deviennent apparentes, la structure elle-même devient ouverte, ses principes pouvant être renégociés et sa forme reconstruite par l'action de sujets. Cette situation révèle la pluralité des possibles et donne naissance à des centres de pouvoir concurrents capables de contester le pouvoir hégémonique (1990 : 50). Bien que le « moment du sujet » chez Laclau se limite à cette prise de distance vis-à-vis de la structure disloquée, la réactivation du politique implique également l'actualisation d'une autre potentialité structurelle portée par un « Ailleurs ». Cet Ailleurs, c'est le mythe, et le sujet en est également le médiateur. L'auteur définit le mythe en ces termes : « a space of representation which bears no relation of continuity with the dominant structural objectivity » (1990 : 61). Le mythe répond au besoin de plénitude de la société; plénitude qu'on ne peut retrouver comme telle, mais qu'on ne cesse d'imaginer et de mettre en scène. Le mythe permet à la fois la critique des effets disloquant des structures et la promesse d'un nouvel ordre (1990 : 62).

Deuxièmement, comment identifier un déplacement des frontières du politique? Selon Laclau, il nous faut comprendre par frontière ou clôture du politique un « horizon ». Ceci s'explique par le double rôle qu'il joue : suture du sens dans un système hégémonique donné, mais aussi surface d'inscription de nouvelles significations. « Toute représentation d'une clôture sera toujours la représentation d'une certaine tension » (Laclau, 2006 : 48) entre ce qui peut être signifié comme politique dans les termes de l'ordre hégémonique et ce qui tient du surplus de sens. Cette frontière ne peut subsister que par l'entremise du surinvestissement d'objets particuliers par le discours hégémonique; la « représentation de l'irreprésentable » est alors partie intégrante du système de sens qui a caractère totalisant (2006 : 48, 50). Laclau nomme points nodaux les lieux névralgiques de fixation et de dissimulation du sens, « essentiels [...] à l'existence d'un quelconque ensemble » (2006 : 55). Or, suite à la situation de dislocation évoquée plus haut, de nombreuses productions discursives peuvent potentiellement réinvestir la scène de représentation politique sur la base d'un « horizon », une surface d'inscription des imaginaires sociaux en rupture. Cela est rendu possible par ce que l'auteur nomme « chaîne des équivalences », c'est-à-dire une articulation originale des points nodaux non pas en fonction de leurs différences, mais plutôt en fonction d'un principe extérieur (2000 : 28-29; 2006 : 22). L'articulation d'un discours contre-hégémonique nécessite donc une liaison de diverses luttes particulières « considérées comme équivalentes dans leur affrontement avec un régime répressif » (2000 : 99). Afin d'obtenir ce résultat, la chaîne d'équivalence peut éventuellement en arriver à être ouverte vers la « plénitude », c'est-à-dire viser la formulation d'un nouvel universalisme (2000 : 29). En outre, la perspective d'Ernesto Laclau enrichit considérablement l'étude du politique du point de vue de l'ouverture des possibles et de la participation sociale à l'élaboration des normes et des règles politiques. Les

sujets ont le rôle crucial d'articuler leurs revendications particulières dans une perspective d'universalisme en s'inscrivant un horizon ouvert de représentation.

2.2.4 Synthèse

L'analyse des perspectives des trois auteurs cités ci-dessus sur la subjectivation politique se révèle particulièrement éclairante pour cette recherche. En somme, on remarque que chez les auteurs, la réalité sociale n'est jamais seulement donnée par le sens de l'histoire ou une quelconque position structurelle déterminée; le sujet est plutôt saisi en situation de pouvoir possédé ou subi, donc principalement en rapport avec la contingence et l'action souveraine des individus. Le sujet n'est donc pas un état de fait, mais un mode construit de résistance aux appareils de domination cherchant à réduire son champ d'action et d'autodétermination. La subjectivité multiforme s'oppose au discours sur la vérité objective, sociale et autre, tel qu'énoncé par le pouvoir dominant, hégémonique. La construction de l'expérience sociale et des identités se fait donc dans le cadre d'un processus de *politisation* – qu'on assimile à la réactivation chez Laclau – dont le mouvement social est un parfait exemple. La conscience de prendre part à une action souveraine de grande envergure, ainsi que l'appel à réaliser d'autres mondes possibles en sont les principales caractéristiques selon les auteurs. Les différences ou particularismes sont également part intégrante de ce processus, car ce sont leurs articulations qui donnent lieu à la contestation de l'ordre précédent jugé injuste et non représentatif de la réalité sociale ainsi qu'à la formulation d'une alternative. En somme, tenant compte de l'approche théorique retenue, on cherchera dans les discours des mouvements autochtones les dimensions suivantes: lutte sociale et politique pour les orientations culturelles, donc globales, de la société; prise en charge des acteurs sociaux sur eux-mêmes; réappropriation de l'idéal et de la pratique politique; et opposition

marquée aux forces « dépolitisantes ». Malgré tout, il est évidemment insuffisant de seulement s'en tenir aux discours autochtones afin d'évaluer la portée politique de ces mouvements. Ainsi, il sera essentiel d'analyser au même titre les discours gouvernementaux; plus spécifiquement, s'attarder à leur capacité à capter et à subvertir les articulations de sens des discours autochtones et, en définitive, à construire discursivement la représentation politique des *indiens* dans la société.

2.3 Méthodologie

Cette section traitera de la méthodologie de recherche adoptée en fonction des considérations et des contraintes citées précédemment. On y abordera en premier lieu le choix du cadre méthodologique en citant les travaux les plus pertinents à ce sujet et en second lieu la méthode de collecte de données et le corpus retenu.

2.3.1 Cadre méthodologique

La méthodologie de cette étude est une analyse de discours de type qualitatif. À cet égard, on se réfèrera principalement au livre de Dominique Maingueneau, « L'analyse du discours : introduction aux lectures de l'archive » (1991), dans lequel l'auteur synthétise les courants contemporains de l'analyse de discours, notamment l'énonciation et la pragmatique. On retient pour les besoins de la recherche la définition suivante de « discours », l'une de celles recensées par Maingueneau : « l'énoncé considéré dans sa dimension interactive, son pouvoir d'action sur autrui, son inscription dans une situation d'énonciation » (Maingueneau, 1991 : 15). L'analyse de la politisation autochtone – des luttes de sens et de pouvoir que celle-

ci implique – par l’entremise du discours, et surtout de l’interdiscursivité⁴, semble incontournable. Les discours constituent un accès privilégié aux conceptions du monde, représentations et interprétations traversant le tissu social et les positions de sujet. Ils permettent de saisir, en plus des pratiques discursives comme telles, des implications sociales et politiques actuelles en fonction de leur capacité à imposer leur propre contexte ainsi que leur reproduction à travers des institutions (1991 : 107). En cela, le discours est intrinsèquement lié à l’hégémonie; le signifiant vide d’Ernesto Laclau, le point nodal, essentiel au procédé hégémonique, est en soi le résultat d’une figure rhétorique (Laclau, 2006). Pour Laclau, le système de sens hégémonique n’est jamais fondé sur une véritable objectivité sociale; en effet, ce qui paraît *objectif* dans l’ordre social et politique n’est jamais autre chose que la marque d’une « décision résultant de rapports de pouvoir » (Laclau, 1990 : 31). Ainsi, « l’articulation » discursive opérée par une formation hégémonique a pour but de fixer un moment le sens du « flux de discours », par exemple en investissant un point nodal, de façon à construire le « système objectif et fermé de différences » qui soutient l’hégémonie (Laclau et Mouffé, 2001 : 111, 125).

Comme il a été vu précédemment, l’on cherche à cerner un moment de réactivation du social par le politique caractérisé, d’une part, par la rupture avec le pouvoir hégémonique, et d’autre part, par l’inscription des diverses revendications sociales sur un horizon ouvert de représentation du politique. En somme, il s’agit d’un événement qui pose un conflit entre une position d’objectivité supposée « donnée » antérieurement dans la société et une multitude de positions – de subjectivités – contestant cette prétention en manifestant ses manques et sa frontière constitutive. Ce constat correspond tout à fait à la problématique de l’énonciation telle qu’élaborée par Maingueneau à partir de Foucault : c’est-à-dire l’évènement discursif,

⁴ Le concept, repris de D. Maingueneau (1991), sera exploré en détails dans les paragraphes qui suivent.

« irruption historique » « singulière » (Foucault, 1969 : 40), l'institution de nouvelles « prises de parole légitimes » (Maingueneau, 1991 : 107). De plus, l'analyse de discours suppose le primat de l'interdiscursivité (1991 : 20). Par là, on entend que les discours ne doivent pas être étudiés seulement comme des unités de sens indépendantes les unes des autres ; on pose plutôt la nécessité de prendre en compte les relations qu'entretiennent des formations discursives concurrentes à travers les traces de l'interdiscours, puisqu'un discours est autant constitué par ce qu'il dit que par ce qu'il évacue ou s'efforce de ne pas dire (1991 : 20). Ces mêmes traces de l'interdiscours révèlent, pour Maingueneau, l'interincompréhension constitutive qui traverse la discipline; en effet, chaque formation discursive ne réussira qu'à restituer l'altérité que partiellement, de manière à signifier quelque chose de propre à ce discours (1991 : 163). En ce sens, l'analyse de discours convient bien au projet d'étude des luttes pour le sens entre discours gouvernemental et discours autochtone.

La méthode d'analyse de discours construite dans cette thèse vise à répondre à des objectifs particuliers. Dans le cadre de cette recherche, on cernera les effets des déplacements de frontières du politique par l'entremise de l'analyse des points nodaux. On devra d'abord démontrer l'importance et la centralité des points nodaux retenus. Pour ce faire, on vérifiera notamment la récurrence des signifiants autochtones et leur énonciation ou leur effacement dans la formation discursive gouvernementale⁵. Par formation discursive, j'entends ici, en référence à la conceptualisation de Maingueneau : un « rapport à un lieu d'énonciation [...] définissant dans l'espace social une certaine identité énonciative historiquement

⁵ Une précision essentielle s'impose. La formation discursive gouvernementale n'est représentée dans cette étude qu'à travers des corpus composés d'allocutions présidentielles; il n'est donc aucunement question de textes de politiques publiques, par exemple. Tout au long de cette thèse, les expressions « discours gouvernemental » et « discours présidentiel » seront utilisées de manière interchangeable pour désigner la formation discursive dominante, c'est-à-dire ayant un accès privilégié au pouvoir hégémonique. En effet, le champ discursif du politique institué est régulé par des contraintes discursives qui sont également celles du discours gouvernemental; ainsi, on est à même de saisir « ce qui peut et doit être dit » (Pêcheux, 1975 : 145) dans ce champ à partir des énoncés gouvernementaux ou présidentiels.

circonscriptibles » (1991 : 18). Il y aura aussi lieu de justifier la prédominance de cette opposition entre discours des mouvements autochtones et discours gouvernementaux sur la scène politique latino-américaine en identifiant des couples d'opposition et d'autres marques de l'interdiscours. En somme, il s'agira de cerner l'évènement discursif autochtone à l'aide de ses propres règles de formation et de transmission pour ensuite en observer la réception dans une autre formation discursive hégémonique afin d'ultimement apprécier les changements – ou l'absence de changement – des frontières du politique dans la période historique concernée.

Certains éléments analytiques clés sont à retenir pour l'analyse de discours, toujours en rapport avec les objectifs cités ci-haut. Un des principaux éléments de légitimation interne d'un discours est le « destinataire syntaxique », c'est-à-dire une force ou un acteur qui institue le sujet (l'énonciateur dans sa mission narrative) et lui confère la légitimité d'agir et de parler. Ce concept est originalement développé dans le cadre du schéma actantiel d'Algirdas Julien Greimas, notamment dans *Sémantique structurale : recherche et méthode* (1966). On retient aussi le concept de modalisation ou de « prise en charge de l'énonciateur » (Maingueneau, 1991 : 114) sur son propos. La catégorie modalisation comprend : les modalisations appréciatives qui permettent à l'énonciateur de poser un jugement de valeur ou d'exprimer un sentiment (1991 : 118); la modalité de certain/non-certain qui permet d'indiquer divers degrés de certitude, de probabilité, etc. (*id.*) ; l'assertion, un mécanisme discursif par lequel un énoncé est donné pour être vrai (1991 : 115); enfin, la modalité déontique qui exprime une obligation ou une permission (1991 : 118). Celles-ci sont essentielles au repérage des règles de l'énonciation d'un discours particulier et donc de ce qui est considéré par celui-ci comme une prise de parole et un jugement légitimes. L'embranchement, dont les déictiques de personne (je, nous, etc.), comprend les façons dont le discours se définit par rapport au

moment d'énonciation (1991 : 108). On portera aussi une attention particulière à la présence d'actes de parole; celle-ci est définie dans l'approche pragmatique du discours comme un élément syntaxique ayant une force illocutoire, c'est-à-dire qui « accomplit quelque chose quand on l'énonce [et indique] comment il doit être reçu par les destinataires » (1991 : 171).

Il sera évidemment nécessaire de s'attarder à la façon dont les éléments d'un discours sont repris par un autre. La polyphonie est une marque d'altérité dans le discours par laquelle d'autres sources d'énonciation sont apposées à l'énonciateur prenant en charge le discours; celles-ci sont « censés s'exprimer à travers l'énonciation sans que pour autant on leur attribue des mots précis » (Ducrot, 1985 : 204). On notera également la relation polémique entre les discours, s'il y a lieu : selon Maingueneau, une formation discursive « ne peut que traduire comme négatives, inacceptables, les unités de sens construites par son Autre, puisque c'est à travers ce rejet que chacun définit son identité » (Maingueneau, 1991 : 165). La relation polémique entre discours n'est pas toujours explicite; en effet, bien qu'elle puisse pousser l'énonciateur à cibler directement une position adverse, l'indifférence face à un discours concurrent témoigne tout autant de son positionnement dans un espace discursif conflictuel (1991 : 165). Ensuite, la paraphrase est un mécanisme discursif qui bloque les interprétations potentielles d'un terme, c'est-à-dire sa polysémie, afin d'en capter le sens (Pêcheux : 1975). Dans l'acte de comparaison, on se fierait naturellement à l'intertexte (Maingueneau, 1991 : 139), c'est-à-dire à l'ensemble des références et citations directes ou indirectes d'un discours concurrent. On parlera de captation lorsqu'un discours est instrumentalisé de façon à en tirer sa légitimité et de subversion quand le propos de ce même discours est en fait détourné de son sens original (191 : 155).

Avec les grandes lignes de la méthodologie maintenant définies, il convient de préciser les paramètres de l'analyse et la définition du corpus.

2.3.2 Corpus et collecte des données

Le travail sur le corpus consistera à examiner et à détailler en quatre grands moments (correspondant aux quatre périodes détaillées plus loin) les relations interdiscursives qui existent entre la formation discursive gouvernementale et la formation discursive autochtone. À cette fin, on comparera simultanément les deux discours. Premièrement, il s'agira de repérer et d'analyser les signifiants liés à la politisation autochtone dans le discours des mouvements sociaux retenus, tout en essayant de restituer l'espace propre du discours. Deuxièmement, on cherchera de quelle manière les thématiques soulevées dans le discours autochtone sont reprises dans le discours gouvernemental et quelles stratégies sont utilisées dans ce dernier pour répondre à la contestation de son système de sens. Ce travail comprendra des références au contexte politique et social dans lequel les corpus sont situés. Troisièmement, une synthèse permettra de montrer si les frontières du politique sont toujours les mêmes ou si elles ont plutôt été remises en question ou déplacées par l'action des mouvements autochtones, ceci grâce au travail des points nodaux. En outre, les différents corpus seront tous analysés à partir de cette grille :

1. Identification des thèmes forts : champs sémantiques et évolution du traitement des thèmes (réurrences, cooccurrences, oppositions, équivalences, etc.)
2. Légitimation interne : modalisations, présuppositions, déictiques, destinataire, figures de discours et type d'argumentation
3. Marques d'interdiscours : polyphonie (négation, paraphrase), intertextualité, captation-subversion

Les pièces de corpus retenues comprennent des discours politiques, communiqués, entrevues et allocutions présidentielles retenus comme représentatifs de l'espace discursif où se jouent les relations hégémoniques opposant mouvements sociaux autochtones et gouvernements (du Mexique et de l'Équateur); toutes sont comprises dans la période 1994-2010.⁶ Le choix de cette période historique pour la présente recherche est principalement motivé par le souci de rendre compte prioritairement de la politisation de deux mouvements autochtones de la région latino-américaine qu'on associe au « réveil indien »⁷, et ce, malgré les changements de gouvernements dans leur pays respectif. Toutefois, le corpus mexicain couvre spécifiquement les années 1994 à 2006 alors que le corpus équatorien couvre plutôt les années 2003 à 2010. On cherche par ce choix à effectuer la comparaison de mouvements autochtones à des moments où leur production discursive est la plus dense. Dans le cas de l'EZLN, on s'intéressera au surgissement politique d'un acteur insoupçonné; tandis qu'avec la CONAIE en 2003, on a déjà affaire à un mouvement très organisé qui a mené des soulèvements indiens par le passé. Voici pour chaque sous-division historique et chaque pays une description et une justification des pièces de corpus sélectionnées :

A) Mexique de 1994 à 2000

La première période étudiée au Mexique débute avec la déclaration de guerre de l'EZLN à l'aube de l'année 1994 et se termine avec la défaite du Parti révolutionnaire institutionnel (PRI) aux élections présidentielles de 2000. Le corpus du mouvement autochtone est constitué des *Déclarations de la forêt Lacandone* de 1993 (1^{re}), 1994 (2^e), 1995 (3^e) et 1998 (4^e). Le corpus présidentiel contient pour sa part *les Rapports sur l'état de*

⁶ Tous les renseignements sur les pièces de corpus se retrouvent à l'annexe A de cette thèse.

⁷ L'un devient public en 1994, mais prétend être actif depuis les années 1980 (EZLN); l'autre est formé dans la deuxième moitié de la décennie 1980, mais est largement reconnu suite au soulèvement indien de 1990.

la Nation d'Ernesto Zedillo de 1995, 1996 et 1998. Dans les deux cas, les pièces de corpus ont été sélectionnées selon leur importance pour le champ ainsi que leur année de diffusion. Les *Déclarations de la forêt Lacandone* portent le principal message politique de l'EZLN et s'adresse à toute la société civile et parfois aux élus. Le message présidentiel annuel est une tradition dans plusieurs pays latino-américains qui rend compte du bilan de la dernière année par le président. La période 1994-2000 au Mexique est très prolifique au point de vue de la production discursive zapatiste; celle-ci s'articule notamment autour des rondes de négociations avec le gouvernement du PRI, la guerre de basse intensité au Chiapas, la signature des Accords de San Andrés et la tenue du Forum national indigène (*cf.* chapitre 3). La sélection des allocutions présidentielles a été faite en conséquence.

B) Mexique de 2001 à 2006

Le corpus assemblé pour cette période couvre le mandat complet de Vicente Fox, le nouveau président issu du Parti d'action nationale (PAN), soit de 2001 à 2006. Il comprend pour le discours autochtone les allocutions des commandants de l'EZLN au Congrès de 2001 et de la *Sixième Déclaration de la forêt Lacandone* de 2005 et pour le discours présidentiel des *Messages sur l'état de l'Union* de Vicente Fox de 2001 et de 2006. Le choix des allocutions devant le Congrès dévie du reste du corpus autochtone; toutefois, il apparaît tout à fait justifié dans cette recherche compte tenu de l'évènement politique sans précédent au Mexique que représente la prise de parole d'un mouvement autochtone rebelle au sein de l'assemblée législative. Ensuite, il y a peu de production discursive zapatiste de grande envergure jusqu'en 2005, alors que l'EZLN énonce une nouvelle orientation politique du mouvement en marge de la campagne électorale mexicaine qui s'annonce pour 2006. Les

allocutions présidentielles retenues suivent de peu ces deux évènements marquants (*cf.* chapitre 4).

C) Équateur de 2003 à 2007

Cette première période historique en Équateur débute avec l'investiture du président Lucio Gutiérrez et le Sommet de la CONAIE en 2003 à Quito et se termine avec la fin du mandat d'Alfredo Palacio en janvier 2007. Le corpus pour le discours autochtone comprend le *Mandat du 1^{er} Sommet des nationalités, des peuples et des autorités alternatives* (2003), le discours d'investiture de Luis Macas à la présidence de la CONAIE (2005) ainsi qu'une sélection de communiqués et de discours de la CONAIE, de Pachakutik et de l'Assemblée nationale des peuples d'Équateur de 2005 et de 2006 entourant la mobilisation contre le président Lucio Gutiérrez et la signature du TLC (*cf.* chapitre 5) ; le corpus présidentiel comprend le discours d'investiture à la présidence de Gutiérrez (2003) et le discours de fin de mandat du président Alfredo Palacio (2007). Le corpus autochtone vise à représenter l'intensification de la contestation du gouvernement de Gutiérrez de 2003 jusqu'à sa destitution en 2005 et ses conséquences, tandis que le corpus présidentiel donne un aperçu à la fois du schème de légitimation du gouvernement de Gutiérrez et de la réponse du discours présidentiel à la mobilisation autochtone sous le gouvernement de Palacio. On remarque une pluralité de sources et de types de discours composant le corpus autochtone d'Équateur comparé à celui du Mexique ; bien que les résolutions adoptées dans les sommets de la CONAIE constituent des orientations du mouvement, le nœud des luttes pour le sens semblent se trouver au niveau des appels à la mobilisation et donc des communiqués « dans le feu de l'action ».

D) Équateur de 2007 à 2010

Le corpus pour cette période couvre le premier mandat présidentiel de Rafael Correa du parti Alliance pays et la moitié de son deuxième et actuel mandat. Il s'arrête au mi-mandat compte tenu de la récente tentative de « coup d'État » de septembre 2010 et de la mobilisation de la CONAIE de la dernière année dont les conséquences ne sont pas encore toutes à même d'être analysées⁸. Le corpus autochtone est constitué pour 2007-2010 de résolutions du 3e Congrès de la CONAIE, d'une entrevue avec le président de la CONAIE, Marlon Santi, de propositions à l'Assemblée constitutionnelle de 2008 et de communiqués publiés dans le cadre de la « mobilisation nationale pour la défense de la vie » en septembre et en octobre 2009 (*cf.* chapitre 6). Le corpus présidentiel comprend trois allocutions présidentielles de Rafael Correa marquant la première année de gouvernement, le début de la troisième année du gouvernement et un important remaniement ministériel, respectivement de 2008, 2009 et 2010. L'analyse comparée de ces pièces de corpus permettra d'obtenir une vue d'ensemble des événements qui marquèrent la rupture entre le mouvement autochtone et le président Correa. Comme pour la période 2003-2007, il est important de noter la division de la production discursive du mouvement autochtone entre résolutions formelles, propositions de lois et communiqués de mobilisation.

2.3.3 Axes de recherche

La dernière dimension de ce travail de recherche consistera à comparer en septième et dernier chapitre les résultats obtenus suite à l'analyse des cas mexicain et équatorien. Cette discussion sera organisée autour de quatre questions qui sont autant d'axes de recherche issus du questionnement posé initialement dans le présent chapitre et nourris du cadre conceptuel et méthodologique venant d'être développé. Voici ces axes :

⁸ Voir notamment AFP, article du 10 octobre 2010.

1. Quels éléments discursifs structurent l'intervention des mouvements autochtones dans le champ politique latino-américain?
2. En quoi les événements d'énonciation autochtone trouvent correspondance ou non dans la contestation globale du système politique et donc des frontières de celui-ci?
3. Le processus de politisation se traduit-il de la même façon dans les deux mouvements autochtones étudiés?
4. Quelle place les discours présidentiels accordent-ils aux Autochtones, soit en tant que co-énonciateurs, soit en tant qu'*objet* du discours?

La méthode détaillée tout au long de cette section permettra d'esquisser un tableau des positionnements adverses et des différentes opérations discursives menant à la constitution du sujet politique autochtone. Les chapitres 3, 4, 5 et 6 sont consacrés entièrement à l'analyse des corpus.

Chapitre 3

Analyse du corpus I – Relations interdiscursives entre le discours zapatiste et le discours présidentiel mexicain

Les prochains chapitres feront l'analyse des corpus constitués par les discours politiques, communiqués et allocutions présidentielles retenus comme représentatifs de l'espace discursif où se jouent les relations hégémoniques⁹ opposant mouvements sociaux autochtones et gouvernements (du Mexique et de l'Équateur). Nous aborderons tout d'abord le corpus mexicain, qui englobe deux périodes historiques. La première période débute avec la déclaration de guerre de l'EZLN à l'aube de l'année 1994 et se termine avec la défaite du PRI aux élections présidentielles de 2000. La seconde période couvre le mandat complet de Vicente Fox, le nouveau président issu du PAN, soit de 2001 à 2006.

Première période (1994-2000) : Le surgissement zapatiste

3.1 Contexte historique

« HOY DECIMOS ¡BASTA! » [Aujourd'hui, nous disons : ça suffit!] : Ainsi débute la déclaration de guerre adressée au gouvernement de Carlos Salinas de Gortari (PRI) dans la *Primera Declaración de la Selva Lacandona* (1993 : 1) par un groupe jusque là inconnu dans l'espace public. À l'aube de l'année 1994, l'Armée zapatiste de libération nationale occupa momentanément le palais municipal de San Cristóbal de Las Casas, entre autres chefs-lieux de l'État du Chiapas (Stephen et Collier, 1997 : 4). Dans la jungle lacandone, les communautés autochtones formant la base du mouvement rebelle se réorganisèrent en municipalités

⁹ Les « relations hégémoniques » doivent être comprises, en suivant Ernesto Laclau (2006), comme des articulations discursives constitutives du politique visant à l'établissement (ou au rétablissement) des frontières d'un système de sens. L'analyse de discours permet à la fois de relever les antagonismes qui surgissent autour de celles-ci et les tentatives de « suture » de ces mêmes frontières opérées par le discours dominant. On reviendra sur les notions de frontières du politique, d'antagonismes et de suture.

autonomes rebelles zapatistes. Se déclarant le même jour que l'entrée en vigueur de l'ALÉNA, le soulèvement zapatiste réalisa brusquement un recadrage du contexte mexicain, en particulier des conditions de vie des populations autochtones. La réforme constitutionnelle (Article 27), adoptée deux ans plus tôt, fut effectivement vivement critiquée par les paysans autochtones, car elle mit un terme à la redistribution des terres et entama le démantèlement des *ejidos* (propriétés agricoles collectives) à travers un programme de privatisation, PROCEDE (Stahler-Sholk, 2007 : 51). De plus, le processus de libéralisation des échanges ainsi que la tendance à l'austérité dans le secteur public furent directement mis en cause dans la précarité vécue au Chiapas et ailleurs au pays. Par exemple, la chute du prix du café en 1989, liée à la disparition de l'Institut mexicain du café, dévasta ce secteur de production (Stahler-Sholk, 2007 : 52). Le pouvoir d'achat des Mexicains diminua aussi grandement dans les années 1980. En 1994, l'accès à l'eau courante et à l'électricité n'est toujours pas garanti pour une proportion importante de la population des régions éloignées et la « grande pauvreté » touche plus d'un Mexicain sur trois (Stephen et Collier, 1997 : 9).

Le conflit armé de 1994, qualifié de « lutte de libération » (EZLN, 1993 : 1) par les insurgés zapatistes, ne dura finalement que douze jours. Suite au cessez-le-feu, de nombreux dialogues pour la paix ont eu lieu, notamment au travers de la médiation de l'évêque de San Cristobal, Mgr Samuel Ruiz. Toutefois, les négociations ont été marquées par des actes de violence de l'État, associés à une « guerre de basse intensité » (violence paramilitaire, offensives militaires contre le leadership de l'EZLN, occupations de terres, déplacements de populations et destruction d'Aguascaliente, lieu de la Convention démocratique nationale, etc.) (Nash, 1997 : 265). Malgré l'intensification de la violence de l'État et des paramilitaires dans la région durant cette période historique, l'EZLN choisit formellement de déposer les armes et de mener une lutte pacifique. Il participa à la mise en place du Congrès indigène

national parallèlement aux discussions avec le gouvernement qui menèrent, en février 1996, aux Accords de San Andrés sur l'autonomie juridique et la reconnaissance des droits des populations autochtones du Mexique.¹⁰ L'EZLN fut également l'instigateur de divers « dialogues avec la société civile » culminant en 1999 avec la consultation nationale « *pour la Reconnaissance des Peuples Indiens et pour la fin de la Guerre d'extermination* ». Enfin, la Commission de concorde et de pacification (COCOPA) posa les bases d'un projet de loi donnant suite aux Accords de 1996, mais celui-ci fut rejeté dans sa forme initiale par le président Zedillo; les ponts entre le gouvernement du PRI et l'EZLN ont alors été définitivement coupés (Stahler-Sholk, 2007 : 53).

3.2 Travail de (re)signification des points nodaux : rencontres et subversions dans les discours zapatiste et présidentiel mexicain

Dans le contexte politique qui vient d'être expliqué, l'objectif de cette étude sera de mettre en lumière les rapports conflictuels que le discours zapatiste entretient avec le discours dominant gouvernemental en analysant et en comparant les deux. Nous serons alors à même d'appréhender l'évènement d'énonciation – soit, dans le cas qui nous intéresse, l'irruption de l'EZLN sur la scène publique – dans sa dynamique propre, contingente et politique. La notion d'évènement d'énonciation implique une « irruption historique », « singulière » (Foucault, 1969 : 40); il s'agit, rappelons-le, du moyen d'institution d'une nouvelle « prise de parole légitime » (Maingueneau, 1991 : 107). Il sera donc montré comment s'est constitué, à travers lui, un espace de prise de parole autochtone et comment a été ainsi

¹⁰ Les accords qui font l'objet d'une entente provisoire en 1996 font suite à six tables de discussion portant sur un éventail de sujets, allant des pratiques communautaires au statut des femmes. Seule une de ces discussions se concrétisera dans l'entente, alors que la pression au sein du Mexique, mais aussi à l'international, est particulièrement forte sur le gouvernement du PRI (Nash, 1997 : 267-268).

rendue possible la re-saisie du politique¹¹ et la contestation radicale du pouvoir institué par des acteurs sociaux marginalisés. L'argumentation présentée dans ce chapitre et le suivant est fondée sur un travail d'analyse des points nodaux¹² à partir de signifiants relevés dans le discours zapatiste et le discours gouvernemental et des marques d'interdiscursivité qui y sont rattachées. Les points nodaux, selon Laclau, sont les lieux névralgiques de fixation et de dissimulation du sens (2006 : 55). Ces signifiants sont l'objet de surinvestissement de sens de la part des diverses formations discursives. La notion d'interdiscursivité (Maingueneau, 1991) a elle aussi une grande résonance pour cette étude. Les théories de l'énonciation proposent de saisir les discours avant tout à travers les relations entretenues avec des discours concurrents, puisqu'ils sont autant constitués par ce qu'ils disent que parce que qu'ils évacuent (1991 : 20). Il incombe à l'analyste de restituer la manière dont l'altérité est construite dans le discours de manière à signifier quelque chose de propre à ce celui-ci (1991 : 163). C'est pourquoi on effectuera une comparaison simultanée des discours zapatiste et gouvernemental au niveau de chacun des points nodaux. Il s'agira alors de porter attention aux opérations de contrôle du sens, par exemple la dissimulation, la paraphrase, l'opposition et la mise en équivalence, ainsi qu'aux expressions de l'hétérogénéité du discours, notamment la présence de plusieurs énonciateurs dans un même discours (c'est-à-dire la polyphonie).¹³

3.2.1 Luttres pour le sens autour du point nodal de la souveraineté

La resignification de la volonté populaire et de la libération nationale dans le discours zapatiste

¹¹ Cette « re-saisie de la société sur elle-même », élément essentiel au processus démocratique, est théorisée par Marie-Christine Doran (2006) à la suite de Marcel Gauchet; elle procède de l'« exercice de la subjectivité » rendant possible « l'appropriation du politique par les citoyens » (2006 : 323).

¹² L'opérationnalisation des points nodaux effectuée dans cette analyse est basée sur le travail de Marie-Christine Doran, *cf. Processus démocratiques et légitimité de la stabilité à la justice: le cas du Chili 1990-2005*, thèse de doctorat, Faculté de science politique et de droit, Université du Québec à Montréal, 2006.

¹³ On reviendra sur ces mécanismes discursifs tout au long de ce chapitre, *cf. Maingueneau, 1991.*

L'analyse des relations interdiscursives que le discours zapatiste entretient avec le discours gouvernemental permet de relever un point nodal essentiel à la construction du système de valeurs et de l'identité énonciatrice propres au zapatisme: la souveraineté. C'est ce signifiant-là même qui permet au discours zapatiste de subvertir les frontières hégémoniques du système politique en produisant une narration nouvelle de la société (fondée, nous le verrons, sur l'accomplissement de la « volonté populaire »). Les frontières du politique constituent pour Ernesto Laclau et Chantal Mouffe la clôture d'un système de sens hégémonique, donc un système de différences à caractère totalisant : « limits only exist insofar as a systematic ensemble of differences can be cut out as *totality* with regards to something beyond them » (2001 : 143). Il s'agit en outre d'un horizon investi des représentations imaginaires produites par le discours dominant (Laclau, 2006 : 48-51). Puis, comme l'explique André Corten, « on parlera de déplacement de frontières lorsque, la dissimulation [du sens] ayant été percée à jour, les opérations d'attribution du sens se fixent sur de nouvelles articulations » (2006 : 22). Tout au long de cette section, nous verrons comment le processus de resignification de la souveraineté par le discours zapatiste participe à l'énonciation de formes et de lieux du pouvoir inusités, en rupture avec l'ordre établi ; le projet national de l'EZLN, en conséquence, ne se limite pas au cadre convenu de la politique instituée. Nous proposons de le concevoir comme une reprise de la société par elle-même. Le travail d'analyse de ce point nodal basé sur les *Déclarations de la forêt Lacandone* de 1993, 1994, 1995 et 1998 en fera la démonstration. Ce travail s'articule autour de deux dimensions subverties par le discours zapatiste : la souveraineté populaire, d'une part, et la souveraineté nationale, d'autre part.

Tout d'abord, on constate que la volonté populaire (*voluntad popular*) joue le rôle de destinateur syntaxique du discours zapatiste. Destinateur ici ne réfère pas à l'énonciateur, mais plutôt à une force ou un acteur qui institue le sujet (et sa mission narrative) et lui confère la légitimité d'agir et de parler.¹⁴ Ainsi, la volonté populaire est à la fois celle dont on se réclame (surtout, la volonté des peuples autochtones) et celle dont l'accomplissement est recherché dans la pratique du politique. Par exemple :

« Considering that [...] The **Constitution that exists doesn't reflect the popular will of the Mexican people**. [...] [w]e call for a sovereign and revolutionary National Democratic Convention from which will come a transitional government and a new national law, **a new constitution that will guarantee the legal fulfillment of the people's will**. The fundamental objective of the National Democratic Convention is to **organize civil expression** and the **defense of the people's will**. » (EZLN, 1994 : 6)¹⁵

Cet extrait démontre une captation-subversion¹⁶ de la norme constitutionnelle; dans le discours de l'EZLN, la Constitution n'apparaît plus répondre à son exigence fondatrice, c'est-à-dire de représenter et de garantir le respect de la volonté populaire. La légalité du pouvoir – de tout pouvoir – est aussitôt liée à cet impératif. De plus, au sein de la Convention démocratique nationale organisée en 1994, qualifiée aussi de « souveraine et révolutionnaire », la défense de la volonté populaire va de pair avec la réappropriation de l'espace public dans le but de redonner voix à la société (*expresión civil*). Dès lors, l'EZLN se pose en tant que gardien de la volonté populaire contre un gouvernement qui a « usurpé » celle-ci par la « fraude électorale » (1994 : 4), comme l'indique l'extrait suivant¹⁷ :

¹⁴ Ce « destinateur syntaxique » est originalement développé dans le cadre du schéma actantiel d'Algirdas Julien Greimas, notamment dans *Sémantique structurale : recherche et méthode*, Larousse, 1966.

¹⁵ Il est à noter que les extraits tirés du corpus mexicain sont en anglais puisqu'on a travaillé à partir de traductions anglaises existantes des documents originaux espagnols. Les extraits du corpus équatorien sont en français puisqu'aucune traduction officielle anglaise n'était disponible; la traduction de ces extraits a donc été commandée.

¹⁶ En analyse de discours, la captation et la subversion sont deux opérations qui témoignent de la présence d'un discours dans un autre; la première s'approprie la légitimité provenant du discours rapporté alors que la seconde détourne le sens original de ce même discours (Maingueneau, 1991 : 155).

¹⁷ Au sujet de l'élection de 1994, voir aussi la section 3.2.2 de cette thèse.

« The EZLN is now to be found throughout national territory and is in a position to offer itself to the people of Mexico as **an army** to guarantee that **the people's will** is carried out. » (1994 : 6)

Le principe de respect de la volonté populaire s'étend à tous les domaines du vivre-ensemble et subvertit les attentes créées par le discours hégémonique; notamment, dans l'exercice de la législation « honorable » par le Congrès qui devrait « arrêter d'obéir et de servir l'un et respecter son obligation d'obéir et de servir tous » (EZLN, 1998 : 10) et la mise en place nécessaire d'un « modèle économique qui sert le peuple et non lui-même » (1998 : 11). En contrepartie, par l'usage de la négation et de modalisations appréciatives¹⁸ négatives, l'EZLN impute au gouvernement cette attitude antisociale et antidémocratique de nier la volonté collective (« oublier la volonté de tous les peuples indiens ») et de ne servir que le petit nombre et les intérêts privés des riches et des puissants, leurs propres intérêts (« s'asseoir à la table de l'argent [...] et chercher le soutien qui leur a été refusé par ceux en bas ») (1998 : 4).

La rencontre et l'union des volontés de différents secteurs sociaux est à la base de la conception zapatiste du politique. Bien que l'énonciateur du discours se pose lui-même comme sujet investi de la tâche de faire respecter cette volonté populaire, la narration zapatiste a un autre sujet, dont l'EZLN est l'adjuvant¹⁹ : la « société civile ». La société civile est construite par le discours comme le principal dépositaire de la souveraineté, transposition du « peuple » de la Constitution, et donc sa volonté est l'expression de la volonté populaire (« une force supérieure à n'importe quel pouvoir politique ou militaire ») (EZLN, 1994 : 1). L'EZLN en appelle à ce que la société civile reprenne un rôle de protagoniste politique, après avoir démontré qu'elle pouvait « interrompre les combats et appeler au dialogue » dans

¹⁸ Les modalisations appréciatives permettent à l'énonciateur de poser un jugement de valeur ou d'exprimer un sentiment (Maingueneau, 1991 : 118).

¹⁹ Suivant le schéma actantiel d'Algirdas Julien Greimas (1966), l'adjuvant aide le sujet narratif à compléter sa mission. De la même manière, dans le discours zapatiste, l'EZLN contribue à la prise en charge de la société civile par elle-même. Il est intéressant de constater qu'en retour, la société civile agit comme adjuvant pour l'EZLN, qu'elle soutient contre le gouvernement et l'armée.

le conflit opposant EZLN et le gouvernement mexicain (1994 : 2). Il est également bien important pour le discours zapatiste de signifier sa proximité avec la société civile, ainsi que sa compréhension de celle-ci, en opposition au gouvernement. Par exemple, à travers l'évocation de multiples « dialogues » avec la société civile nationale et internationale qui rejoignent des milliers de personnes du Mexique et d'ailleurs (plébiscites, « dialogue intercontinental pour l'humanité et contre le néolibéralisme », etc.), l'on représente la rencontre de ces différentes volontés, autonomes par rapport à la médiation des institutions politiques (EZLN, 1996 : 4). Dans le discours zapatiste, donc, la société civile constitue à la fois le soutien principal de l'EZLN et l'acteur par lequel la lutte pacifique continue et la mobilisation s'élargie – vers un « vrai dialogue [sociétal] [...] et non celui qui est simulé par la volonté du puissant » (EZLN, 1998 : 4).

Cette forme débordante de la souveraineté²⁰ influence explicitement la façon dont est conçue la souveraineté nationale. Sur ce point, le discours marque très clairement sa relation polémique²¹ avec le discours gouvernemental :

« This murderous attempt [on the leadership of the EZLN] was covered up by the governmental lie of *recuperating national sovereignty*. [...] Meanwhile, **the true loss of national sovereignty was concretized in the secret pacts and public economic cabinet with the owners of money and foreign governments**. Today, as thousands of federal soldiers harass and provoke a people armed with wooden guns and the word of dignity, the high officials finish **selling off the wealth of the great Mexican Nation** and destroy the little which was left. » (EZLN, 1996 : 3)

Dans cet extrait, le discours rapporte indirectement l'idéologie gouvernementale qui légitime les opérations militaires en territoire zapatiste (dont l'objectif serait la « récupération de la souveraineté nationale ») afin d'y opposer le lieu de la « véritable » perte de souveraineté

²⁰ Cette forme de la souveraineté est qualifiée de débordante, puisqu'elle doit être contrée par une très grande restriction de sens et l'effacement de la figure narrative du peuple, comme nous le verrons un peu plus loin.

²¹ Maingueneau dit à ce propos que la relation polémique « ne peut que traduire comme négatives, inacceptables, les unités de sens construites par son Autre, puisque c'est à travers ce rejet que chacun définit son identité » (1991 : 165).

nationale selon l'EZLN, c'est-à-dire la « vente des richesses de la grande nation mexicaine ». La lutte de sens autour de la souveraineté est aux fondements de la guerre de « libération nationale » des Zapatistes; par là, il faut comprendre la lutte au « pillage » du peuple et de la nation mexicaine au profit d'une minorité de puissants et de gouvernements étrangers. À ce pillage équivaut une perte de pouvoir. Le territoire national est alors représenté en « état de siège »; non pas à cause d'une menace de sécession de la part des rebelles, mais bien de l'imposition gouvernementale qui « empêche [l'entrée] sur le territoire [de la] démocratie, la liberté et la justice » (EZLN, 1994 : 7-8). De nombreuses références aux « traîtres » à la nation à travers les discours ainsi que la citation directe de Benito Juárez²² (1995 : 1), symbole de la lutte pour la souveraineté du Mexique, témoignent bien de la mise en équivalence du gouvernement et de ses alliés avec les ennemis de la nation : « comme à la fin du 19^e siècle, lorsque les traîtres ont tenu des « élections » pour justifier l'intervention française, on dit aujourd'hui que la Nation salut la continuation de l'imposition autoritaire » (1995 : 2). Dans le discours zapatiste, l'atteinte de la souveraineté nationale est intrinsèquement liée à la possibilité de garantir le respect de la volonté populaire.

De plus, celui-ci emprunte au registre nationaliste dans le but de contrer la perception que la lutte zapatiste joue un rôle de fractionnement social et, à terme, menace l'unité mexicaine et la souveraineté nationale. La nation, telle que construite dans le discours zapatiste, doit être inclusive (« pour tous les peuples et toutes les langues »); elle doit être unifiée par la solidarité et l'appartenance historique pour contrer l'abandon et l'oubli qui sévissent présentement et divisent (EZLN, 1996 : 9). En cadrant la lutte autochtone pour l'autonomie au Chiapas dans un contexte national (contre les tentatives de

²² Benito Juárez était président du Mexique au 19^e siècle; il a mené la résistance contre les armées française lors de l'expédition du Mexique de 1861-1867.

« délégitimation » qui « réduisent le problème national à un contexte indigène local »), l'on signifie l'obligation de penser l'unité de la nation en fonction de l'intégration complète (politique, économique et sociale), mais différenciée, dans la « justice et la dignité », des minorités « oubliées du Mexique contemporain » (EZLN, 1995 : 3). Ce nouveau pacte national radical vise ainsi à transformer beaucoup plus en profondeur que ne le ferait une réforme du fédéralisme mexicain. Il prend appui sur les peuples autochtones en tant que « racines de la Nation », au cœur de la lutte pour la réappropriation de la souveraineté populaire, et par lesquels passe nécessairement l'avenir du pays (EZLN, 1998 : 11). Enfin, l'extrait suivant démontre comment le discours construit son projet d'envergure nationale en opposition à un autre, celui des « Puissants » :

« On the one hand, the national project of the Powerful, a project which entails **the total destruction of the Mexican nation**; the negation of its history; **the sale of its sovereignty**; **treachery and crime as supreme values**; hypocrisy and deceit as a method of government; **destabilization and insecurity as a national program**; **repression and intolerance as a plan for economic development**. [...] On the other hand, the project of a transition to democracy, **not a transition** within a corrupt system which **simulates change in order for everything to remain the same**, but the transition to democracy as **a reconstruction project for the nation**; **the defense of national sovereignty**; [...] We are in the midst of a great war which has shaken Mexico at the end of the 20th century. The war between those who intend to **perpetuate a social, cultural and political regime which is the equivalent to the crime of treachery to the nation**; and those who struggle for **a democratic, just, and free change**. » (EZLN, 1996 : 5-6)

On constate que la guerre au Chiapas est utilisée comme une métaphore par le discours zapatiste pour une lutte totale engagée vers la « reconstruction de la nation ». L'alternative, le statu quo, continuerait de nier ce qui compose la nation mexicaine, comme le soulignent les modalisations négatives dans l'énumération des aspects du projet national des Puissants et la mise en équivalence du régime actuel avec la « trahison »; cela mène tout droit à la « destruction totale de la nation » et à la subversion complète de la souveraineté populaire.

La recherche de l'unité nationale dans le discours présidentiel mexicain

On retrouve dans le discours présidentiel plusieurs traces de cette lutte symbolique autour du point nodal de la souveraineté. Nous nous attarderons ici aux points de rencontre et de subversion entre les deux discours qui nous intéressent, cette fois à partir des *Rapports sur l'état de la Nation* (messages présidentiels) d'Ernesto Zedillo de 1995, 1996 et 1998. L'on peut tout d'abord comparer le destinateur syntaxique de ce discours, l'instance qui confère au sujet sa légitimité à parler (Greimas : 1966), avec celui du discours zapatiste. L'origine du pouvoir réside-t-il au même endroit dans les deux? En fait, bien que la Constitution soit maintes fois évoquée pour à la fois cadrer et légitimer les politiques gouvernementales, le principe de la volonté populaire, lui, est beaucoup plus rare. Le discours l'énonce dans des situations bien précises; pour soutenir l'objectif de renforcement de la souveraineté nationale (Zedillo, 1995 : 16), pour justifier la forme et l'évolution des institutions politiques (« par la volonté du peuple mexicain, la forme de notre gouvernement est républicaine, démocratique et représentative ») (Zedillo, 1996 : 14) et comme élément de légitimation du processus électoral (« que le résultat reflète la volonté populaire ») (1996 : 15). En revanche, le qualificatif « souverain » est principalement attribué au Congrès (1995 : 1, 13). Pourtant, le Congrès n'a pas la valeur suprême dans le discours; ce de quoi se réclame le discours présidentiel avant tout, ce qui permet de juger toute avancée politique, économique ou sociale, n'est nul autre que le « Mexique », un Mexique « de progrès » (1995 : 17) réalisé à travers « l'union et les efforts [de tous] » (1996 : 3). Par exemple : « entamons une nouvelle ère pour construire un Mexique qui soit plus respecté dans le monde [...] faisons du Mexique la grande nation qu'il mérite d'être » (1996 : 18).

En comprenant le Mexique comme destinateur du discours présidentiel, l'on saisit mieux l'articulation de l'unité nationale, la prospérité de la nation et la défense de la

souveraineté nationale (« la plus importante valeur de notre nationalité ») (1996 : 16). Par exemple :

« Our union is the best guarantee of preserving and strengthening national sovereignty. United let us reaffirm **the will of all Mexicans** to enhance our sovereignty, by defending our identity and culture, our pluralism and institutions. **The values of our sovereignty are independence and freedom, justice and democracy; a common history. Sovereignty is the foundation of our right to education, health, work and equal opportunity.** We want a more democratic and just Mexico. We want to **vindicate the historical reason for our federalism;** live with greater security; and ensure that productive effort produces benefits for all. [...] We have surmounted the worst of the crisis, and the coming years will be times of economic growth and increasing jobs. We are laying the foundation to strengthen our rule of law. There is strong social impetus for the political **progress of our nation.** [...] Through effort, dedication, peace and union, we will **endow Mexico's development with strength and certainty.** [...] **Let us work to fulfill our obligation to Mexico.** » (Zedillo, 1995 : 16-7)

À première vue, la souveraineté vise les mêmes objectifs que dans le discours zapatiste (« la liberté, la justice et la démocratie »). Toutefois, cet extrait dénote une opération de captation-subversion. Le développement interne du Mexique est subordonné aux exigences de l'union mexicaine (du pays et des Mexicains), qui permet de « préserver et de renforcer la souveraineté nationale ». On fait l'assertion que la défense de l'identité et de l'histoire commune, du pluralisme (contrôlé de façon à ne pas menacer l'unité, comme nous le verrons) et des institutions nationales, bref les expressions de la force de la Nation, unit la « volonté de tous les Mexicains ». Les valeurs de la souveraineté soutiennent aussi explicitement les fondements des orientations gouvernementales, soit la recherche de la croissance économique, le renforcement de la justice et de la sécurité publique et le « progrès démocratique » ; il s'agit toutes de dimensions alimentant le respect et la force de la nation au niveau international (Zedillo, 1998 : 3). Enfin, le discours légitime la forme du fédéralisme comme la meilleure à même de renforcer la souveraineté nationale (Zedillo, 1995 : 13).

Toutefois, il est possible de repérer certains sites d'antagonismes²³ aux frontières hégémoniques du discours gouvernemental, révélant la nécessité de rétablir ces frontières²⁴. On retrouve ces antagonismes autour de l'énonciation/la négation de menaces à l'unité et à la souveraineté nationale. Par exemple :

« Using our Constitution and our laws as a foundation, we shall advance toward a **new Federal Pact** that better responds to the interests and demands of our citizens, communities, municipalities and states. We shall make painstaking, continuous, systematic progress **without placing national unity at risk**. » (Zedillo, 1995 : 14)

Le gouvernement propose un nouveau « pacte fédéral », ce qui laisse croire à une grande restriction de sens face au « pacte national » renouvelé de l'EZLN; de plus, les orientations de ce pacte fédéral sont soumises au même principe fondamental de « préservation de l'unité nationale » qu'auparavant. On attribue aux zapatistes une mauvaise voie, celle de la mésentente et de la division :

« To this end, everyone involved must participate with a **genuine will for dialogue** within the framework of the law. The aim of that dialogue must be progress, not retreat; to reach agreements, not **to take up positions behind irreconcilable differences**; in short, to forge the **agreement demanded by the entire country**. » (1996 : 9)

L'intégration des populations autochtones dans la dignité et la paix et leur reconnaissance comme « part active de la nation » y sont plutôt décrites en fonction des impératifs d'une nation unie (« intégrés pleinement par la paix et l'unité, la concorde et la dignité ») (1996 : 8).

Ensuite, au plan de la souveraineté nationale, on remarque que, sans pour autant répondre directement aux critiques zapatistes, le discours présidentiel est dans l'obligation de

²³ En suivant Laclau, les antagonismes (impossibles à définir a priori) sont « constitutifs » de l'espace social dont la plénitude est « irréalisable » (2000 : 22). Il est essentiel pour le pouvoir hégémonique de nier la division sociale et de rejeter toute conception qui excède les limites de son système de sens : « pour qu'il y ait limites et systèmes [de l'ordre objectif], il faut que l'au-delà devienne [...] pure et simple exclusion » (Laclau, 1990 : 97). Or, comme il est impossible de fonder *absolument* la société, il y a toujours présence possible d'antagonismes (contingents) capables de « recomposer » le système de sens autour de « points d'articulation » (les points nodaux) (1990 : 40).

²⁴ À partir du cadre d'analyse inspiré de Laclau, on peut déterminer qu'une lutte de sens autour d'un point nodal dû à de nouvelles articulations (contre-hégémoniques) requiert une opération de suture de la part du discours hégémonique, c'est-à-dire la resignification du point nodal au sein de son système de différence. « Une formation hégémonique embrasse aussi ce qui l'oppose [...] la place de la négation est définie par les paramètres internes de la formation elle-même » (Laclau et Mouffe, 2001 : p. 139).

réitérer ce principe. Par exemple : « construire ce nouveau Mexique est le meilleur moyen de défendre et de renforcer notre souveraineté » (1996 : 16) ou, dans le contexte de la lutte à la drogue, la nécessité d'une coopération « respectueuse de la souveraineté de chaque nation » (1996 : 10). Le discours présidentiel se doit aussi de réfuter toute interprétation divergente par rapport aux actions du gouvernement, notamment lors de la négociation des prêts avec les États-Unis et autres partenaires lors de la crise économique de 1994 : « [ces négociations] ont été menées selon les principes de souveraineté nationale et de dignité des Mexicains. Rien n'a été négocié derrière le dos du peuple mexicain » (1995 : 3). Le discours évoque aussi la menace à la souveraineté nationale posée par l'interventionnisme étranger dans les affaires internes du Mexique, faisant implicitement référence à la situation au Chiapas : « nous Mexicains ne nécessitons ni n'acceptons la tutelle étrangère pour régler nos différends et résoudre nos problèmes. La souveraineté du Mexique n'est pas sujet à la négociation et ne le sera jamais » (1998 : 3).

Suite à l'analyse du point nodal de la souveraineté, on conclut que celui-ci est investi de façon significative, à la fois par le discours zapatiste et par le discours présidentiel le premier présente une conception de la souveraineté populaire très substantielle, qui transforme les rapports État-société et les cadre dans une lutte nationale, alors que le second s'affaire à re-signifier la souveraineté du « Mexique » contre les menaces à son unité.

3.2.2 La contestation des frontières de la transition démocratique : comparaison du point nodal de la démocratie dans le discours zapatiste et le discours présidentiel

La réactivation du principe de souveraineté populaire par le discours zapatiste lui permet de développer un interdiscours très riche à l'endroit de la « transition démocratique » qui est l'enjeu majeur des luttes politiques et institutionnelles au Mexique dans cette période

(Rodriguez et Ward, 1995 ; Domínguez et McCann, 1996). L'analyse de cet interdiscours dévoile un second point nodal lors de cette période : la démocratie. Dans le discours zapatiste, la démocratie n'est pas subordonnée à la souveraineté populaire, autant qu'elle la complète. Ainsi, les deux points nodaux de la souveraineté et de la démocratie parviennent conjointement à évoquer une nouvelle culture politique et à construire sa légitimité ; la souveraineté populaire étant à la fois l'origine et la finalité du pouvoir et la démocratie, sa pratique. La démocratie est également l'une des demandes principales de l'EZLN pour une paix durable, énoncée constamment depuis 1994 en cooccurrence avec les termes « liberté » et « justice » comme l'affirmation du « droit fondamental » de décider de la forme de son gouvernement. Ainsi :

« We opened our path of fire when we faced the impossibility of a peaceful struggle for **our essential rights as human beings**. The most valuable of those is **the right to decide**, with liberty and democracy, **on our own form of government**. » (EZLN, 1994 : 2)

« **Peace** will come hand in hand with **democracy, liberty and justice** for all Mexicans. » (1995 : 6)

Plusieurs axes traversent ce traitement du point nodal de la démocratie, aussi bien dans le discours zapatiste que le discours présidentiel ; en conséquence, cette section est consacrée à une comparaison des deux discours au niveau de chacun des axes²⁵. Nous serons ainsi à même de circonscrire les luttes pour le sens autour de l'enjeu de la transition démocratique²⁶. Face aux attaques frontales du discours zapatiste, la formation discursive gouvernementale²⁷ se voit dans l'obligation de travailler au rétablissement des frontières

²⁵ Il s'agit des mêmes corpus analysés dans la section précédente.

²⁶ Il est important de noter ici l'influence du concept de « transition démocratique » non seulement dans les discours politiques en Amérique latine, comme on le verra, mais aussi dans l'étude comparée des démocraties « non occidentales » au sein de la discipline de la science politique. L'étude de ces « transitions » est devenue pour Christian Jaffrelot une véritable sous-discipline, cf. *Démocraties d'ailleurs*, Paris, Karthala, 2000,

²⁷ Rappelons que « discours gouvernemental » et « discours présidentiel » sont tous les deux utilisés dans cette thèse pour désigner la formation discursive dominante du pouvoir politique institué ; l'idée de formation discursive réfère aux contraintes discursives relatives à « ce qui peut et doit être dit » (Pêcheux, 1975 : 145). Cf. chapitre 2.

hégémoniques de son système de sens, révélant du coup l'existence d'une remise en question radicale, périlleuse, des principes de la transition démocratique en tant qu'*objectivité*.²⁸

Ainsi, le mandat du président Ernesto Zedillo (1994-2000) s'inscrit dans un projet de démocratisation dont les fondements sont signifiés en termes de « reforma del Estado » (réforme de l'État) ; celle-ci se traduit principalement en trois dimensions, soit le renforcement de l'équilibre des pouvoirs (selon le principe républicain), la restructuration du fédéralisme et la mise en œuvre de législation assurant la transparence du processus électoral (Zedillo, 1995 : 12). Sous grande observation internationale, le déroulement du scrutin présidentiel de 1994 marque déjà un changement des mœurs politiques du PRI, si on compare au nombre important de fraudes lors du scrutin de 1988 ; or, d'autres élections tenues en parallèle sont, elle, vivement contestées et viennent miner la légitimité des élus, notamment l'élection du gouverneur du Chiapas (Munoz, 2005 : 598). De plus, le même monopole des institutions politiques par le PRI subsiste jusqu'au moins en 1997, lorsque pour la première fois celui-ci se retrouve minoritaire au Congrès.

Autoritarisme et violence politique

En premier axe d'analyse, on constate qu'une lutte pour le sens se dispute autour de l'idée de culture politique autoritaire et de l'intensité des changements démocratiques institutionnels apportés par le PRI. La nécessité pour le discours de l'EZLN de qualifier le gouvernement à partir des registres de l'autoritarisme, de l'arbitraire et de la criminalité,

²⁸ Pour Laclau, le système de sens hégémonique n'est jamais fondé sur une véritable objectivité sociale; en effet, ce qui paraît *objectif* dans l'ordre social et politique n'est jamais autre chose que la marque d'une « décision résultant de rapports de pouvoir » (1990 : 31). Ainsi, « l'articulation » discursive opérée par une formation hégémonique a pour but de fixer un moment le sens du « flux de discours », par exemple en investissant un point nodal, de façon à construire le « système objectif et fermé de différences » qui soutient l'hégémonie (Laclau et Mouffe, 2001 : 111, 125).

voire de la dictature (mise en équivalence avec la dictature de Porfirio Díaz²⁹), montre l'importance qu'a cette resignification dans la légitimation de la contestation zapatiste envers tout le modèle de démocratie proposé par Zedillo (EZLN, 1993 : 1). Ainsi :

« In December, 1993 we said ENOUGH! The first day of January, 1994 we called upon the legislative and judicial powers **to assume their constitutional responsibilities** in order to stop **the genocidal policy that the Federal Executive imposes** on our people, and we **founded our constitutional right** on the application of Article 39 of the Political Constitution of the United States of Mexico [...]. » (EZLN, 1994 : 1)

Dans cet extrait, le discours zapatiste opère une stratégie de cooptation-subversion des normes constitutionnelles, celles-là mêmes qui sont réclamées comme fondations de la réforme de l'État, afin de renverser le fardeau de l'illégalité que lui impose le discours présidentiel et de dépeindre sa lutte comme juste. La « politique génocidaire » du pouvoir exécutif (envers la base autochtone de l'EZLN) fait ici l'objet d'une assertion³⁰ antérieure qui renforce l'image d'un gouvernement qui, loin de restreindre son pouvoir et de chercher le dialogue démocratique, livre la guerre à son propre peuple. L'extrait suivant ajoute à cette qualification:

« [...] **We all understand** that the days of the party eternally in power, **which uses the product of the work of all Mexicans to its own benefit**, can no longer continue; that **the presidencialismo that sustains it impedes liberty and must not be allowed**; that the **culture of fraud** is the means by which **they impose themselves and block democracy**; that **justice exists only for the corrupt and the powerful**; that **we must make whoever commands do it obediently; that there is no other way. All honest Mexicans of good faith**, the Civil Society, have come to understand this. **The only ones who oppose it** are those who have based their success on the **robbing of the public treasury**; those who, **prostituting justice**, protect the traffickers and murderers; those who resort to **political assassination and electoral fraud in order to impose themselves**. » (1994 : 2)

Encore une fois, la modalisation assertive mobilisée par le discours zapatiste permet de porter un jugement catégorique sur la déchéance du « système de parti unique » et du PRI;

²⁹ « [...] a clique of traitors that represent the most conservative and sell-out groups. They are [...] the same ones that formed the "scientific" Porfirista dictatorship [...]. » (EZLN, 1993 : 1)

³⁰ L'assertion est un mécanisme discursif par lequel un énoncé est donné pour être vrai (Maingueneau, 1991 : 115).

celle-ci étant un présupposé du discours, il est alors posé que la transition démocratique n'est possible qu'avec une nouvelle façon de faire la politique. Par le biais d'oppositions aux demandes principales de l'EZLN (« fraude » contre « démocratie », « *presidencialismo* » contre « liberté » et « corruption » contre « justice »), on marque clairement la relation polémique avec le discours dominant sur ce sujet. De plus, cet extrait intègre la voix d'un autre énonciateur qui se dresse contre ces demandes, dont la crédibilité est contestée aussitôt par le premier énonciateur qui l'associe à la clique de criminels au pouvoir et non pas à « tous les Mexicains honnêtes et de bonne foi » qui, eux, soutiendraient l'EZLN. La qualification du gouvernement et de son processus électoral par les registres de l'illégalité s'effectue de la même façon à travers toute la période choisie par les moyens d'énumérations (« la multitude d'irrégularités, l'iniquité, la corruption, la tricherie, l'intimidation, le vol et le mensonge »), d'amplification (d' « imposition autoritaire » à « crime d'État » et « terroristes qui nous gouverne ») et d'hyperbole (« crime organisé devenu gouvernement ») (EZLN, 1996 : 4). Le scénario d'une transition par victoire électorale du PAN au pouvoir est d'ailleurs assimilé à une « substitution de dictature » (1996 : 5).

En contrepartie, on observe dans le discours présidentiel un changement de stratégie discursive entre 1995 et 1998. Dans les allocutions de 1995 et 1996, tout en affirmant mener un réel dialogue avec les Zapatistes dans le cadre des négociations de San Andrés, celui-ci assigne une position extrapolitique, antidémocratique et violente au mouvement rebelle. Par exemple:

« Now, just when we are **progressing towards real democracy, with free and growing participation**, we will not accept the emergence of **outdated and bloody incidents of violence** that in reality are **aimed at blocking the path to democracy and imposing their authors' intolerant will on others**. **In Mexico we compete for political power under the rules of democracy, not with the irrational actions of terrorism**. Therefore, in the face of violence there can be no ambiguous stances. Society and government are united in the

firmest repudiation of all forms of violence. **Those who resort to violence and terrorism** seek to provoke repression against innocent third parties, which, according to them, will **provide them with social bases** serving to reduce their isolation and justify further violence. The federal government will not be led into furnishing that provocation. We will **pursue every terrorist act** with all our capacity, **applying the full force of the law**. We will **act with the full force of the State**, but invariably in accordance with the law and respecting individual freedoms and guarantees, as well as human rights. » (Zedillo, 1996 : 15)

Ainsi, le discours construit, par la paraphrase³¹, une définition de la « démocratie réelle, avec participation libre et grandissante », vers laquelle le Mexique serait en train de progresser. Les efforts pour atteindre ce stade démocratique seraient mis en péril par la violence, arme du « terrorisme », décrite comme « sanguinaire et dépassée » et référant implicitement à des mœurs autoritaires. Elle est « irrationnelle » et ne sert qu'à justifier plus de répression; du coup, on conteste le discours d'un autre co-énonciateur (l'EZLN, sans le nommer) qui chercherait par là à accroître sa base sociale. Notons le contraste avec la force armée déployée au Chiapas contre les Zapatistes qui, elle, apparaît légitime, car elle n'est pas « violence » mais seulement qualifiée dans les termes « force de la loi » ou « force de l'État ». Cette opposition entre progrès démocratique et lutte violente crée également un effet déontique³² de contrôle du sens qui oblige à penser l'action politique rationnelle et démocratique dans le seul cadre de la lutte institutionnelle pour le pouvoir et des règles déjà existantes.

Dans l'allocution de 1998, la menace du zapatisme comme force extrapolitique n'est plus présente. Or, les frontières de la transition démocratique semblent encore plus ébranlées par des années de soulèvement autochtone :

« **Together with the vast majority of Mexicans, I feel absolutely certain** that we will all realize, sooner rather than later, that **our political life is healthier and works better in a democracy than under authoritarian rule**. We Mexicans **reject authoritarianism** because it relies on force, overrides the law and is not accountable to anyone. We reject

³¹ La paraphrase, rappelons-le, est un mécanisme discursif qui bloque les interprétations potentielles d'un terme, c'est-à-dire sa polysémie, afin d'en capter le sens (Pêcheux : 1975).

³² La modalité déontique exprime une obligation ou une permission (Maingueneau, 1991 : 118).

authoritarianism because it restricts our freedoms, stifles debate and represses differences of opinion. Today's Mexicans **reject authoritarianism because it is intolerant and is imposed through violence, and because it acts without control and without measure.** We Mexicans of today have fought for **openness, tolerance and free participation**, and to **ensure that the nation's interest takes precedence over personal or group interests.**» (Zedillo, 1998 : 2)

Dans cet extrait, le discours se voit maintenant dans l'obligation de nommer formellement et de tracer cette frontière entre autoritarisme et démocratie, au lieu de simples références sur l'autoritarisme auparavant disséminées dans les allocutions. Par l'utilisation de l'embrayeur³³ de personne « je » et de la modalisation de certitude³⁴ « être absolument certain », l'énonciateur doit assumer personnellement le projet démocratique alors que le même discours a établi au préalable que la transition est définitive et le produit de la société toute entière. Bien que cela soit soutenu par la construction d'une autre voix, celle de « l'immense majorité des Mexicains », ainsi que par l'utilisation de l'embrayeur « nous » par la suite, il se crée une ambigüité du fait que le discours vise paradoxalement à faire « réaliser » à tous les avantages de la démocratie. Les marques d'interdiscours qui suivent soutiennent l'idée que la transition fait face à une contestation. En effet, la définition positive de la démocratie est ici intrinsèquement liée, d'une part, à une définition négative qui prend appui sur le rejet de l'autoritarisme et, d'autre part, à une description d'une lutte menée contre l'intolérance, la fermeture et les intérêts particuliers opposés à ceux de la Nation (correspondant dans ces trois cas aux critiques les plus souvent adressées à l'EZLN par le président Zedillo). Il semble donc que les luttes de captation-subversion autour de l'autoritarisme ont été significatives dans cette période.

La démocratie à l'épreuve du consensus?

³³ L'embrayage, dont les déictiques de personne, comprend les façons dont le discours se définit par rapport au moment d'énonciation (Maingueneau, 1991 : 108).

³⁴ La modalité de certain/non-certain permet, comme son nom l'indique, d'indiquer divers degrés de certitude, de probabilité, etc. (Maingueneau, 1991 : 118).

Le deuxième axe de traitement du point nodal de la démocratie est celui de la démocratie consensuelle et formelle (élitiste) contre une démocratie sociale. Cet enjeu de contrôle du sens de la démocratie est particulièrement visible dans les opérations de substitution, de subordination et de dissimulation. Ainsi, dans le discours présidentiel, la « primauté du droit » est maintes fois substituée à la démocratie comme forme de « régulation des relations sociales, politiques et économiques » et, jointe à la participation civique, comme règle de la vie communautaire (Zedillo, 1995 : 9, 12). Le discours présidentiel annonce un « nouveau stade où la loi est suprême », c'est-à-dire le développement d'une culture d'obéissance à la loi qui précède la culture démocratique et, bien plus qu'elle, permettrait une vie sociale paisible et productive :

« To embark on a **new stage in which the law is supreme**, it is necessary for everyone, absolutely everyone, to contribute to ensuring that a culture of compliance with the law takes root and becomes widespread. [...] Forging this **culture of strict compliance with the law** will take time. Precisely for that reason, we must all begin to implant it and practice it as soon as possible, so as to **make our personal and family life more peaceful and lend certainty to our productive life and our social relationships**. » (1996 : 11)

Dans l'allocution de 1998, le thème surplombant de la responsabilité vient lier les attitudes et la mentalité démocratique et le devoir de civilité; son pendant au niveau de l'élite gouvernante est la « responsabilité conjointe » partagée entre les divers pouvoirs (1998 : 36). Lié à ce dernier point, un autre procédé révélateur consiste en l'effacement du terme « démocratique » à certains endroits au profit de « républicain ». Par exemple : « **Republican balance** requires that both the judicial and legislative branches be strong. [...] With all honesty, I can state that this **republican dialogue** has been of great benefit to me, and for that reason I plan to intensify it » (1995 : 13). Ici, le sens de la transition démocratique est détourné vers un idéal républicain qui vient jusqu'à définir les termes du dialogue

démocratique (déterminé principalement par le haut, non pas un dialogue « civique » ou « social »). Voir aussi ceci:

« This conscientiously maintained, candid communication forms the basis of **republican, respectful and jointly responsible relations**. Mexicans want a government that is seen as the sum of its three branches, **one that is orderly, civil and functional**; a **government that is pluralistic and united by the higher interests of the Nation and by the effective performance** of the tasks assigned to each branch. That means **building consensus**, working together, reaching agreements and carrying them out. » (Zedillo, 1998 : 3)

Cet extrait démontre bien la manière dont le discours présidentiel cadre la transition démocratique à partir de la réforme de l'État et délimite nettement la compréhension que l'on peut avoir du changement politique. Au moyen de la paraphrase, les relations républicaines sont explicitées et contrôlées dans leurs objectifs (ordre, efficacité et unité dans les intérêts supérieurs de la nation), puis résumées par la recherche de consensus. La relation du gouvernement avec la société, en comparaison, n'est pratiquement pas évoquée dans le discours. Cette orientation du discours présidentiel marque un rejet d'autres formes tout autant démocratiques qui impliqueraient une confrontation plus vive des projets politiques – associée au conflit social. On peut faire des remarques semblables quant à l'évaluation du progrès démocratique qui se résume au taux de participation électoral (traité au troisième axe), à la solidité des institutions construite à travers le consensus qui répondent à des « déficiences » sociales et économiques (et non énoncés en tant que conflits sociaux) (1996 : 15). Par exemple :

« It is the aspiration, interest and will of all Mexicans to embark on a new stage where **full democratic normality** prevails. Therein lies the importance of the political reform recently adopted by Congress. If we all do our part, **the reform will be a definitive, irreversible step towards making dissatisfaction and controversies over basic electoral matters a thing of the past**. For the first time in our history, we have achieved an extensive, complex reform with a **consensus unprecedented in its plurality and decisiveness**. The reform and the **consensus** with which it was attained cannot be credited to the government. The merit must go to **the effort, responsibility and representative nature** of the political parties and the Chambers that make up the Congress of the Union. I therefore extend my sincere appreciation to party leaders and to legislators, because **their work and consensus have**

honored their democratic convictions and have responded to the interest and will of citizens. » (Zedillo, 1996 : 14)

On constate dans ce seul extrait une forte occurrence du terme consensus. Le sens de la démocratie est, lui, contrôlé de diverses manières. La recherche de la « pleine normalité démocratique » devient un impératif; il semble que la signification de celle-ci fasse l'objet d'une assertion antérieure, référant implicitement au bon fonctionnement du processus électoral dans ce discours. On perçoit la présence d'autres sources d'énonciation (controverses et débats) qui sont aussitôt réduites au silence par l'énonciateur qui affirme la valeur indiscutable de la réforme obtenue par le consensus. Ce consensus est « pluriel » et « décisif »; il est le fruit du travail collectif et de la « représentativité » du Congrès. En somme, le consensus élitiste vient à coopter et subvertir l'idéal démocratique; là où le dialogue républicain est le lieu de la démocratie hors des élections, le consensus est sa modalité par excellence.

Le discours zapatiste, lui, oppose à cette conception de la démocratie consensuelle et élitiste une démocratie mandataire et conflictuelle³⁵. Cette démocratie est basée sur la refondation de la relation politique entre gouvernants et gouvernés; elle la renverse totalement, comme le démontre l'expression « commander en obéissant » qui cadre tout le schème de légitimation zapatiste (EZLN, 1994 : 7). Le discours pose l'obligation de soumettre les idées politiques à la délibération populaire et non à la seule épreuve du consensus des élites. L'exigence envers les élus est élevée, car elle ne dépend pas simplement du lien de confiance et de représentation issu du processus électoral, mais plutôt de la fréquente reddition de comptes et du soutien continu de la société. Ces principes sont mis en pratique par l'EZLN de multiples façons, par exemple lors de la consultation de sa base en 1994 à

³⁵ Ici, on entend « démocratie conflictuelle » dans un sens proche de la « démocratie agonique » de Chantal Mouffe, c'est-à-dire un espace de débat démocratique valorisant la négociation des antagonismes sociaux à travers la confrontation de propositions politiques. Voir *The Democratic Paradox*, London : Verso, 2000.

propos de la signature d'un accord de paix avec le gouvernement à San Cristóbal de Las Casas – le discours zapatiste qualifie cette démarche « [d'] exercice démocratique sans précédent dans une organisation armée » (EZLN, 1994 : 4) – ou encore du plébiscite national « sur la paix et la démocratie » de 1995 qui allait décider de l'orientation future du mouvement. L'EZLN pose ainsi sa propre « maturité politique » en fonction du présupposé qu'il « n'impose pas sa conception politique » – et donc que les forces politiques dominant le système politique, elles, le font (1994 : 3). L'extrait suivant est particulièrement éloquent au sujet de cette nécessaire relation politique renouvelée :

« In this new framework, the problem of power will not be question of who the incumbent is, but rather of **who exercises the power**. If the majority of the people exercise the power, **political parties will see themselves as obliged to confront the majority instead of each other**. A new way of approaching the problem of power in this framework of Democracy, Liberty and Justice will create a new political culture within the parties. **A new kind of politician must be born and, no doubt, a new type of political party**. [...] **This free and democratic "space" will be born on the grave of presidencialismo and the putrid cadaver of the State party system**. A new political relationship will be born. it will be a new politics, based not on the confrontation among political organizations themselves, but rather on the **confrontation between different social classes over various political proposals**. [...] Moreover, they [political groups] will be aware that they are being "watched" by the country, and **will be obligated to account for themselves on a regular basis**, and the judgment of the Nation will determine if they stay in office or are removed. » (EZLN, 1994 : 3)

On remarque encore une fois que la démarche zapatiste s'appuie sur la figure de la souveraineté populaire par laquelle s'opère une réactivation des racines de la démocratie, c'est-à-dire l'exercice du pouvoir par le peuple. Cette opération a pour effet de poser un jugement sur la culture politique en termes d'exigence éthique. La modalisation négative du système actuel (« cadavre putride ») à côté de la modalisation positive liée à la « naissance » d'une « nouvelle politique » renforce l'assertion selon laquelle la pleine culture démocratique va de pair avec un changement radical. La remise en question du dialogue entre élites et partis politiques prôné par le discours présidentiel est effectuée par la négation; le processus politique ne devra plus seulement impliquer les organisations politiques et ne

devra plus tenir sa légitimité de la pratique du pouvoir dans les hautes sphères. Ces deux aspects concernent également le consensus, qui est contesté dans sa forme politique par l'évocation de la « confrontation » des propositions politiques par les partis et les divers secteurs sociaux dans un nouvel espace « libre et démocratique ». On peut aussi lier la reddition de compte des élus avec l'opposition grandissante du discours zapatiste aux privilèges des partis et de ceux qui font de la politique une vocation. Par exemple, le Front de libération nationale zapatiste (FZLN) créé en 1997 se veut explicitement « politique », mais « indépendant » et non « partisan ». La Quatrième déclaration de la forêt Lacandone, qui mène à la fondation du FZLN, construit l'image du militant dévoué qui participe au dialogue civique uniquement par sens du devoir et est mise en opposition avec ceux qui cherchent dans l'action politique des privilèges, ceux-là même qui sont les cibles de la lutte du FZLN (« lutte contre la concentration de la richesse dans les mains d'un petit nombre et contre la centralisation du pouvoir ») (EZLN, 1996 : 7).

Participation et représentation démocratique

Ces dernières considérations nous amènent à traiter du troisième axe du point nodal, c'est-à-dire la participation et la représentation des intérêts pluriels dans la société. Il s'agit d'un autre site où la frontière de la transition démocratique se trouve ébranlée. Comme on l'a vu, le discours zapatiste énonce une conception de la démocratie qui déborde du cadre existant, notamment par sa construction « par le bas », à travers un dialogue social. Celle-ci implique dès lors une participation accrue et la capacité d'incorporer et de représenter fidèlement une pluralité de secteurs sociaux qui ne sont pas intégrés dans l'ordre politique actuel. La démocratie participative zapatiste s'oppose en partie à la « démocratie électorale » du discours gouvernemental, en cela que le processus électoral (tel qu'il est à ce moment) inspire le scepticisme à l'EZLN dès les premiers temps, tel que l'établit cet extrait :

« The pre-electoral process in August 1994 **brought hope** to many sectors of the country, **that the transition to democracy was possible by means of the electoral process**. Knowing that **elections are not, in the current conditions, the road to democratic change**, the EZLN accepted being put to one side in order **to give legal political opposition forces the opportunity to struggle**. The EZLN pledged its word and its effort, then, to seeking a peaceful transition to democracy. In the National Democratic Convention the EZLN sought a civic and peaceful force. One which, **without opposing the electoral process, would also not be consumed by it, and that would seek new forms of struggle which would include more democratic sectors** in Mexico as well as linking itself with democratic movements in other parts of the world. August 21 ended the illusions of an immediate change through peaceful means. **An electoral process that is corrupt, immoral, unfair and illegitimate culminated in a new mockery of the good will of the citizens.** » (EZLN, 1995 : 2)

Le discours propose que la voie électorale est vouée à l'échec – une affirmation renforcée par l'appel subséquent à la réalité (contre « les illusions » des uns) devant un résultat jugé très sombre (« une moquerie de la bonne volonté des citoyens »). Ainsi, le discours d'un autre énonciateur (« opposition légale » donc légitimée par l'ordre établi) apposé à celui du discours zapatiste est subtilement tourné en dérision dans un parfait exemple de polyphonie³⁶. On peut relever la même position ailleurs (par exemple, « l'opposition qui accepte la perception de cette grande fraude [électorale] comme une série de petites irrégularités [...] mise sur une transition *sans douleur* ») (1995 : 2). L'énonciateur zapatiste s'attache plutôt à de « nouvelles formes de luttes » en rupture. Malgré une concession rhétorique (de ne pas s'opposer au processus électoral), le discours déborde de la conception purement électorale (ne pas être « consommé » par celui-ci). Ces modes de participation alternatifs sont mis en pratique dans la démocratie directes des municipalités autonomes zapatistes, bien sûr, mais aussi, à l'échelle de la société civile, dans la Convention démocratique nationale (et plus tard le FZLN, en quelque sorte son héritier) qui instaure des comités de dialogue civique réunissant des citoyens de tous les horizons (Stephen et Collier, 1997 : 6).

³⁶ La polyphonie est une marque d'altérité dans le discours par laquelle d'autres sources d'énonciation sont apposées à l'énonciateur prenant en charge le discours; celles-ci sont « censés s'exprimer à travers l'énonciation sans que pour autant on leur attribue des mots précis » (Ducrot, 1985 : 204).

En comparaison, le discours présidentiel se voit dans l'obligation de contrôler la participation démocratique contre ces excès de sens, par exemple dans l'extrait suivant :

« **Democracy is not limited to electoral processes, but it is based on them. Electoral democracy** is not at a standstill today. In the past months, while some circles have debated whether the responsibility for building a **full democracy** should be subject to certain conditions or postponed, **democratic progress has taken place primarily among our citizens**. [...] In many states, highly competitive elections, peaceful electoral processes and results that reflect the citizens' already form part of a political life characterized by democratic standards. [...] It is a firm and irreversible step we have all taken toward the **full development of democracy** being **built from the grass-roots level upward**, and it is being **hand-in-hand with Mexican citizens of all ideological persuasions, from all social groups, from all parts of the country** in building the democracy that we want for the twenty-first century. [...] A fundamental element is an electoral reform that is final, not to limit future improvements, but to **end the dissatisfaction and disputes concerning what is essential**. » (Zedillo, 1995 : 4-5)

L'ensemble de cet extrait cadre la démocratie dans les limites de la réforme électorale en basant l'expérience démocratique sur les élections de 1994. Tout d'abord, une concession rhétorique (« la démocratie n'est pas limitée au processus électoral ») est aussitôt suivie par une assertion obligeant à concevoir la démocratie comme *principalement* fondée sur les élections. Un extrait précédent révélait que le discours présidentiel considère illégitime toute recherche du pouvoir en dehors des institutions. La technique du paraphrasage est employée à maintes reprises pour prévenir toute interprétation différente (excédentaire) : ainsi, on redéfinit la « démocratie électorale », liée à la « normalité démocratique » et au « plein développement démocratique ». On remarque ici l'usage de termes comme « normalité » et « plein » qui constituent à la fois des modalisations appréciatives (normatives) et assertives et portent à juger la réforme électorale – et donc, la transition, du moins en partie – comme finale, substantielle et souhaitable. Le discours insiste d'ailleurs sur l'achèvement de la réforme comme façon de mettre fin aux « controverses concernant ce qui est essentiel », alors qu'on pourrait croire que le propre de la démocratie est de permettre de tels débats.

Autre élément révélateur du contrôle du sens : le rôle du citoyen en démocratie est entièrement assimilé à son implication dans le processus électoral. En effet, le discours omet toute autre forme de participation citoyenne (« les citoyens prennent déjà part à la vie politique ») et restreint le sens de la démocratie construite « par le bas » au processus électoral de délégation du pouvoir et au militantisme dans les partis politiques.

Ce même extrait soulève un autre enjeu relatif à la représentation du pluralisme et la participation de divers secteurs sociaux à la démocratie. La promesse de la part du président Zedillo de travailler de pair avec des citoyens « de tous les groupes sociaux » n'est pas explicitement liée à des mesures concrètes. Le discours présidentiel de cette période pose généralement le « pluralisme » dans les termes du multipartisme; le Congrès y apparaît comme l'endroit par excellence où retrouver la pluralité des idéologies et des positions sociales (1995 : 12; 1996 : 14). Les quelques occasions où la participation d'autres acteurs (par exemple, les autochtones) est mentionnée, elle est réduite à la très vague participation « dans leur développement social » (Zedillo, 1995 : 15) et vue principalement dans sa relation à l'État et non l'autonomie de ces acteurs (1996 : 8).

Dans le discours zapatiste, le pluralisme suppose la consultation et l'implication des populations marginalisées et des minorités dans les processus politiques. L'exemple des négociations des accords de San Andrés le démontre. Dès la première journée, nous dit June Nash, plus de 7 000 paysans autochtones ont investi les lieux afin d'assurer la protection des Zapatistes et de leur apporter leur soutien (Nash, 1997 : 265). L'EZLN soutient qu'elle ne représente pas – et ne peut pas représenter – toute la population autochtone. C'est ainsi, sur le principe de la solidarité des peuples autochtones vécue à San Andrés, que les accords de 1996 apparaissent dans le discours zapatiste comme une base non négociable de toute législation future sur la reconnaissance des droits autochtones (EZLN, 1998 : 6). De plus,

l'EZLN reconnaît dans sa Quatrième Déclaration le Forum national indigène comme le lieu où se prolongeront les discussions entamées à San Andrés et ses membres comme les représentants légitimes des peuples autochtones (EZLN, 1996 : 5).

Suite au travail d'analyse des points nodaux dans cette première période, on conclut que la contestation de l'EZLN s'inscrit dans une profonde et complexe lutte symbolique avec le discours dominant, instaurant une forme de politique en rupture et subvertissant les enjeux de la transition démocratique et de la souveraineté nationale, donc exigeant de ce dernier un certain travail de rétablissement des frontières hégémoniques. On examinera dans le prochain chapitre le changement de registre du discours zapatiste dans les années 2000 face au nouveau gouvernement du PAN.

Chapitre 4

Analyse du corpus II – Relations interdiscursives entre le discours zapatiste et le discours présidentiel mexicain

Deuxième période (2001-2006) : De la marche à Mexico à la *Otra Campaña*

4.1 Contexte historique

L'élection présidentielle de 2000 porta au pouvoir Vicente Fox, le candidat du Parti action nationale, mettant fin au règne de 70 ans du PRI. L'EZLN y vit une occasion de rouvrir les négociations abandonnées avec Zedillo. En effet, le nouveau président énonça clairement sa volonté de régler le conflit au Chiapas (Munoz, 2005 : 587). Suite aux gestes d'ouverture de ce dernier (notamment le retrait militaire de certaines communautés zapatistes), le sous-commandant Marcos ainsi que plusieurs commandants civils zapatistes entamèrent en 2001 une grande marche à travers 12 États (« la marche pour la dignité indigène ») pour se rendre au cœur de Mexico. Quatre d'entre eux s'adressèrent au Congrès afin de se prononcer en faveur de l'adoption du projet de loi sur l'autonomie juridique et la reconnaissance des droits et des cultures autochtones (COCOPA) et ce, malgré l'opposition des députés du PAN à leur présence. En avril, quelques mois suivant les allocutions des commandants, la loi fut adoptée par les représentants des trois partis politiques au Congrès (Marceau, 2006 : 4). Toutefois, l'amendement constitutionnel approuvé ne satisfait pas les exigences de l'EZLN et du Congrès indigène national ; en réalité, on n'y reconnaît pas un statut spécial aux communautés autochtones, seulement un droit formel à l'autonomie et à l'autodétermination qui se retrouve subordonné aux principes de fédéralisme et de souveraineté nationale (2006 : 5). Ce geste marqua définitivement les rapports entre Zapatistes et politiciens. Face au désinvestissement du Congrès et des élites politiques de la question de

l'autonomie autochtone après 2001, l'EZLN choisit d'assurer directement les responsabilités de l'État dans les communautés. En 2003, les municipalités autonomes zapatistes se réorganisèrent en Conseils de bon gouvernement (JBG) regroupés en *Caracoles* (« escargots ») régionaux de façon à définir plus efficacement les besoins (en éducation, en santé, etc.), à partir des communautés (Stahler-Sholk, 2007 : 55). Puis, en 2006, l'EZLN ne soutint aucun des candidats à l'élection présidentielle et mit plutôt sur pied une « Autre Campagne » lors de laquelle une délégation zapatiste sillonna le Mexique et organisa des rencontres de la société civile dans le but de monter un front politique de la gauche, anticapitaliste et altermondialiste (Mora, 2007 : 64). En contrepartie, l'EZLN s'investit progressivement dans les réseaux internationaux de lutte au néolibéralisme³⁷.

4.2 Changements et continuité dans les points nodaux durant la période 2001-2006

Dans cette section, on poursuit le travail d'analyse des points nodaux à partir de signifiants relevés dans le discours zapatiste et le discours gouvernemental et des marques d'interdiscursivité qui y sont rattachées. Il sera tout particulièrement important pour ce travail de relever l'évolution des registres mobilisés par chacun des discours dans le but de cerner la *réactivation* opérée par le discours zapatiste suite à la première période et les changements dans les frontières de la structure dominante qui en résultent. La réactivation du social chez Laclau désigne le moyen par lequel le discours peut mettre en lumière la « nature contingente du politique », ces conditions d'existence, et évoquer de la sorte la possibilité de ré-instituer le social sous d'autres principes (1990 : 35). Comme nous le verrons, la période

³⁷ Par exemple, la participation zapatiste à la contestation du Sommet de l'OMC à Cancún en 2003 aux côtés des militants altermondialistes. (Baschet, 2004)

2001-2006 est caractérisée par la constitution d'une chaîne d'équivalence³⁸ liant les points nodaux à un nouvel horizon³⁹ : la lutte globale au néolibéralisme et pour l'humanité.

4.2.1 Tensions autour de la reconnaissance: une (re)signification de « l'humanité »

Préservation des différences et refus de la domination dans le discours zapatiste

Dans la période précédente, on a vu que le point nodal de la souveraineté est le lieu d'une profonde lutte pour le sens. En effet, l'investissement par le discours zapatiste de ce point nodal a introduit une nouvelle conception du politique, basée sur la reprise de la société sur elle-même, qui conteste la légitimité du projet national construit dans le discours gouvernemental. Entre 2001 et 2006, on observe une raréfaction du thème de la souveraineté dans les deux discours. Cela ne signale pas pour autant une disparition du principe de volonté populaire cher aux Zapatistes, mais plutôt un élargissement et une redéfinition de la notion de souveraineté qui implique alors le refus de toute domination⁴⁰ ; en quelque sorte, la souveraineté complète sur soi. Cette lutte s'articule alors autour des revendications de droits à l'autonomie et à la différence et, plus précisément, autour du point nodal de la reconnaissance. Le travail d'analyse de ce point nodal s'effectuera tout d'abord à partir des allocutions des commandants de l'EZLN au Congrès de 2001 et de la *Sixième Déclaration de la forêt Lacandone* de 2005. Comme on le verra dans cette section, le discours zapatiste,

³⁸ Ernesto Laclau et Chantal Mouffe définissent la chaîne d'équivalence comme l'opération par laquelle une forme discursive « annule toute positivité d'un objet et donne une réelle existence à la négativité » (2001 : 128-129); en d'autres mots, des points nodaux sont ainsi vidés de leur particularité et reliés les uns aux autres par un principe extérieur.

³⁹ Toujours selon Laclau, l'articulation d'un discours contre-hégémonique nécessite une liaison de diverses luttes particulières « considérées comme équivalentes dans leur affrontement avec un régime répressif » (2000 : 99). Afin d'obtenir ce résultat, la chaîne d'équivalence peut éventuellement en arriver à être ouverte vers la « plénitude », c'est-à-dire viser la formulation d'un nouvel universalisme (2000 : 29); dans le cas du discours zapatiste, il s'agit de l'énoncer sous la forme d'un « horizon », une surface d'inscription des imaginaires sociaux en rupture.

⁴⁰ Cette nouvelle articulation du discours zapatiste est bien représentée dans ce passage : « A new Constitution which **recognizes the rights and liberties** of the **people**, and which **defends the weak** in the face of the **powerful**. » (EZLN, 2005 : 17-18)

durant cette période, s'efforce en fait de recentrer la résistance autochtone et son objectif de reconnaissance dans un cadre global (« la globalisation de la résistance ») (EZLN, 2005 : 9). Il n'est pas question d'abandonner la lutte nationale ; bien au contraire, cette nouvelle orientation du mouvement synthétise les critiques de l'ordre hégémonique formulées antérieurement et s'attaque à une cible encore plus vaste, l'ordre néolibéral mondial, auquel sont assimilées les politiques de domination et d'exclusion imposées dans le cadre national.

Ceci est explicité dans l'extrait suivant :

« **Neoliberalism is the idea that capitalism is free to dominate the entire world, and so tough, you have to resign yourself and conform and not make a fuss, in other words, not rebel.** So neoliberalism is like the theory, the plan, of capitalist globalization. **And neoliberalism has its economic, political, military and cultural plans.** [...] **What we see is our country being governed by neoliberals.** So, as we already explained, **our leaders are destroying our nation** [...]. » (2005 : 8-9)

Dans un premier temps, le discours zapatiste construit la reconnaissance comme un enjeu majeur de la réalisation de la justice sociale et de l'équité au Mexique. La reconnaissance des droits et des cultures des peuples autochtones est une revendication présente depuis les débuts du mouvement zapatiste (cf. chapitre 3). Le discours zapatiste de la période d'après 2000 réitère la nécessaire inclusion des autochtones au plan national, mais va plus loin en édifiant la reconnaissance et le respect de la différence comme pilier du vivre-ensemble. Par exemple :

« Approving and bringing this proposal to the constitutional level would mean guaranteeing life, respect and fundamental rights for the Indian peoples. It would mean the building of a **new society based on justice, on equality and on respect for the indigenous, with all their diversity** of languages and cultures. **A society where, as indigenous, we would not be humiliated, marginalized or excluded any longer.** [...] Constitutional recognition of Indian rights means **reducing an historic debt** with the native peoples of these lands. It means that, as indigenous, **we are yesterday, today and tomorrow.** The approval of this proposal would **guarantee unity and respectful and harmonious coexistence between all the languages and cultures which reside in this patria.** » (David, 2001 : 3)

Cet extrait exprime une conception substantielle de la reconnaissance et de ce qu'elle implique. Tout d'abord, le discours zapatiste élabore une hiérarchie de normes en équivalant droit à la vie et autres « droits fondamentaux » au « respect » des populations autochtones et en énonçant l'obligation que la reconnaissance soit inscrite dans la constitution afin qu'elle prenne sens. L'assertion antérieure d'une « dette historique » à l'endroit des premiers peuples qui est insérée dans l'extrait vient renforcer ce jugement. Cette « dette » ne constitue pas un argument juridique en soi; son évocation sert avant tout à cadrer la reconnaissance dans une certaine trame narrative historique. Il y a donc opposition entre une histoire autochtone qui reconnaît leur rôle fondamental dans la nation (« nous sommes hier, aujourd'hui et demain ») et une autre histoire, qu'on peut deviner être celle du discours dominant mexicain, qui a contribué à l'exclusion, l'humiliation et la marginalisation des autochtones dénoncées dans ce même passage. La « nouvelle société basée sur la justice, l'égalité et le respect » appartient plutôt à la première. C'est de plus par l'avènement de ce changement social que la bonne entente sociale est rendue possible. Par la paraphrase, on redéfinit l'unité et l'harmonie – thèmes chers au discours gouvernemental (*cf.* chapitre 3) – à travers le prisme de la reconnaissance et du respect « de toutes les langues et les cultures de la patrie ». Afin de démontrer de quelle façon le respect et la préservation des différences est intégral au bon fonctionnement de l'ordre social, le discours zapatiste met à profit plusieurs stratégies discursives. Ainsi :

« Here, **in this Congress, there are marked differences**, some of them even contradictory, and there is respect for those differences. But, even with these differences, **the Congress does not come apart, is not balkanized, does not fragment into many little congresses**, but - and **precisely for those differences - its regulations are constructed**. And, **without losing what makes each individual different, unity is maintained**, and, with it, the possibility of advancing by mutual agreement. That is the country we zapatistas want. **A country where difference is recognized and respected. Where being and thinking differently is no reason for going to jail, for being persecuted, or for dying**. Here, in this Legislative Palace, there are 7 empty places corresponding to the 7 indigenous who

could not be present. And they were not able to be here with us because **the difference which makes us indigenous is not recognized nor respected.** » (Esther, 2001 : 3-4)

Dans cet extrait, le discours zapatiste opère une captation-subversion des thèmes d'unité et de pluralisme⁴¹ en captant l'aura de légitimité du Congrès. Ainsi, le discours élabore habilement une métaphore pour le pays en prenant l'institution du Congrès comme exemple. Il fait valoir que ce sont les « différences » inhérentes à la composition plurielle de la chambre des représentants du peuple qui enrichissent ses décisions et assurent sa représentativité (« sans perdre ce qui rend chaque individu différent »). Par l'évocation d'une position absurde (« le Congrès [...] ne se fragmente pas en petits congrès »), le discours zapatiste introduit la voix d'un autre énonciateur qui est contesté; il rejette de la sorte l'interprétation communément faite que le « droit à l'autonomie [...] balkanise ou divise » (David, 2001 : 5). Ensuite, le discours fait valoir implicitement que les libertés d'expression et de conscience qui consacrent le pluralisme institutionnel ne s'appliquent pas présentement aux autochtones, obligeant ainsi à concevoir les enjeux autochtones en termes de répression et de criminalisation de la différence. On donne comme exemple des hommes et des femmes emprisonnés ou sous mandat d'arrêt pour s'être opposés à la déforestation sur leur territoire et d'autres pour avoir cherché à protéger « leur moyen de subsistance », soit la pêche (Esther, 2001 : 4).

Dans un deuxième temps, la reconnaissance devient un enjeu de lutte globale contre toute forme de domination, qu'elle soit économique, sociale ou culturelle. Le discours zapatiste propose, par l'hyperbole, que la préservation de la différence constitue en fait une lutte pour défendre « l'humanité » alors que le néolibéralisme cherche à « détruire toute l'humanité » par son effacement de la diversité des nations et des cultures (EZLN, 2005 : 9). Le

⁴¹ Il s'agit là d'une nette marque d'interdiscours considérant le cadrage de ces mêmes thèmes dans le discours gouvernemental de la période précédente. En effet, dans ce discours, le consensus politique était explicitement renforcé par le pluralisme du Congrès, cf. chapitre 3.

but du discours n'est alors plus seulement de rendre visible l'exclusion systématique des peuples autochtones, mais bien de révéler l'opération par laquelle le capitalisme « cache tout derrière les marchandises, de sorte à ce que nous ne voyons plus l'exploitation qui a lieu » (2005 : 7). L'extrait suivant témoigne du rapport polémique entretenu avec le discours néolibéral :

« **They wanted to block that word**, the first of our oldest grandparents, through deception, sowing mistrust, **buying with money so that it would in that way be forgotten. They wanted to conceal the most first word, they wanted to forget it, offering the world of money of the marketplace, of free trade treaties, globalization.** They wanted to block us out, **saying that we are all equal. That we already live in a country of equality, the best one. In that way they wanted to deceive us with falsehoods and lies.** [...] These things are not ours, they bring many papers which we do not recognize. Let them go away, it is something else which you want. **We only want to be recognized.** » (Tacho, 2001 : 2)

Ici, on oppose explicitement la reconnaissance des peuples autochtones à la fausse « égalité » (comprenons aussi conformité) dans la doctrine néolibérale. Cette dernière est représentée à travers un autre énonciateur (« ils voulaient nous bloquer, disant que nous sommes tous égaux ») dont l'énonciateur zapatiste révèle la duplicité. Le « monde de l'argent, du marché, des traités de libre-échange et de la globalisation » n'est pas reconnu comme compatible avec le monde autochtone; en fait, le premier est présupposé illégitime, car il est imposé et ne prend pas en compte la spécificité autochtone, cherchant plutôt à ce qu'elle soit « oubliée ». En contrepartie, le discours zapatiste réfute l'argument selon lequel la pensée et le mode de vie autochtones seraient arriérées : « [notre parole] n'est pas quelque chose de modernisé, ça ne devient pas dépassé » (2001 : 3). Loin de concevoir la globalisation néolibérale comme la seule voie à adopter, le discours énonce la richesse de l'expérience des peuples autochtones : ceux-ci étaient déjà des « nations avec de longues histoires et expériences »; avec « leurs propres lois »; avec une « intelligence et [une] sagesse autochtone » et des connaissances propres « sur la vie, la science et l'univers » (David, 2001 :

1). C'est précisément cette spécificité autochtone qui permet au discours zapatiste d'articuler sa résistance en termes de lutte à la « marchandisation ». Par exemple :

« [...] **those who do not produce nor buy nor sell modern merchandise get in their way, or those who rebel against that order. And they despise those who are of no use to them. That is why the indigenous get in the way of neoliberal capitalism [...].** » (EZLN, 2005 : 8)

Il est ensuite impératif pour le discours zapatiste de signifier la mise en équivalence de sa résistance avec d'autres luttes « pour l'humanité » de sorte à ce que son expérience particulière de marginalisation devienne le symbole de cette contestation (« nous pensons que notre « nous » pourra peut-être inclure toutes ces rébellions ») (2005 : 13). Ainsi :

« Others also appear who are much persecuted and despised for the same reason, **for not letting themselves be dominated, like women, young people, the indigenous, homosexuals, lesbians, transsexual persons, migrants and many other groups** who exist all over the world but who we do not see until they shout *ya basta* of being despised, and they raise up, and then we see them, we hear them, and we learn from them. And then we see that **all those groups of people are fighting against neoliberalism, [...].** » (2005 : 9)

Cet extrait témoigne du fait que les co-énonciateurs⁴² du discours zapatistes constituent un ensemble ouvert et indéfini (puisque le modèle dominant les rend invisibles) dont l'unique élément en commun est « de ne pas se laisser dominer » et, en conséquent, « de se battre contre le néolibéralisme ».

Dans un troisième temps, le discours zapatiste lie la reconnaissance à l'unité et à la préservation des nations contre la globalisation. En effet, la reconnaissance des peuples autochtones implique également une revendication de l'identité mexicaine; et l'identité mexicaine, si elle embrasse les principes de respect de la différence et d'égalité, renforce en retour la souveraineté de la nation :

⁴² Les co-énonciateurs réfèrent chez Maingueneau (1991) aux destinataires du discours, signifiant du coup une relation de co-construction du discours et non de simple transmission unidirectionnelle.

« That is how we Zapatistas want Mexico to be. One where indigenous will be indigenous and Mexicans, **one where respect for difference is balanced with respect for what makes us equals.** One where difference is not a reason for death, jail, persecution, mockery, humiliation, racism. **One where, always, formed by differences, ours is a sovereign and independent nation. And not a colony where lootings, unfairness and shame abound.** » (Esther, 2001 : 4)

Par la négation, le discours zapatiste subvertit le discours gouvernemental au niveau de sa défense de la souveraineté nationale. Il énonce ainsi que ce n'est pas une quelconque « division » interne qui mine la souveraineté; c'est plutôt l'état de « colonie » du Mexique sous la domination économique étrangère, le racisme et l'injustice, qui prévaut à l'intérieur du pays. De plus, il renverse complètement l'accusation de « balkanisation » contre ceux qui la font; ainsi, le discours gouvernemental « ignore » (volontairement) que le Mexique est fragmenté entre un « Mexique qui produit la richesse et un autre qui se l'approprie » (2001 : 5).

Le néolibéralisme, en imposant son « modèle unique » (langue, économie, politique, etc.), affecte le lien social, c'est-à-dire « détruit aussi les façons dont ceux qui vivent dans [un] pays sont reliés entre eux » (EZLN, 2005 : 9). Donc, le discours zapatiste amène à penser que ce processus d'homogénéisation n'affecte pas seulement les populations marginalisées; il a comme conséquence qu'« il ne reste qu'une Nation ou un pays, le pays de l'argent, du capital » (*id.*). Par exemple :

« **And they also say they are going to privatize – sell to foreigners – the companies held by the State to help the well-being of the people.** [...] But, **instead of improving, the social rights** which were won in the revolution of 1910 **now make one sad...**and courageous. And **they also said that the borders must be opened.** [...] **But now we see that there are not any national businesses,** the foreigners gobbled them all up, and **the things that are sold are worse than those that were made in Mexico.** » (2005 : 11)

Cet extrait révèle de nouveau des marques explicites d'interdiscours avec le discours gouvernemental. Le discours zapatiste réfute l'idée d'un progrès amené par les privatisations et la dérèglementation, aussi bien pour le « peuple » que pour la nation. Ici, il signifie que

les changements dans l'économie mexicaine ont profité seulement aux « étrangers » en minant les fondements de la nation. Il laisse ainsi percevoir une amplification de la situation actuelle alors que le gouvernement cherche à privatiser « les compagnies d'État [...] la sécurité sociale, et l'électricité, et l'eau et les forêts et tout, jusqu'à ce qu'il ne reste plus rien »; il en résultera une nation de serviteurs « sans racines, sans culture et sans même une Patrie » (*id.*). Ainsi, on constate que la lutte pour « l'humanité » autour du point nodal de la reconnaissance est représentée dans le discours zapatiste comme une double préservation des différences et des fondements des nations contre le néolibéralisme globalisé.

L' « alternative humaniste » du discours présidentiel

Durant cette même période, l'analyse des marques d'interdiscours dans le discours gouvernemental témoigne de plusieurs changements par rapport à la précédente. Comme on le verra, le discours gouvernemental élabore les conditions de possibilités d'un projet national visant la croissance économique et la modernisation du Mexique sans contestation sociale. Ce faisant, il s'efforce de capter les revendications de reconnaissance et d'autonomie des mouvements sociaux et de les traduire dans son système de sens sous le thème de « l'humanisme ». La démonstration suivante s'appuie sur un corpus composé des *Messages sur l'état de l'Union* de Vicente Fox de 2001 et de 2006.

La définition de ce projet national implique l'intégration harmonieuse des populations marginalisées et de la société civile par l'entremise de la productivité. La « société » figure comme un acteur important du discours présidentiel contrairement à la période 1994-2000, répondant ainsi à l'exigence exprimée dans le discours zapatiste (*cf.* chapitre 3). Un des buts énoncés de l'action gouvernementale est « d'établir une relation transparente et de participation avec la société » (Fox, 2001 : 2) et par là assurer son « développement » (2001 : 3) On impute à une « participation sans précédent de la société » l'élaboration du « projet de

développement national ». De plus, une des conditions requises pour la « paix et l'harmonie nationale » est la fin de la marginalisation et de la discrimination (Fox, 2006 : 7). Ainsi, le développement national passe aussi obligatoirement par la reconnaissance des peuples autochtones. Par exemple :

« No political and social change would be complete without **due recognition for the just demands of our indigenous brothers and sisters. I reiterate my political and moral commitment to their cause, convinced as I am that Mexico is not Mexico if we exclude them;** [...] In addition, programs have been launched under the headings of **investment, development, and attention for the most pressing needs of indigenous communities.** [...] In the name of **pluralism, we must acknowledge that there are voices who must be heard in this matter.** Meanwhile, **everyone must agree to abide** by the Permanent Constituent Congress's decision on the constitutional reform. » (Fox, 2001 : 12)

Cet extrait opère une captation-subversion de la reconnaissance telle que développée dans le discours de l'EZLN. On constate tout d'abord la reprise tels quels d'énoncés zapatistes quant aux « justes demandes » des populations qui nécessitent « l'attention » des dirigeants, de « voix qui doivent être entendues », et l'inclusion nécessaire des autochtones dans le Mexique (par la voie de la modalisation appréciative de la « conviction que le Mexique n'est pas le Mexique si on les exclue »). L'énonciateur présidentiel (l'embrayeur « je ») s'engage même personnellement – politiquement et moralement – à l'endroit de cette cause, ce qui constitue un acte de parole⁴³ qui cherche à sceller le nouveau pacte social avec les co-énonciateurs, les populations autochtones. Ensuite, le discours restreint le sens que peut prendre la reconnaissance et l'autonomie qui en découle de deux manières. Premièrement, on énonce le « développement » des communautés autochtones sous le signe de « l'investissement », sans élaborer sur les cibles du développement et qui les choisit ; il est facile de mettre en lien avec la critique du discours zapatiste du « monde de l'argent » qu'on impose aux autochtones sans qu'ils ne s'y reconnaissent. Deuxièmement, la modalité

⁴³ L'acte de parole est défini dans l'approche pragmatique du discours comme un élément syntaxique ayant une force illocutoire, c'est-à-dire qui « accomplit quelque chose quand on l'énonce [et indique] comment il doit être reçu par les destinataires » (Maingueneau, 1991 : 171).

déontique « devoir respecter » bloque toute interprétation de la reconnaissance divergente du contenu de l'amendement constitutionnel adopté au Congrès en 2001. La même stratégie discursive est utilisée ailleurs : « une société qui est fière de son héritage multiethnique et multiculturelle, une société engagée à payer sa dette envers les hommes et les femmes autochtones » (Fox, 2006 : 4). Tout en reprenant l'expression zapatiste de la « dette » et en signifiant « l'héritage multiethnique » du Mexique, le discours limite ensuite le rôle du gouvernement envers les autochtones à « accroître leurs capacités et leurs opportunités » (2006 : 4). On retrouve aussi l'idée que certaines gens ont été « laissées derrière par le développement » (Fox, 2001 : 11), ce qui présuppose que le développement peut être *mieux* fait, *être rattrapé*, sans pour autant poser une quelconque remise en question de l'idéologie inhérente à celui-ci.

L'autre volet de la définition du projet national dans le discours gouvernemental consiste à allier croissance et « humanisme » ou « dignité humaine » dans l'idée de progrès humain ou de « développement humain » : « sans croissance économique, il ne peut y avoir de développement humain. Le mandat que nous avons reçu des citoyens était de combiner démocratie avec la croissance économique et l'équité sociale » (Fox, 2006 : 4). Ce dernier passage démontre que la nouvelle orientation du discours est en réponse à une contestation sociale d'un modèle économique jugé inhumain et injuste. Or, le discours gouvernemental réitère maintes fois l'impératif de mettre le Mexique « à jour » (Fox, 2001 : 1-2), confirmant la subordination de tout autre objectif à celui du progrès. Ensuite, on répète que le Mexique « sait où il va » (*id.*). Cette personnification a pour effet de confondre le projet gouvernemental et le destin de la nation. Par exemple, le discours alterne entre l'énonciation d'une direction historique prise collectivement par le Mexique (« un changement historique », inéluctable, de toute la société) et d'une direction plutôt donnée par le

gouvernement (« [le] gouvernement va de l'avant dans une direction claire, un projet national bien défini ») (2001 : 3). Cette « alternative mexicaine de développement » est tirée d'un « humanisme moderne, entrepreneurial et socialement responsable » (2001 : 1-2) qui amène à concevoir ces derniers éléments dans un seul et même cadre : elle promeut ainsi « les politiques sociales, et élargit leur définition, en assurant des opportunités pour tous, la responsabilité conjointe de ceux qui en jouissent et l'accomplissement personnel » (2001 : 3). On constate que l'exigence « humaniste » ne menace en rien le cadre néolibéral individualiste axé sur les « opportunités » et la « responsabilité » (Yashar, 1999).

L'humanisme dont le discours gouvernemental réclame sa légitimité permet toutefois une réarticulation des enjeux de justice sociale et des enjeux de l'unité nationale. Ainsi :

« The citizens of this country sent us a clear message: we cannot lose sight of the fact that **our true enemies are poverty, insecurity, ignorance**, corruption, and authoritarianism. The country called out for pluralism, but **that pluralism does not have to be a Tower of Babel. Mexicans expect much more than that of democracy**. It must be acknowledged that this process can and must take place in a **more harmonious atmosphere**. Therefore, [...] we must fight the scourges that harm us as citizens and **weaken us as a nation**. » (Fox, 2001 : 21)

Dans la section précédente, on a vu que pour le discours zapatiste, l'harmonie passe par le respect de la différence et la valorisation de l'égalité dans la nation mexicaine. Cet extrait subvertit la conception zapatiste en imbriquant une critique du « pluralisme [...] [de la] Tour de Babel » dans l'énonciation des mesures à prendre pour renforcer la nation. On remarque que la pauvreté est maintenant présentée comme un des plus grands ennemis de la nation (voir aussi Fox, 2006 : 8) ; en somme, elle est injuste mais ne s'inscrit pas pour autant dans une contestation du modèle économique et de l'élite dominante comme dans le discours zapatiste. Elle est le sujet de beaucoup d'occurrences en tant que tel, et notamment de cooccurrences avec la dignité et la responsabilité, ainsi que de modalisations appréciatives exprimant une indignation face à la pauvreté qui est « non seulement un affront aux pauvres

eux-mêmes, mais à la société toute entière » (2001 : 11). On dit aussi que l'avènement d'un « Mexique plus humain et plus juste » nécessite de prendre en compte « avec un sens de responsabilité partagée ceux qui souffrent de l'inacceptable fardeau de la pauvreté » (*id.*). Or, le fléau à abattre est également celui de « l'improductivité » (2001 : 8). La relation entre l'exigence humaniste de la lutte à la pauvreté et les thèmes néolibéraux recensés plus haut est explicite : l'accent sur « la participation des bénéficiaires » a ainsi comme effet de préserver la « dignité » des familles bénéficiaires des politiques sociales (*id.*).⁴⁴

Enfin, si l'on pouvait voir que le point nodal de la reconnaissance était l'objet d'une intense resignification dans le discours zapatiste, étant complètement vidé de son sens superficiel et attaché à l'« humanité » et à la résistance à l'imposition d'un modèle néolibéral jugé inéquitable, illégitime et destructeur, le discours du gouvernement mexicain, lui, va de l'avant avec ses projets économiques en construisant un registre répondant aussi aux exigences « humaines » émises par la « société », mais de façon à les subordonner aux impératifs de progrès et de croissance ; en cela, il n'apparaît pas menacé par la subversion zapatiste.

4.2.2 La consolidation de la gouvernance démocratique face à l'alternative zapatiste : le point nodal de la démocratie dans le contexte néolibéral

Tout comme il a été fait pour la période 1994-2000 au chapitre 3, on cherchera dans cette section à retrouver les luttes pour le sens relatives à l'enjeu de la « transition démocratique » par l'entremise de l'investissement du point nodal de la démocratie, en s'attachant particulièrement aux efforts de rétablissement des frontières de la structure

⁴⁴ Au sujet du discours sur la lutte à la pauvreté en Amérique latine, voir Ricardo Peñafiel, *L'Événement discursif paupériste, Lutte contre la pauvreté et redéfinition du politique en Amérique latine : Chili, Mexique, Vénézuéla (1910-2006)*, Thèse de doctorat, Université du Québec à Montréal, 2007.

hégémonique faisant suite à la contestation zapatiste. On se penchera tour à tour sur les marques de changement dans le discours zapatiste et le discours présidentiel.

L'horizon démocratique zapatiste

Les allocutions au Congrès de 2001 constituent la culmination du processus institutionnel entrepris par l'EZLN dans le cadre des négociations de San Andrés en 1996. Ceux qu'on qualifiait encore de terroristes il y a de cela quelques années sont alors reçus dans l'enceinte de la plus haute institution démocratique du pays. Pour la *commandante Esther*, il ne fait aucun doute que la prise de parole à cette tribune est un puissant « symbole » ; à la fois comme geste d'ouverture et d'écoute de la part des élites politiques à Mexico face à un mouvement social et comme rare opportunité pour une femme autochtone de s'exprimer dans ce milieu (2001 : 3). Cet évènement marque un moment particulier au niveau de l'investissement du point nodal de la démocratie. En effet, comme on l'a relevé précédemment, le discours zapatiste cherche à obtenir la reconnaissance du Congrès et à capter sa légitimité. Ainsi, les Zapatistes mettent l'accent sur l'aspect légal de leur démarche ; celle d'un mouvement « légitime, honnête et cohérent » (2001 : 2). Ils s'efforcent de construire un discours d'invitation au dialogue, de respect et de réconciliation (« nous ne sommes pas venus pour légiférer, nous sommes venus de sorte à ce que vous puissiez nous écouter et que nous puissions vous écouter ») (2001 : 1) qui soutient l'exercice démocratique des représentants élus. Du point de vue zapatiste, le projet de loi COCOPA doit être adopté puisqu'il résulte d'un travail conjoint ; à la fois la « collection des réflexions, des paroles vraies et des demandes justes des peuples indiens » (David, 2001 : 2) exprimées à San Andrés et le travail d'une commission du Congrès. On réfute également l'accusation de vouloir créer une « exception politique », alors que pour l'EZLN, l'exception est plutôt créée par « l'impunité » des politiciens (Esther, 2001 : 6).

Tout en concédant la représentativité du Congrès, le discours des Zapatistes insiste sur la responsabilité des élus envers tous les Mexicains, y compris les populations autochtones :

« You did not come to occupy these places on your strength alone. Do not forget that it was **thanks to the people**, I repeat, **thanks to the students, to the housewives, to the campesinos, to the indigenous, to the workers, to the taxi drivers** [...] If you want to gain **the trust of the Mexican people**, if you want to pay your debt, if you want to **be loyal and faithful** to the words you spoke during your campaigns...today is the moment to fulfill it. Today is the moment for **settling accounts**, so that what you promised does not end up remaining just promises. Carry out your responsibility for the good of Mexico. **Carrying it out will also benefit you, improving your political careers.** » (Zebedeo, 2001 : 6)

Dans cet extrait, le discours zapatiste réitère les principes de la démocratie mandataire et pluraliste, analysés au chapitre 3. Par la négation (« vous n'êtes pas venus à occuper ces places par votre seule force ») et l'énumération de co-énonciateurs (« étudiants », « paysans », « autochtones », etc.), le discours marque un net contraste avec le discours gouvernemental de la période 1994-2000 qui louange le travail des élus tout en effaçant les acteurs sociaux. On remarque toutefois une opération de recadrage du processus démocratique autour de l'élection (« cette classe ouvrière qui constitue notre Mexique a donné de son temps [...] afin d'inscrire un X sur leur bulletin ») (2001 : 5) : il s'agit à la fois d'une légitimation du processus électoral et d'une revalorisation de l'acteur démocratique. Ensuite, la « reddition de comptes » – liée intrinsèquement à la « confiance du peuple », la « loyauté » et la « fidélité » en politique – est énoncée comme un impératif de la représentation démocratique mais aussi, fait intéressant, comme moyen pour les élus « d'améliorer leur carrière politique ».

La captation de la légitimité du Congrès par le discours zapatiste est également accompagnée d'une subversion d'un thème pilier de la construction démocratique gouvernementale entre 1994 et 2000, soit la « primauté du droit » (cf. chapitre 3) :

« All Mexicans, whether or not we know how to read, have heard of the "**rule of law**." And I ask myself, what is that? I answer myself, I do not understand how **the great majority of Mexicans** do not equally not understand it. We do not understand **because they have changed its meaning to a bad one**, which only **favors the minority** which has acted as the **protector of the wealth of just a few**. [...] But there are millions who have been violated, and **our violators** have gone unpunished, and the ones doing that are **the leaders and government employees**. » (Zebedeo, 2001 : 3)

Le discours reconnaît d'abord implicitement l'aspect central de ce thème dans le discours politique au Mexique, présupposant que dans son sens initial, et pour « la grande majorité des Mexicains », il s'agit d'une bonne chose. Or, il révèle par la suite le détournement du principe de la « primauté du droit » qui soutiendrait alors directement la domination d'une « minorité ». Le discours zapatiste, en énonçant de la sorte la corruption des « leaders et employés gouvernementaux », met sur les épaules des députés le fardeau de rétablir le principe *bien accepté* de « primauté du droit » contre *certaines* élites. Le détournement du principe est explicité à travers plusieurs exemples : la « destruction » et « l'incendie de maisons » contre le droit à la propriété ; les privatisations des terres et l'empiètement sur les terres agricoles (« construction d'usines ») contre les droits agraires conférés par les « certificats de la réforme »; enfin, l'incarcération abusive contre le droit de « s'organiser » librement (2001 : 3-4).

Par contraste, en 2005, les luttes pour le sens autour du point nodal de la démocratie ont changé catégoriquement par rapport à 2001, puisque l'adoption d'un amendement constitutionnel par le PRI, le PAN et le PRD qui ne correspond pas au projet de loi COCOPA originel a entraîné un rejet catégorique de la voie politique institutionnelle dans le discours zapatiste (Marceau, 2006 : 4-5). En effet, comparativement aux allocutions de 2001, on constate dans la *Sixième Déclaration* une forte modalisation appréciative négative de la politique partisane. Les politiciens sont représentés comme une « clique » de « criminels », « malhonnêtes » et « indécents » (EZLN, 2005 : 3). Leur légitimité à parler est elle aussi

contestée du fait qu'ils ne savent ni écouter le peuple qui exprime sa « souffrance », ni prendre en compte la mobilisation sociale (« consultations », « rencontres », « accords », etc.), alors que les représentants en démocratie doivent être attentifs à la société (2005 : 3-4, 12). De plus, la démocratie électorale est assimilée à l'acte de « peindre les murs avec de la propagande électorale » (2005 : 14). Les politiciens sont, en outre, des complices du système néolibéral : « ils sont sans honte [...] ils n'ont pas, en fait, de patrie, ils n'ont qu'un compte bancaire » (2005 : 11). L'« Autre Campagne » de 2006 prend donc tout son sens en tant que processus parallèle à la campagne électorale présidentielle qui vise tout autant la critique et le dépassement de l'ordre néolibéral : « pas pour aspirer au pouvoir [...], mais pour construire du bas et pour le bas une alternative à la destruction néolibérale, une alternative de la gauche » (2005 : 18).

Le discours zapatiste élabore l'ébauche d'un nouvel horizon démocratique⁴⁵ qui trouve son projet national et international dans un « mouvement civil et pacifique », sans pour autant « négliger ou cesser de soutenir [les] communautés [zapatistes] » (2005 : 16). Cette construction lui permet de rallier les objectifs de la démocratie à la lutte au néolibéralisme et pour l'humanité dont il a été question auparavant. D'un côté, le mouvement zapatiste soutient les alternatives politiques et économiques développées par des « gens et des organisations résistant et luttant contre le néolibéralisme » (*id.*) alors même qu'il apprend de ces luttes menées ailleurs (2005 : 13). De l'autre côté, le discours de l'EZLN est construit de telle sorte à présenter le fonctionnement démocratique, horizontal, des communautés autonomes zapatistes (2005 : 5) en directe opposition à l'organisation verticale du capitalisme (« un système social [...] organisant les choses et les gens [...] et qui donne les ordres et qui

⁴⁵ Cette construction s'appuie sur la contestation du sens donné à la démocratie dans le discours gouvernemental et la réarticulation du point nodal de la démocratie opérée à la période précédente, *cf.* chapitre 3.

obéit ») (2005 : 7). Sont donc ainsi liées les pratiques d'apprentissage de la démocratie au niveau local et l'édification de cet « autre monde possible » (2005 : 5) qui respecte l'humanité et se dresse contre la domination du néolibéralisme, comme le résume l'extrait suivant :

« That was how the Good Government Juntas were born, in August of 2003, and, through them, **self-learning and the exercise of “govern obeying”** has continued. [...] And now we are passing the work of safeguarding good government to the Zapatista support bases, with temporary positions which are rotated, **so that everyone learns** and carries out this work. Because we believe that **a people which does not watch over its leaders** is condemned to be enslaved, and **we fought to be free**, not to change masters every six years. » (2005 : 5)

En résumé, on observe entre 2001 et 2005 un changement significatif au niveau des luttes pour le sens autour du point nodal de la démocratie qui pose l'opposition constitutive du néolibéralisme et de la démocratie et constitue de la sorte une chaîne d'équivalence entre ce point nodal et celui de la reconnaissance dans le discours zapatiste.

La « culture politique nouvelle » dans le discours présidentiel

Le discours présidentiel dans la période 2001-2006 est relativement stable au niveau du point nodal de la démocratie par rapport à la période 1994-2000. Celui-ci définit lui-même la « maturité politique » du gouvernement dans les termes du « respect des institutions », du « renforcement de la primauté du droit » et de la « gestion économique responsable » (Fox, 2001 : 3). De plus, il trace explicitement la frontière d'une époque où l'autoritarisme sévissait afin de signifier la « nouvelle compréhension de l'exercice du pouvoir public » qui fonde le projet démocratique gouvernemental dans les années 2000. L'évocation de la consolidation d'une « nouvelle culture politique » (2001 : 5) au Mexique est très significative puisqu'elle opère une captation de thèmes exploités par l'opposition au pouvoir du PRI, notamment la contestation zapatiste (*cf.* chapitre 3). Par exemple :

« To those who say that there was a change of government in the country but no democratic transition, I say that **change is more than the mere fact of alternation** [...]. And so, for many, the change has been superficial. But a **new political culture** cannot be consolidated over only a few months. However, I shall not let up in my efforts in this regard. The change the country achieved demands that **the differences inherent to democracy be understood in the correct context**. We are restructuring the system, and this brings with it reaction, a natural feature of **political pluralism**. However, **violent struggle for a political or social cause has never been less justified** than today. [...] Because today, the doors to **political participation are open to society**. Because today, **democratic governability allows all political or social struggles to take an institutional path**. [...] those groups who still feel that elections do not bring the solutions to our problems **must acknowledge that the ballot box is their only path**. » (2001 : 5-6)

Les marques d'interdiscours sont nombreuses dans cet extrait. Le discours présidentiel s'attaque directement au discours d'un énonciateur autre qui remet en question la teneur de la « transition démocratique ». Une concession rhétorique au niveau des efforts qu'il reste toujours à faire sur le chemin du « changement » démocratique permet toutefois au discours d'affirmer qu'une « nouvelle culture politique » est bien en formation et donc que ce changement est plus profond que le « seul fait de l'alternance ». La modalisation déontique opérée par le discours (« le changement [...] **demande** », « **doit reconnaître** que ») oblige ensuite ses détracteurs à se conformer à la conception du « pluralisme » institutionnel véhiculée dans celui-ci ; bien que « naturelle », la « réaction » des opposants doit toutefois respecter la « voie institutionnelle » et électorale, et non amener à la « violence ». Ce rappel à l'ordre dans le discours gouvernemental est renforcé par des assertions concernant l'atteinte de la « gouvernance démocratique » qui impliquerait une « participation politique ouverte à la société ».

La notion de « gouvernance démocratique », qui paraphrase la démocratie et en concentre le sens au niveau de la participation au sein des institutions, demeure stable jusqu'en 2006 : « bien qu'elles soient perfectibles, les institutions sont la plus solide base de la gouvernance. [...] Sans institutions, l'action civique est diluée » (2006 : 3). On constate cependant, à ce moment, l'obligation pour le discours de défendre cette conception (présence

de négations ; voir aussi ci-bas). Ceci est rendu nécessaire dû à ce que le discours qualifie « d'attitude [...] contraire aux pratiques démocratiques » de la part du PRD (2006 : 1). En fait, suite à l'élection présidentielle de 2006 et la victoire du candidat du PAN, Felipe Calderon, avec seulement 233 000 votes de plus que son adversaire du Parti de la révolution démocratique, le PRD contesta les résultats pour des allégations de fraude et évoqua des perturbations politiques possibles, comme ce fut le cas lorsque le président sortant Fox tenta de livrer son message annuel au Congrès (Joly, 2006). Le discours présidentiel parle dans ce dernier cas d'une « attaque, non pas sur [la personne du président], mais sur l'institution présidentielle et, plus que tout, le peuple mexicain » (Fox, 2006 : 1). Un extrait démontre bien la concentration des luttes pour le point nodal de la démocratie en 2006 autour de ces questions :

« Democratic governance is advancing along institutional paths. Nowadays, political and social conflicts are processed within institutions. **Democracy is not an end in itself; it is a means of consolidating the nation and achieving the development we all wish for.** True democrats think, speak and act in accordance with the values and norms of democracy. [...] **Democracy has been strengthened by civic participation. Denying this is equivalent to denying the collective will.** Citizens are the best witnesses of this historic process. Mexico is a pluralistic nation. The mandate of the polls has been to seek dialog and agreement. Dialog is the basis of democracy. In a democratic Mexico, **the engine of change is citizens' votes, not vetoing institutions. Democracy must not be subjected on the grounds of democracy.** One should not attempt to restrict it through intransigence and violence. Whoever attacks our laws and institutions also attacks our history and Mexico. **No-one can say that he supports the people when he attacks it.** » (2006 : 5)

Le discours réitère ici par la paraphrase le lien de sens entre « gouvernance démocratique » et « voies institutionnelles ». Les institutions apparaissent également comme la meilleure forme de représentation des intérêts de la « nation » et du « peuple » ainsi que du pluralisme. Le fréquent usage de la négation (par exemple : « la démocratie n'est pas une fin en soi » et « le moteur du changement est le vote des citoyens, pas le veto des institutions ») témoigne cette fois de la nécessité d'énoncer une menace portée par une conception *mauvaise* de la démocratie, « violente » envers les institutions ; on peut y voir là une marque claire de

l'interdiscours. Cet extrait révèle donc une nouvelle contestation de l'achèvement de la démocratie, notamment en ce qui concerne la réforme électorale, à laquelle le discours présidentiel répond par un rétablissement des frontières de son système de sens ; or, il s'agit avant tout d'une lutte autour des « convictions » et « pratiques démocratiques » (*id.*) qui ne va pas remettre radicalement en question la forme de la démocratie. Le discours gouvernemental s'est ainsi consolidé autour de plusieurs points essentiels, par exemple au niveau d'assertions quant à la participation citoyenne et sociale ainsi qu'à l'incorporation du registre de la « volonté populaire ».

En conclusion, les relations interdiscursives analysées durant la période 2000-2006 au Mexique témoignent d'une transformation dans les rapports entre le gouvernement et l'EZLN. Suite à l'échec perçu par l'EZLN en 2001, le discours zapatiste se réoriente par rapport à la résistance globale contre le néolibéralisme à laquelle il attache la lutte pour la reconnaissance au Mexique et ailleurs ainsi que la construction d'une démocratie renouvelée. Tant au plan du point nodal de la reconnaissance que du point nodal de la démocratie, cependant, il apparaît que le discours gouvernemental est peu menacé par la contestation zapatiste, puisqu'il réussit à capter plusieurs thèmes piliers de cette contestation. Il en résulte une certaine *sédimentation*. Pour Laclau, la sédimentation désigne l'état où les rapports sociaux sont tenus comme objectifs, non discutables, mais aussi la dissimulation des traces du pouvoir hégémonique qui mène à cet ordre des choses (1990 : 35). Enfin, les luttes pour le sens exprimées dans le discours présidentiel en 2006 impliquent davantage la gauche partisane (PRD) que l'opposition signifiée dans « l'Autre campagne » zapatiste.

Conclusion partielle sur le corpus mexicain

À la lumière de l'analyse effectuée dans les deux chapitres précédents, il fut possible de brosser un portrait des relations interdiscursives entre le discours de l'EZLN et le discours présidentiel mexicain dans la période 1994-2006. L'étude de signifiants relevés dans ces deux discours et des marques d'interdiscursivité qui y sont rattachées aura permis de faire ressortir les points nodaux au centre de luttes pour le sens au sein de l'espace politique mexicain. C'est par l'entremise de la démonstration des points nodaux que l'on a cherché à cerner l'évènement d'énonciation autochtone zapatiste dans sa dimension politique et contingente. En effet, les divers mécanismes discursifs que nous avons observés construisent ensemble le discours de l'EZLN comme système de sens. Tout discours fonde sa légitimité et traduit son influence à travers la relation qu'il entretient avec d'autres formations discursives (Maingueneau, 1991). Il est ainsi possible de tirer quelques conclusions sur l'institution d'une parole souveraine autochtone à partir de cette démonstration.

L'irruption du mouvement zapatiste doit être conçue comme un moment d'auto-institution politique radicale. Cet évènement énonciatif instaure un schème original de compréhension du politique et assigne de nouvelles relations de places discursives, y compris comment le discours zapatiste lui-même doit être reçu. Tout d'abord, le discours de l'EZLN met en lumière les limites du système de sens hégémonique. L'insurrection zapatiste marque la rupture nette avec l'ordre dominant et démontre les failles de l'intégration institutionnelle de certains secteurs sociaux. Elle est, dans les mots des Zapatistes, leur « dernier espoir après avoir tenté d'utiliser tous les moyens légaux » à leur disposition (EZLN, 1993 : 1). L'on signifie ainsi l'incapacité profonde du système politique à prendre en compte les besoins élémentaires des populations autochtones (logement, santé, éducation, etc.); mais plus

encore, la marginalisation historique de leurs voix. La parole zapatiste a révélé des contours du politique jusque-là effacés dans le modèle de société dominant au Mexique, c'est-à-dire l'exclusion politique des populations autochtones et la dissimulation de la figure de la société dans le discours du gouvernement. Or, dans le mouvement zapatiste, les autochtones refusent cette non-place qui leur est assignée et se conçoivent plutôt une nouvelle place ; ils souhaitent une société dans laquelle « [ils] n'auraient plus à prendre les armes afin d'être entendus et d'être pris en compte en tant que peuples » (David, 2001 : 3). On a vu que l'investissement du point nodal de la reconnaissance par le discours de l'EZLN procède d'une narration mettant de l'avant la notion de dette historique envers les peuples autochtones ; plus encore, on signifie ceux-ci dans les termes des racines de la nation mexicaine – mais aussi en tant que son avenir. Une pleine reconnaissance des peuples autochtones dans le Mexique nécessite également une valorisation de leurs savoirs et de leurs manières d'être. Cela a pour effet de renverser le rapport de subjugation de l'imaginaire autochtone à l'imaginaire national métis (ou « l'image de l'Indien ignorant [...] que les Puissants ont créé pour consommation nationale ») (1996 : 4). En outre, on a vu que le discours zapatiste énonce la nécessité de prendre en compte une pluralité de voix pour entamer un véritable dialogue sociétal et pour consolider une démocratie produite par le bas, conforme au principe de respect de la volonté populaire. Tout cela contribue à l'institution d'une nouvelle hiérarchie des acteurs politiques au sein de laquelle des populations marginalisées sont présentées comme aptes à parler dans la sphère politique et sont alors appelées à se prendre en charge. « Nos peuples sont, et seront, les créateurs et les propriétaires de leur propre histoire » (David, 2001 : 4).

Ensuite, la parole souveraine opère une re-saisie du politique à travers l'évocation de formes et de lieux du pouvoir en rupture avec l'ordre établi. En lien avec la réactivation

d'une parole collective évoquée ci-haut, le discours de l'EZLN propose de reconfigurer les relations civiques et les rapports entre les secteurs de la société et l'État. On a vu que le discours zapatiste oppose au projet de démocratisation gouvernemental une démocratie sociale, mandataire et participative à laquelle est rattachée une nouvelle culture politique qui renverse la relation des gouvernés aux gouvernants (le fameux slogan « commander en obéissant »). Le projet zapatiste s'inscrit également dans un horizon national qui le distingue du modèle dominant. En refusant d'être limité à un règlement local dans le cadre des négociations avec le gouvernement, l'EZLN signifie l'ampleur nationale de sa lutte et la nécessité d'une refondation du pacte national. De plus, le discours zapatiste re-signifie la souveraineté nationale comme la libération et la réappropriation du territoire mexicain contre la domination économique étrangère. Alors, il apparaît que l'acteur zapatiste impose son contexte ainsi que la manière dont sa parole doit être reçue ; c'est-à-dire dans sa radicalité démocratique, réactivant l'action politique de la multitude.

En somme, l'analyse du corpus mexicain témoigne du fait que la parole autochtone affirme sa place légitime dans l'espace public et évoque une prise de responsabilité sur l'action politique. Le discours zapatiste ne s'énonce nullement en réaction au discours gouvernemental. Dans la période 2001-2006, par exemple, c'est plutôt ce dernier qui s'efforce de répondre à la contestation sociale par la captation et la subversion de thèmes piliers du discours de l'EZLN (reconnaissance, participation de la société à la politique, dignité humaine, etc.). Comparativement à la période 1994-2000, on assiste dans les années 2000 à une reformulation de l'horizon zapatiste dans les termes de la lutte au néolibéralisme et pour l'humanité. Cette prise de position contre le néolibéralisme n'est pas originale de 2005. Déjà, en 1996, avait lieu la première « rencontre intercontinentale pour l'humanité et contre le néolibéralisme » qui regroupa 6 000 personnes des Amériques et d'ailleurs réunies

afin de réfléchir aux modalités d'une nouvelle solidarité mondiale (Stephen et Collier, 1997 : 7). Or, la *Sixième Déclaration de la forêt Lacandone* (2005) se veut « globale ». Elle entame une réorientation de la contestation et des principales actions politiques de l'EZLN en fonction de cet impératif de résistance mondiale des peuples au néolibéralisme ; contre la globalisation économique, la « globalisation de la résistance » (EZLN, 2005 : 9). Celle-ci implique une révision des buts du discours vers l'interpellation des populations exploitées à travers le globe et l'élargissement de la lutte – « élargir le monde » (2005 : 14) à partir de l'exemple de l'expérience de résistance zapatiste. La parole zapatiste semble cependant perdre de l'influence sur la scène politique mexicaine dans la même période; cette réorientation de la critique du pouvoir n'apparaissant pas menacer les fondements du discours gouvernemental, comme l'a démontré l'analyse du discours de Vicente Fox de 2006.

La partie suivante de l'analyse portera sur les relations interdiscursives entre le discours du mouvement autochtone d'Équateur et le discours présidentiel équatorien dans les années 2000. Le chapitre qui conclura cette étude discutera des points de comparaison entre les cas mexicain et équatorien.

Chapitre 5

Analyse du corpus III – Relations interdiscursives entre le discours du mouvement autochtone équatorien et le discours présidentiel équatorien

Les prochains chapitres présentent la deuxième partie des corpus constitués par les discours politiques, communiqués et allocutions présidentielles retenus comme représentatifs de l'espace discursif où se jouent les relations hégémoniques opposant mouvements sociaux autochtones et gouvernements (du Mexique et de l'Équateur). Nous abordons maintenant le corpus équatorien, qui englobe lui aussi deux périodes historiques. Une période débute avec l'investiture du président Lucio Gutiérrez et le Sommet de la CONAIE en 2003 et se termine avec la fin du mandat d'Alfredo Palacio en janvier 2007. L'autre période couvre le premier mandat présidentiel de Rafael Correa et une partie de son deuxième mandat, soit de 2007 à 2010⁴⁶.

Première période (2003-2007) : Mobilisation contre Gutiérrez et le TLC

5.1 Contexte historique

Le contexte politique de cette période est à situer dans les suites des mobilisations et des soulèvements autochtones des années 1990 (*cf.* chapitre 1). Cette ébullition sociale aboutit le 21 janvier 2000 à un coup d'État organisé par le militaire Lucio Gutiérrez avec la participation du mouvement autochtone mené par la CONAIE et du parti Pachakutik⁴⁷ qui occupa momentanément une place au sein du gouvernement équatorien (Massal, 2005 : 401-2).

⁴⁶ Rappelons que le corpus de cette période s'arrête au mi-mandat compte tenu de la récente tentative de « coup d'État » de septembre 2010 et de la mobilisation de la CONAIE de la dernière année dont les conséquences ne sont pas encore toutes à même d'être analysées; voir notamment AFP, article du 10 octobre 2010.

⁴⁷ Ce parti autochtone fut fondé début 1996 dans le but de palier au déficit de représentation des peuples autochtones sur la scène politique équatorienne. Dès sa première participation aux élections, celui-ci a remporté huit sièges au Congrès en plus de nombreuses victoires au niveau local. Quelques ministres du gouvernement de Gutiérrez en 2003 étaient également issus de Pachakutik (Becker, 2011 : 51-2, 84).

Bien que Gutiérrez abandonna le pouvoir le lendemain, il fut élu président de la République de l'Équateur en 2002 avec le soutien renouvelé des organisations autochtones nationales. L'année 2003 marqua cependant un point de rupture dans les relations entre le gouvernement de Gutiérrez et le mouvement autochtone, alors que le président signa une lettre d'intention au Fonds monétaire international (FMI) jugée inacceptable selon les termes de l'alliance conclue lors des élections précédentes (Lucero, 2008 : 151). En avril 2005, un front social fut formé contre Gutiérrez : on lui reprocha notamment des manœuvres de corruption en lien avec la révocation de juges de la Cour suprême et l'annulation des procès d'ex-politiciens, dont deux anciens présidents, ainsi que la négociation d'un traité de libre-échange avec les États-Unis (TLC) et l'imposition d'une loi de rationalisation économique de l'État (Loi Topo) (Lucero, 2008 : 129-130). Destitué le 20 avril, il fut remplacé par son vice-président, Alfredo Palacio. Le mandat de ce dernier fut également marqué par la contestation sociale alors que les négociations du TLC se poursuivirent. Enfin, malgré le décret de l'état d'urgence à la fin mars 2006, la mobilisation des organisations autochtones intensifia les pressions sur le gouvernement de Palacio qui dû abandonner le TLC en plus d'annuler le contrat de la Occidental Petroleum Corporation (Colloredo-Mansfeld, 2009 : 178).

5.2 Travail de (re)signification des points nodaux : rencontres et subversions dans le discours du mouvement autochtone et le discours présidentiel

Cette étude centrée sur l'Équateur s'inscrit dans le cadre d'analyse comparative des relations interdiscursives existant entre discours autochtone et discours présidentiel qui fut déjà appliqué au corpus mexicain. Dans le contexte politique évoqué ci-haut, il sera montré comment l'évènement d'énonciation autochtone (Foucault, 1969 ; Maingueneau, 1991) a posé les bases de la constitution d'une alternative populaire au pouvoir hégémonique à partir de la

revendication d'une nouvelle forme de représentation politique, soit l'État plurinational, qui implique le respect pour les différents modes d'organisation et les différentes cultures des peuples et nationalités autochtones ainsi qu'un lieu d'expression d'une parole souveraine autochtone. L'argumentation présentée dans ce chapitre et le suivant est fondée sur un travail d'analyse des points nodaux, les lieux discursifs de concentration du sens (Laclau, 2006 : 55), à partir de signifiants relevés dans le discours du mouvement autochtone équatorien et le discours présidentiel et des marques d'interdiscursivité révélées par divers mécanismes discursifs (cf. chapitres 2 et 3). Tout au long de ce chapitre, on analysera et on comparera simultanément les deux discours. Pour la période 2003-2007, le corpus retenu pour le mouvement autochtone comprend le *Mandat du 1^{er} Sommet des nationalités, des peuples et des autorités alternatives* (2003), le discours d'investiture de Luis Macas à la présidence de la CONAIE (2005) ainsi qu'une sélection de communiqués et de discours de la CONAIE, de Pachakutik et de l'Assemblée nationale des peuples d'Équateur⁴⁸ de 2005 et de 2006 entourant la mobilisation contre le président Lucio Gutiérrez et la signature du TLC. Le corpus présidentiel consiste, lui, en le discours d'investiture à la présidence de Gutiérrez (2003) et le discours de fin de mandat du président Alfredo Palacio (2007).

5.2.1 Luites pour le sens autour du point nodal de la souveraineté

L'analyse de l'interdiscours dans le discours du mouvement autochtone et le discours présidentiel révèle tout d'abord la présence d'antagonismes autour du point nodal de la souveraineté. On constate que les discours concurrents partagent le même impératif de

⁴⁸ L'*Asamblea Nacional de los Pueblos del Ecuador* (ANP) fut constituée en tant que front social d'opposition à Lucio Gutiérrez en 2005. Composée d'organisations autochtones, de syndicats, d'associations professionnelles et d'organismes non-gouvernementaux, l'Assemblée est néanmoins centrée autour de la CONAIE et lui doit son existence; elle s'exprime notamment du siège central de la confédération autochtone.

défendre la souveraineté du pays et des gens de l'Équateur. La souveraineté nationale est énoncée en cooccurrence avec les notions « d'auto-détermination » et de « dignité ». Par exemple :

« Récupérer **la souveraineté internationale** et **l'autodétermination** [...] » (ANP, communiqué, 4 avril 2005)⁴⁹
 « La soumission aux pouvoirs impériaux [...] a profondément affaibli **la souveraineté et la dignité de la patrie**, mettant en péril la survie même de la nation. » (ANP, communiqué, 11 avril 2005)
 « Nous sommes revenus à un **État digne et souverain**, que l'on regarde avec respect dans le contexte international.. » (Palacio, 2007)

En outre, l'investissement de ce point nodal permet au mouvement autochtone de signifier, par l'entremise du thème de la souveraineté, un nouveau rapport entre les peuples et les nationalités qui coexistent en Équateur, l'État et les acteurs internationaux. Cette relation basée sur l'autodétermination, le respect et la dignité des peuples amène à juger illégitime toute forme d'ingérence dans les modes de vie et d'organisation de ceux-ci, notamment au plan de la gestion des ressources naturelles et des territoires. Comme on le verra aussi, cette nouvelle articulation ébranle fortement le schème de légitimation du discours présidentiel, puisque l'atteinte à la souveraineté des peuples autochtones en vient alors à représenter une atteinte globale à l'intégrité du pays. Le travail de subversion du point nodal de la souveraineté de la part du discours autochtone s'opère sur deux dimensions, soit la critique d'un modèle de globalisation économique impérialiste ainsi que la resignification du développement dans l'harmonie avec la nature. La démonstration suivante s'appuie sur l'analyse et la comparaison des discours autochtone et présidentiel.

Le devoir de consultation et l'autodétermination des peuples contre l'impérialisme

En premier lieu, le discours autochtone dénonce la perte de souveraineté découlant de la soumission des intérêts de l'Équateur à des intérêts étrangers. Il s'agit d'un double

⁴⁹ Toutes les citations de ce chapitre ont été traduites de l'espagnol par Mme Teresa Peñafiel.

processus d'inféodation économique et militaire aux « pouvoirs impériaux du gouvernement nord-américain » et aux « politiques du Fonds monétaire international et de la Banque mondiale » qui, en conséquence, « détruit l'appareil productif » du pays et « approfondit la crise sociale » (ANP, communiqué, 11 avril 2005). Ce processus fait l'objet d'une assertion alors que le discours pose une chaîne d'évènements (« l'imposition du Plan Colombie, le TLC, la Loi Topo et la livraison de notre biodiversité et de nos ressources énergétiques ») comme autant d'« évidences » de la dégradation déjà entamée du pays (Pachakutik, communiqué, 1^{er} avril 2005). L'énonciateur autochtone se positionne à cette occasion parmi ceux qui ont « toujours défendu les intérêts du pays », se démarquant d'un gouvernement dont les politiques provoqueraient plutôt « le chaos » et « l'insécurité » (*id.*). Ainsi, il est crucial pour le discours de rejeter les propositions d'intégration économique des gouvernements de Gutiérrez et de Palacio par la mise en équivalence de cette intégration avec l'acte de « se compromettre » aux « intérêts nord-américains » :

« Devant l'attitude du gouvernement de Lucio Gutiérrez de **soumission aux intérêts nord-américains**, intérêts qui représentent une **trahison évidente de la patrie**, tel que le démontre son projet de « Loi organique de rationalisation économique de l'État », ou « Loi Topo », dans lequel on prétend **privatiser et démanteler l'IESS, livrer le pétrole aux transnationales, criminaliser la contestation sociale, affaiblir les gouvernements locaux et « sectionnels » les plus vulnérables et renforcer la capacité de paiement de la dette externe**, aspects qui, entre autres, **confirment que le gouvernement s'est compromis** vis-à-vis des négociations du TLC avec les États-Unis; devant cette attitude, les organisations et mouvements sociaux qui signons ci-dessous, prenons la résolution suivante : **exiger du Congrès qu'il refuse et archive immédiatement la loi « Topo » parce qu'elle lèse les intérêt nationaux et viole les principes constitutionnels.** » (CONAIE et al., communiqué, 31 mars 2005)

Cet extrait porte un jugement très sévère quant à l'impact des politiques de Gutiérrez sur les structures sociales, politiques et économiques de l'Équateur telles qu'en témoignent plusieurs modalisations appréciatives (« privatiser et démanteler l'IESS⁵⁰ », « livrer le pétrole aux transnationales », « renforcer la capacité de paiement de la dette extérieure » mais « affaiblir

⁵⁰ IESS est l'acronyme de l'Institut de la sécurité sociale d'Équateur.

les gouvernements locaux et sectionnels les plus vulnérables »). Le bilan néolibéral de la Loi Topo qui vise la « rationalisation économique » de l'État est aussitôt utilisé pour discréditer le gouvernement (« une trahison évidente de la patrie ») en symbolisant la soumission de la politique nationale aux exigences des négociations avec le gouvernement américain et les institutions financières internationales au lieu du bien-être du peuple. Cette stratégie discursive d'associer la libéralisation entamée par le gouvernement équatorien à la continuité de l'impérialisme et à la trahison des intérêts du pays – pourtant dénoncée par le discours présidentiel⁵¹ – est utilisée à plusieurs reprises, notamment en qualifiant Gutiérrez de « traître [...] et meilleur allié de Bush » (ECUANARI⁵², communiqué, 21 avril 2005) et en rappelant que le président lui-même « se déclare meilleur allié des États-Unis » (CONAIE, discours à l'ONU, 11 avril 2005). Au plan sécuritaire, la participation de l'Équateur à l'Initiative régionale andine qui soutient le Plan Colombie et donc la lutte au narcotrafic dans la région est également signifiée comme une atteinte aux intérêts du pays, spécialement des communautés agricoles, considérant que les opérations militaires américaines et colombiennes « détruisent totalement les plantations » dans les zones frontalières :

« **Les fumigations dans la zone de la frontière Équateur-Colombie** ont causé déplacements, dommages génétiques, contamination de rivières [et] **destruction totale de plantations**. Les Peuples Indigènes de la frontière, les communautés paysannes et afro-équatoriennes sommes gravement affectés. » (CONAIE, discours à l'ONU, 11 avril 2005)

Dans le discours du mouvement autochtone, la souveraineté est d'autant plus minée que les négociations de la ZLÉA et du Traité de libre-échange ne sont pas soumises à une validation populaire, en contraste avec la position de la CONAIE qui exige un vaste processus de consultation (CONAIE, 2003 : 1; communiqué, 3 juin 2005). Le gouvernement fait fi

⁵¹ Par exemple, dans le discours d'investiture présidentielle de 2003, on dénonce « cette attitude déplorable de servir le pays dans ses propres intérêts » (Gutiérrez, 2003 : 2).

⁵² ECUANARI est l'une des organisations régionales membres de la CONAIE, représentant des populations quechuas des hautes terres des Andes.

d'un « débat patriotique » laissant l'occasion aux Équatoriens de décider souverainement de leur « destin » (Macas, 23 mars 2006). L'opposition gouvernementale à toute forme de plébiscite sur ces questions est également mise en contraste avec les principes de consultation et de participation des peuples autochtones appartenant au « droit constitutionnel » et au « droit [international] des peuples autochtones » (CONAIE, 2003 : 3, 5). En effet, le discours met en lumière, en lien avec le processus de privatisation, le « pillage des ressources » (Macas, 23 mars 2006) par des entreprises étrangères comme la pétrolière américaine Occidental Petroleum Corporation sur des « territoires ancestraux » malgré l'opposition des peuples qui y vivent (CONAIE, discours à l'ONU, 11 avril 2005). Ainsi :

« Révision [de la] politique pétrolière, minière, forestière, touristique et autres dans les territoires indigènes et application d'une nouvelle politique basée sur les droits collectifs des peuples indigènes, élaborée avec la participation des acteurs sociaux du Système d'éducation interculturel bilingue. » (CONAIE, 2003 : 5)

Par contraste avec le mouvement autochtone qui voit dans ce « monde de la modernité » avancée les signes de « l'effondrement occidental » (Macas, 2005 : 1), le discours présidentiel s'inscrit pleinement dans le cadre de la modernité et de l'intégration économique globale. Un des buts du discours présidentiels en 2003 est d'instaurer les conditions de possibilité d'une transformation nationale (« pays différent ») fondée sur un « changement d'attitude » des Équatoriens vis-à-vis de la richesse (Gutiérrez, 2003 : 10). Pour exercer « l'acte souverain d'aimer l'Équateur », on pose comme nécessité de s'engager envers soi-même et envers le pays (un acte illocutoire): « nous arrêterons d'être pauvres! » (*id.*). Le projet présidentiel propose ainsi de recentrer l'économie du pays vers l'exploitation de son plein potentiel commercial, en s'appuyant sur une conjoncture mondiale exceptionnelle: « une nouvelle réalité géopolitique et [...] un nouveau siècle d'avancée technologique [...]; l'Équateur est un pays qui est au centre absolu de ce nouveau monde » (2003 : 6). La

« globalisation » fait l'objet d'une assertion antérieure dans ce discours (« en cette nouvelle ère historique ») (2003 : 5). En conséquence, le développement de la nation doit exclusivement se produire dans ce cadre provenant du haut; ainsi Guayaquil⁵³ deviendra « la plus **moderne** et la plus belle **vitrine du commerce mondial** » et la ville de Manta « sera le premier port de la **globalisation mondiale** et [un] axe essentiel dans le transfert de marchandises entre l'Asie et l'Europe » (2003 : 7). Un « plan national d'ethno-tourisme » énonce bien les « communautés autochtones » dans le rôle de « protagonistes », mais sans pour autant intégrer de mécanismes de consultation ou de gestion décentralisée qui leur est spécifique.

Des marques d'interdiscours révèlent toutefois que le discours présidentiel fait face à une contestation et que sa conception de la modernité et de la globalisation n'arrive pas à établir en tant qu'objectivité. Par exemple :

« La globalisation exige des règles claires, qui transcendent le marché et qui respectent – de la même façon – le droit de toutes les nations. [...] La norme de ce gouvernement a été de prendre une position de dignité et de défense des intérêts du peuple équatorien. Le TLC est un instrument commercial très important pour le pays, conçu dans la réalité du monde moderne et à l'intérieur du cadre d'accords intégraux qui ne nuisent pas mais bénéficient aux intérêts nationaux. » (Palacio, 2007)

On perçoit dans cet extrait l'obligation pour le discours présidentiel de réitérer l'engagement du gouvernement envers la souveraineté du pays (l'assertion « la norme a été de ») contre un autre énonciateur qui le met en doute (tel que révélé par la négation « d'accords intégraux qui ne nuisent pas mais bénéficient aux intérêts nationaux »). Pour ce faire, on insiste sur la « réalité du monde moderne » et de la « globalisation », présupposant du coup que la forme de globalisation économique préconisée par les acteurs américains et internationaux est à la fois incontournable et souhaitable (la modalisation appréciative « très important ») en autant qu'elle soit règlementée.

⁵³ Guayaquil est la capitale économique et la plus grande ville d'Équateur.

Les enjeux du développement et de la défense de la vie

Comme on l'a vu précédemment, le discours du mouvement autochtone construit une opposition ferme entre la souveraineté des peuples et les politiques néolibérales perçues comme impérialistes. En second lieu, il soulève des enjeux liés aux formes de développement prônées par le gouvernement dans son projet modernisateur. Le discours pose la nécessité de réorienter « la politique économique [vers une] réactivation productive avec équité » (CONAIE, 2003 : 1) dans le but de privilégier « l'investissement social au bénéfice des plus pauvres » (2003 : 2). Cet impératif est représenté à travers l'idée de la « dette sociale » (ANP, communiqué, 11 avril 2005). Ainsi, dans une marque d'interdiscours évidente⁵⁴, le discours autochtone priorise « la dette sociale, qui est de combattre la corruption » sur le paiement de la « dette extérieure » qui profiterait plutôt aux « amis du président de la République » (ECUANARI, communiqué, 21 avril 2005). La relation polémique que ce discours entretient à ce niveau avec le discours présidentiel s'exprime aussi dans la critique de la culture de la « compétitivité » à laquelle on substitue la « réciprocité », jugée davantage en accord avec les cultures autochtones et les objectifs du développement social :

« Nous allons exercer nos fonctions avec **le principe de la réciprocité**, de la complémentarité, **face à la compétitivité qui est en train de tous nous tuer...** » (Macas, 2005 : 1)

En outre, le seul développement respectueux des nationalités et des peuples autochtones passe par le « renforcement » des capacités de ceux-ci (CONAIE, 2003 : 6). Le discours du mouvement autochtone met à profit les « connaissances et les compétences » spécifiques à ses communautés dans le but de signifier un mode alternatif de développement :

⁵⁴ En effet, le sujet de la dette sociale est bien présent dans le discours présidentiel en 2003 et fait l'objet d'un lourd engagement. Par exemple : « Je prends sur mes épaules la dette sociale écrasante et la responsabilité de panser les plaies d'un peuple souffrant » (Gutiérrez, 2003 : 1).

« Construisons **nos connaissances et notre savoir**, frères et sœurs des différentes nationalités et peuples, **construisons nos propres paradigmes sur ce continent et sur ces terres**. [...] nous devons **changer la géopolitique des connaissances**, camarades. Nous devons commencer à penser aux **paradigmes alternatifs** qui **seront bons**, non seulement pour les peuples indigènes, mais **pour toute la société**. Faisons de la résistance politique, culturelle et épistémique **une contestation et une réalité de la vie en harmonie avec notre mère-nature**. » (Macas, 2005 : 1)

Cet extrait est d'autant plus intéressant que les « paradigmes alternatifs » qu'on y propose s'inscrivent dans une stratégie de recadrage du système mondial (« la géopolitique des connaissances ») en opposition à celui de la globalisation occidentale. De plus, ces alternatives appartiennent à « ce continent » et « ces terres » ; on peut y voir non seulement une revendication de la souveraineté et de l'autodétermination des peuples autochtones, mais aussi l'explicitation du lien particulier entre ceux-ci et le territoire, la terre et donc le lieu naturel (« notre mère-nature »). Dans le discours autochtone, en effet, « la continuité historique de [ces] peuples » est fonction de « l'élément qui est la terre » (Macas, 2005 : 4). Le discours articule à partir de cette position un nouveau rapport entre défense de la souveraineté, développement harmonieux et protection de la vie : « grâce à la mobilisation pour la vie et la souveraineté, nous avons donné une fois de plus un exemple de résistance au néolibéralisme » (Macas, 23 mars 2006). Cette articulation permet d'élargir et de radicaliser la contestation des privatisations (« la vente de [la] biodiversité et [des] ressources énergétiques ») (Pachakutik, communiqué, 1^{er} avril 2005) à partir de la particularité autochtone en signifiant une opposition constitutive à la « vie » à la racine du modèle néolibéral. Ainsi :

« Nous allons lutter parce que, ainsi, les transnationales pétrolières ne peuvent rendre vulnérables **notre habitat, notre vie, nos ressources naturelles**, et [ces choses] se doivent d'être **le patrimoine des équatoriens et de tout le monde**. [...] Et c'est ce que nous ont légué nos parents, **nos ancêtres**; nous allons défendre, de cape et d'épée, les ressources naturelles, nous allons défendre notre seule biodiversité [...]. » (Macas, 2005 : 2)

On relève dans cet extrait la mise en équivalence d'une multitude de luttes sous le signe de la défense de la « vie » (elle-même paraphrasée pour inclure « notre habitat », « nos ressources naturelles », notre « biodiversité », etc.). Les ressources de la terre appartiennent à la fois aux

populations autochtones (« données par nos parents, nos ancêtres ») et au « monde ». D'ailleurs, la modalisation « devrait être » a comme effet déontique d'obliger à penser le patrimoine en termes de bien collectif et donc impropre à la privatisation.

En comparaison, le discours présidentiel est principalement axé sur le paradigme de la « productivité et de la compétitivité » (Gutiérrez, 2003 : 16) qui nécessite de « changer les conceptions mentales » (2003 : 2) afin de servir ultimement les « plus pauvres » (2003 : 1). En plus de faire explicitement partie des grandes orientations du gouvernement en soi, ce paradigme vient cadrer les autres objectifs du pouvoir, par exemple la lutte à la pauvreté (« pas de vie digne s'il manque des opportunités de travailler et de créer de la richesse ») (2003 : 13) et la sécurité environnementale (« utiliser les ressources naturelles [...] afin de maintenir une productivité à long terme qui est fondamentale au développement durable ») (2003 : 15). Le discours cherche ainsi à allier « le partage et la solidarité » à « la génération de richesses [...] et la production » au sein d'un projet de « développement des peuples » (2003 : 5). En outre, la conception du rôle de la nature au sein de ce modèle est ambiguë. Le discours énonce conjointement (à l'aide de la modalité déontique « nous avons l'obligation morale ») les impératifs de respecter la nature et l'homme et de les « cultiver », sans pour autant établir formellement la façon dont le premier principe restreint le second ; il ajoute d'ailleurs qu'il en résulte des « possibilités quasi infinies » (2003 : 6). On établit en conséquence qu'il est légitime de « tirer un profit » du patrimoine naturel de l'Équateur et à « exploiter rationnellement » ses « richesses sans limites » (2003 : 9).

Le discours présidentiel intègre cependant en 2007 quelques thèmes développés dans le discours du mouvement autochtone. Ces stratégies de captation concernent premièrement l'investissement dans sa « propre connaissance » dans le but de devenir « propriétaires de notre réalité, de notre destin » sans toutefois laisser une place particulière ou privilégiée aux

savoirs autochtones (Palacio, 2007). Deuxièmement, on y retrouve une forte occurrence du thème de « l'investissement social » avec un souci « d'équité », notamment rendu possible par l'augmentation des redevances de l'exploitation des hydrocarbures (2007). Troisièmement, au niveau du développement durable, on énonce spécifiquement des objectifs de « protection de la biodiversité, de reboisement et de gestion environnementale ». Le discours présidentiel affirme d'ailleurs que les « ressources naturelles ont été sauvées et rendues à leurs propriétaires légitimes et originaux » (2007), impliquant une potentielle fermeture à l'endroit de revendications supplémentaires de la part de mouvements autochtones.

En somme, l'analyse du point nodal de la souveraineté a soulevé plusieurs relations d'oppositions construites dans le discours autochtone entre les principes d'autodétermination et de développement des peuples et les principes néolibéraux de libéralisation et de privatisation. On relève comparativement peu de marques polémiques dans le discours présidentiel, bien qu'il ait dû adopter un registre différent en 2007 afin de répondre aux réactivations opérées par la contestation sociale, comme nous le verrons plus loin dans l'analyse.

5.2.2 La légitimation par la figure du peuple: comparaison du point nodal de la représentation populaire dans les discours autochtone et présidentiel équatoriens

Lutte populaire et alternatives politiques autochtones

Dans le discours du mouvement autochtone équatorien, le respect de la souveraineté des peuples est un facteur essentiel à la création de « l'État plurinational, démocratique, participatif et interculturel » (CONAIE, 2003 : 3). L'analyse des relations interdiscursives entre le discours autochtone et le discours présidentiel met en lumière un autre thème pilier de la construction de cet horizon politique alternatif: le point nodal de la représentation populaire.

À travers toute cette période historique, le discours autochtone appelle à ré-instituer le politique en Équateur à travers la constitution d'un gouvernement véritablement populaire (le *gobierno popular*), seule façon de « restaurer la souveraineté au peuple » tout en « représentant ses intérêts réels » (ANP, communiqué, 4 avril 2005). Par exemple :

« **Le pouvoir est ici!** Ne nous trompons pas, parfois nous nous méprenons. Jusqu'à quel point le gouvernement, c'est nous-mêmes? **Le gouvernement des nationalités et des peuples est ici et il est présent**, et nous allons lutter et nous allons faire tout ce qui est possible **pour que cette patrie, pour que ces terres sacrées, pour que cette patrie appartienne aux Équatoriens, appartienne à nos peuples.** [...] ce gouvernement des nationalités et des peuples; [...] nous **invitons le peuple équatorien à se joindre à ce gouvernement populaire pour construire un état différent et nouveau.** » (Macas, 2005 : 2)

Par là, le discours autochtone cherche à la fois à faire de son identité propre le corps de la contestation sociale du pouvoir institué et à évoquer l'horizon politique nouveau de l'État plurinational⁵⁵. On verra dans la section qui suit comment se développe le schème de légitimation du projet autochtone à partir de la figure du peuple; en effet, le peuple (qui comprend *les peuples autochtones*) constitue le destinataire syntaxique de ce discours, c'est-à-dire ce qui lui donne la légitimité à parler (Greimas, 1966). Cette analyse initiale du point nodal de la représentation populaire dans le corpus autochtone sera ensuite mise en contraste avec une analyse correspondante dans le corpus présidentiel.

Compte tenu de ce que l'on vient de voir, en affirmant que le « pouvoir est ici » et que le gouvernement légitime (qui peut parler *pour le peuple*) n'est pas le pouvoir politique institué, le discours du mouvement autochtone propose une contestation radicale des modes de représentation politique en Équateur. Le système politique actuel étant associé à une minorité d'« oligarques » qui monopolisent le pouvoir (Lucio Gutiérrez mais aussi les anciens présidents Febres-Cordero, Bucaram et Noboa) (Macas, 2005 : 2), il est critique pour le

⁵⁵ Dans le discours du mouvement autochtone, l'État plurinational est, plus qu'une simple forme institutionnelle, une nouvelle fondation sociale: « [il s'agit de] l'expression d'un nouveau contrat social, base de la société interculturelle à laquelle nous aspirons. » (CONAIE, discours à l'ONU, 11 avril 2005)

discours de marquer une rupture claire avec les institutions existantes: « fonder une nouvelle institution **qui nous représente tous et toutes hors des intérêts oligarques** qui se disputent le contrôle d'**une institution décadente** » (ANP, communiqué, 5 avril 2005). On qualifie même le gouvernement équatorien de « dictature déguisée » (CONAIE, communiqué, 20 avril) dont « les politiques [...] sont destinées à détruire les capacités critiques et démocratiques de la société » (CONAIE, discours à l'ONU, 11 avril). Il est intéressant de noter que l'exigence « populaire » vient contrôler le sens de la « démocratie » dans le discours autochtone à travers la paraphrase, par exemple : « les secteurs sociaux, productifs et politiques populaires qui cherchent à construire une démocratie authentique, par le moyen de la construction d'un parlement populaire » (ANP, communiqué, 4 avril 2005) et « la démocratie [actuelle] a été vidée de son contenu, la participation citoyenne et la souveraineté populaire » (ANP, communiqué, 11 avril 2005). Ainsi, le discours pose un jugement sur l'atteinte des objectifs démocratiques principalement en fonction du niveau de contrôle politique exercé par la base populaire. Il incombera alors à un nouveau gouvernement démocratique de respecter un mandat clair et « des orientations [issues de] tous les secteurs sociaux » (ANP, communiqué, 11 avril 2005). Pour consolider cette relation de représentation et de contrôle du pouvoir, Pachakutik propose notamment l'établissement de « mécanismes et d'instances de vigilance sociale et de surveillance citoyenne » (Pachakutik, communiqué, 20 avril 2005).

Les points qui viennent d'être exposés impliquent de la part du mouvement autochtone un rejet des formes traditionnelles d'organisation politique au profit des organisations sociales. Cette notion est traduite dans le discours en termes de « pôle politique autonome » (ANP, communiqué, 4 avril 2005; 8 avril 2005) regroupant les secteurs populaire; celui-ci est explicitement mis en opposition avec « l'oligarchie ploutocratique et ses partis politiques » (8 avril 2005). De la même façon, « on doit rejeter [au sein de la mobilisation] tous

les partis politiques, incluant ceux de gauche, [...] cette lutte est purement populaire [*de puro pueblo*] » (ECUANARI, communiqué, 17 avril 2005). La position du mouvement autochtone se reflète dans la proposition que le processus de nomination des juges devra être revu par la société civile de façon à exclure les candidats entretenant des liens avec les partis politiques (CONAIE, 2003 : 3) et son refus que les « partis politiques traditionnels » soient représentés dans une future Assemblée constituante (CONAIE, communiqué, 7 septembre 2005). Comment alors concilier l'alliance du mouvement avec le gouvernement de Gutiérrez dans le passé ainsi que la présence continue du parti Pachakutik au Congrès? Cet aspect de la question n'est adressé directement qu'une fois, où on soutient que le président a « abandonné le programme de gouvernement » élaboré par Pachakutik en 2003 (Macas, 2005 : 5). À cette occasion, le président de la CONAIE, Luis Macas, énonce la « responsabilité » de Pachakutik au Congrès en rapport avec la défense des intérêts des peuples d'Équateur, mais ajoute que « cette responsabilité est fondamentalement en nous », c'est-à-dire le mouvement social qui se situe à l'extérieur des institutions (« nous avons totalement arrêté de croire en l'institution ») (Macas, 2005 : 2-3).

Du même coup, le discours légitime la position du mouvement autochtone qui a toujours privilégié la mobilisation sociale et le soulèvement populaire pour se défaire de gouvernements qui ne respectent pas l'exigence populaire. Le soulèvement d'avril 2005 qui a mené à la destitution du président Gutiérrez, par exemple, est présumé être une forme de mandat populaire liant le gouvernement d'Alfredo Palacio :

« [...] la CONAIE annonce qu'elle fera la promotion de la mobilisation et de la pression sociale. Elle le fera jusqu'à ce **que soit respecté le mandat populaire exprimé dans les rues le 20 avril dernier**, ainsi que jusqu'à l'arrêt des trahisons successives et de la corruption des gouvernants qui se succèdent. » (CONAIE, communiqué, 7 septembre 2005)

Sur la base du système de sens analysé dans les paragraphes précédents, le discours est à même de répondre à la critique formulée envers le mouvement autochtone, soit qu'il préconise des moyens antidémocratiques. Ainsi :

« On nous dit que les Indiens servent seulement à renverser les gouvernements. Camarades, je vous avertis : la démocratie dans ce pays s'arrangera, elle sera une démocratie sans faim, sans misère, sans analphabètes, sans injustice. À chaque fois que nécessaire, il faut faire tomber les gouvernements, et n'ayons pas peur camarades. Et nous allons le faire autant de fois que nécessaire, jusqu'à ce que la vraie démocratie soit instaurée dans ce pays, parce qu'on ne peut pas continuer à nous duper. Notre Conseil de gouvernement défendra les droits fondamentaux de notre peuple. » (Macas, 2005 : 3)

L'extrait ci-dessus appose la voix d'un autre énonciateur qui attribue aux « Indiens » un rôle déstabilisateur en politique, montrant une marque claire d'interdiscours. Par contraste, l'énonciateur autochtone associe une valeur positive au renversement de gouvernement par l'entremise de la modalisation appréciative « chaque fois que nécessaire ». Ici, les objectifs de changement social (« une démocratie sans faim, sans misère, sans analphabètes, sans injustice ») et de défense des intérêts populaires (« les droits fondamentaux de notre peuple ») ont priorité sur l'impératif de stabilité. Le discours propose également que la lutte du mouvement autochtone et sa « position historique de confrontation, de critique et de remise en question du système » lui confèrent la légitimité d'amener les « éléments fondamentaux [...] d'une proposition politique pour le peuple équatorien » (Macas, 2005 : 5) pouvant relier entre elles les diverses contestations du pouvoir institué. L'unité de tous les secteurs sociaux autour d'orientations communes (« l'unité des Indiens, des Noirs, des Métis et des Blancs de cette nation ») apparaît en effet nécessaire pour résoudre la « crise profonde que vit le pays », puisqu'il « n'est pas possible [que ceux-ci soient] autant divisés [...] qu'ils veulent sauver le pays séparément » (*id.*). L'autonomie de la société par rapport au pouvoir institué est précisément ce qui est menacé, selon le discours, par les tentatives de cooptation

du mouvement par le gouvernement; par exemple, par l'entremise du contrôle gouvernemental exercé sur le CODENPE⁵⁶ (Macas, 2005 : 4).

En outre, la lutte pour la représentation populaire prend racine dans les formes politiques alternatives autochtones. En effet, le système politique oligarchique et son style de gouvernance (qualifié de « caudillisme »⁵⁷) sont opposés à la « communauté » et au « leadership collectif » tel que pratiqué par les peuples autochtones (Macas, 2005 : 1). Le discours recadre ainsi la politique dans sa dimension locale ; les gouvernements municipaux pluriethniques sont cités comme « des exemples de bonne gouvernance » (CONAIE, discours à l'ONU, 11 avril 2005) ; le monde communautaire est le lieu privilégié de mise en pratique des « valeurs et principes de nos peuples [...] à partager avec le peuple équatorien » (Macas, 2005 :

1). En d'autres termes :

« Ici même, nous vivons quotidiennement **une structure, un pouvoir, un système institutionnel exclusif et hégémonique**. De tout ça, les nationalités et les peuples indigènes, nous sommes certainement conscients et personne n'a à nous donner de leçon à ce sujet. Au contraire, tous ceux qui forment le peuple équatorien, nous devons nous assoir et discuter pour réussir à **construire un pouvoir, alternatif et différent, depuis le bas vers le haut; et non pas comme celui que l'on veut nous faire, en nous tirant avec un hameçon, depuis le haut vers le bas**. Cette dernière manière de faire a été **une constante**, et je crois que [changer ça] c'est **la contribution que le mouvement indigène est en train d'apporter à notre pays**. » (Macas, 2005 : 1-2)

Dans cet extrait, le discours signifie la possibilité de construire, à partir des espaces autochtones, un « pouvoir alternatif » qui se distingue de par le fait qu'il est élaboré « depuis le bas vers le haut » par contraste avec la proposition politique gouvernementale qui se présente plutôt comme un « hameçon » tiré « depuis le haut vers le bas » (marque polémique par la négation et la polyphonie). Dans l'élaboration de cette alternative « basée sur les principes humains, les principes de nos peuples », le discours valorise la formation de leaders autochtones par l'entremise de l'Université interculturelle des nationalités et des peuples

⁵⁶ Il s'agit de l'acronyme du Conseil de développement des nationalités et peuples de l'Équateur.

⁵⁷ Le caudillisme fait référence en Amérique latine à un pouvoir personnel, clientéliste et autoritaire.

(Macas, 2003 : 3). Ainsi, cette formation sera en mesure de traduire les connaissances communautaires – jugées essentielles – permettant de développer, par exemple, « une méthodologie, du contenu et des matériaux » propres dans le domaine de l'éducation des populations autochtones (*id.*). En somme, le discours autochtone signifie les organisations sociales et les communautés comme les véritables lieux d'expression de la voix populaire.

La représentation populaire dans le discours présidentiel

Dans le discours présidentiel, on relève aussi plusieurs marques de cette lutte pour la légitimité de parler au nom du peuple, rendant compte de la centralité de la question de la représentation populaire dans le champ discursif où se déploient les discours concurrents. L'analyse du point nodal dans cette section s'appuie sur les allocutions présidentielles de 2003 (Gutiérrez) et de 2007 (Palacio).

Tout comme c'est le cas dans le discours du mouvement autochtone, le discours présidentiel a pour objectif de « refonder le pays » par l'entremise du changement dans la « direction de base de [la] *vie commune*⁵⁸ (Gutiérrez, 2003 : 2). Le changement proposé dans ce projet politique s'effectue par et pour le peuple : « Voulons-nous faire quelque chose pour l'Équateur? Faisons-le pour les gens d'Équateur » (*id.*). Le destinataire syntaxique du discours présidentiel est donc également la figure du peuple, bien que le terme préféré dans l'allocution de 2003 pour le désigner soit *gente*, ce qui en espagnol réfère à une collectivité de gens plutôt qu'au peuple sociologique (*pueblo*). Il est également intéressant de relever que le discours présidentiel met en équivalence le peuple avec le pays à quelques reprises (« si les Équatoriens vont bien, le pays va bien », « le pays est les gens... non pas l'économie ») de façon à signifier la recherche de la prospérité de l'Équateur et de la qualité de vie de la

⁵⁸ Il apparaît ici essentiel de souligner que l'expression en espagnol est *convivencia social* qui a également le sens de « bonne entente ». Ainsi, le choix de mots du discours présidentiel dénote spécifiquement une conception de la coexistence sociale évacuant les conflits sociaux au profit d'un certain consensus pacifié.

population en « investissant dans les gens » (2003 : 3). Ensuite, le discours présidentiel établit explicitement le consentement populaire comme critère essentiel d'un régime démocratique :

« Je suis né à la politique le 21 janvier 2 000 lorsque la population équatorienne, dans **un acte plébiscitaire** aguerri, est sortie dans les rues pour **dénoncer et déloger les corrompus et les voleurs**. Je l'ai fait conjointement avec les officiers de ma promotion, pensant que **les armes des forces armées équatoriennes ne devaient jamais être utilisées contre son propre peuple**. Au contraire... elles devaient être dirigées vers le haut pour **avertir les malhonnêtes que la force publique, c'est la force du peuple souverain; que la légitimité politique** – au-delà des lois faites par et pour le bénéfice des mêmes de toujours – **est fondée sur une seule base, irremplaçable et décisive : le consentement des gouvernés. Sans cette légitimité il n'y a pas de démocratie**. Il n'y a rien de démocratique qui soit au-dessus de ce principe... qui légitime le pouvoir et le converti en autorité. » (Gutiérrez, 2003 : 4)

Dans cet extrait, le discours énonce le coup d'État de janvier 2000 comme un « acte plébiscitaire » du peuple équatorien afin d'en capter la légitimité et de valider la « vocation patriotique et démocratique » (*id.*) de l'énonciateur. L'énonciateur présidentiel exprime ici un engagement personnel au service du peuple. Le soulèvement populaire contre ses dirigeants apparaît légitime contrairement à l'usage de la « force publique » contre le peuple. Ainsi, le « consentement des gouvernés » est placé au sommet de la hiérarchie des valeurs du discours présidentiel, en mobilisant notamment les modalisations appréciative (« une base indispensable et déterminante ») et assertive (« sans cette légitimité il n'y a pas de démocratie »).

Le discours présidentiel opère également une captation-subversion de la représentation populaire. Celui-ci affirme en effet qu'il est « impossible » de penser le gouvernement équatorien « sans la participation active et créative de tous les secteurs et toutes les organisations citoyennes » (2003 : 19). Il marque de la sorte une rupture avec un pouvoir décrit comme centralisé (par la négation « nous ne voulons pas une centralisation politique, économique et administrative »), misant plutôt sur la collaboration avec les « organismes sectoriels autonomes » puisqu'ils constituent un maillon essentiel du schème de légitimation

populaire (« l'expression authentique d'une véritable démocratie ») (*id.*). Cet effort de « démocratisation des instances de représentation politique » prend la forme de consultations populaires sous le gouvernement d'Alfredo Palacio (Palacio, 2007). En 2007, devant une situation signifiée comme « la perte de correspondance de la représentation politique avec le mandat populaire », l'énonciateur présidentiel s'engage envers les citoyens à « refonder le pays [...] avec [leur] participation dans chacune des phases dans le but d'atteindre des consensus nationaux » ; le changement de gouvernement est donc présenté de nouveau comme une « réponse sans appel » face aux demandes du peuple (Palacio, 2007). Or, ce même contexte de « désinstitutionnalisation » (*id.*) suivant la destitution de Gutiérrez est utilisé pour soutenir la décision du président de ne pas dissoudre le Congrès afin de convoquer l'Assemblée constituante⁵⁹. Tout en concédant que l'expulsion de l'ancien gouvernement (« le *fuera todos* »⁶⁰) a entamé le processus de « reprise des institutions », le discours présidentiel énonce que l'Assemblée constituante n'est qu'un « véhicule » possible à ne pas confondre avec les véritables « objectifs » de l'institution démocratique, c'est-à-dire « l'État de droit et des droits » (Palacio, 2007). Le discours porte ensuite un jugement envers ce qu'« exige le retour à l'État de droit », soit avant tout le renforcement des pouvoirs législatif, exécutif et judiciaire; on présuppose ainsi que le Congrès dans sa forme actuelle peut être l'« espace de discussion démocratique » par excellence (*id.*).

Le travail d'analyse des points nodaux dans cette période permet de conclure à la présence importante de luttes pour le sens entre le discours du mouvement autochtone et le discours présidentiel équatorien telle que révélées par la relation polémique explicite dans le

⁵⁹ Dans le discours du mouvement autochtone, l'Assemblée constituante est revendiquée en tant qu'« unique instrument garantissant [...] l'exercice légitime de la démocratie directe et participative » (CONAIE, communiqué, 7 septembre 2005).

⁶⁰ Cette expression signifiant « tous dehors » fait référence à un slogan devenu le symbole des manifestations contre le gouvernement de Lucio Gutiérrez.

discours autochtone, notamment. Ce rapport conflictuel semble témoigner d'un déplacement de la légitimité politique en Équateur depuis un système de partis vivement contesté vers les mouvements sociaux. Effectivement, le discours autochtone s'appuie sur l'expérience des luttes sociales antérieures et la mobilisation actuelle au sein d'un front social d'opposition pour confirmer sa position d'alternative politique populaire. L'articulation des points nodaux de la souveraineté et de la représentation populaire lui permet donc d'imposer son propre cadre politique de l'État plurinational ainsi que de construire un espace de parole autochtone souveraine. Face aux réactivations qui appellent à la re-saisie du politique par la société, le discours présidentiel semble à la remorque du discours autochtone ; il s'efforce pour sa part de capter la légitimité de la figure du peuple ainsi que les revendications des mouvements sociaux sans toutefois arriver à consolider son système de sens en structure hégémonique. On constate alors à quel point la légitimité du mouvement autochtone en tant que protagoniste de la politique nationale s'est renforcée dans cette période. Le prochain chapitre abordera le déplacement des luttes pour le sens autour des points nodaux en Équateur suite à l'élection du président Rafael Correa.

Chapitre 6

Analyse du corpus IV – Relations interdiscursives entre le discours du mouvement autochtone équatorien et le discours présidentiel équatorien

Deuxième période (2007-2010) : Le virage à gauche de Rafael Correa

6.1 Contexte historique

En 2006, Rafael Correa de l'*Alianza País*⁶¹ fut élu président de la République de l'Équateur grâce, en partie, au soutien apporté par la CONAIE (Mijeski et Beck, 2001 : 118-9). En revanche, le parti autochtone Pachakutik présenta son propre candidat à la présidence, Luis Macas, qui récolta à peine plus de 2% du vote (Le Quang, 2008). La victoire de Correa est à situer dans le contexte ce qu'on appelle communément le « virage à gauche » en Amérique latine, marquant la prise de pouvoir de formations politiques de gauche en Bolivie, au Brésil et en Uruguay, parmi d'autres⁶². Sous le signe de la « *Revolución Ciudadana* » (« Révolution citoyenne »), le gouvernement de Correa mit en branle le processus d'Assemblée constituante revendiqué par plusieurs mouvements sociaux, notamment le mouvement autochtone, depuis la chute de Lucio Gutiérrez. La mobilisation de la CONAIE et des représentants autochtones à l'Assemblée porta fruit, car le principe quechua du bien-vivre (*Sumak Kawsay*) et la plurinationalité furent inscrits dans la Constitution qui en résulta malgré la réticence initiale de l'*Alianza País* à parler d'un État plurinational (Le Quang, 2008). Toutefois, l'année 2009 fut le théâtre d'une mobilisation massive des organisations

⁶¹ L'« Alliance pays » est en fait à l'origine une coalition d'organisations et de partis politiques se revendiquant de la gauche socialiste formée au moment des élections de 2006 autour du candidat à la présidence Rafael Correa. Son parcours politique depuis a été marqué par d'importantes victoires électorales (Becker, 2011).

⁶² Au sujet des problématiques soulevées par le « virage à gauche », c'est-à-dire la prise de pouvoir par des partis politiques qui s'identifient de la gauche politique (modérée ou radicale) dans la majorité des pays d'Amérique latine de 2003 à 2006, voir, parmi une vaste littérature : Alain Rouquié, 2007. « Un nouveau paysage politique en Amérique latine », *Études* 6, pp. 729-738; Olivier Dabène, 2008. « Introduction - Les élections contre la démocratie ? », dans *Amérique latine, les élections contre la démocratie ?*, Presses de Sciences Po, pp. 11-38.

autochtones ainsi que d'autres secteurs sociaux en contestation de la Loi sur les mines et du projet de loi proposé sur la gestion de l'eau par le gouvernement de Rafael Correa (Mijeski et Beck, 2001 : 118). À l'élection présidentielle de 2009, Correa fut tout de même réélu dès le premier tour, tandis que Pachakutik vit ses appuis continuer de diminuer à l'échelle nationale suite au rejet par le mouvement autochtone de toute forme d'alliance électorale (Mijeski et Beck, 2011 : 124-5).

6.2 Changements et continuité dans les points nodaux durant la période 2007-2010

Dans cette section, on poursuit le travail d'analyse des points nodaux à partir de signifiants relevés dans le discours du mouvement autochtone et le discours présidentiel et des marques d'interdiscursivité qui y sont rattachées. Il sera tout particulièrement important pour ce travail de relever l'évolution des registres mobilisés par chacun des discours dans le but de cerner la *réactivation*⁶³ opérée par le discours autochtone suite à la première période et les changements qui en résultent dans les frontières de la formation hégémonique. Comme on le verra, cette seconde période historique est caractérisée par des luttes pour le sens centrées sur des narrations politiques de la révolution populaire et du changement social. À travers le processus de refondation constitutionnelle de 2008, le mouvement autochtone a réussi à articuler les diverses luttes contre l'ancien régime politique sur un même horizon de représentation, l'État plurinational⁶⁴, et ainsi à énoncer un nouvel universalisme depuis sa particularité⁶⁵ (Laclau, 2000 : 29). Or, le discours gouvernemental dans cette période cherche

⁶³ La réactivation du social chez Laclau désigne le moyen par lequel le discours peut mettre en lumière la « nature contingente du politique », ces conditions d'existence, et évoquer de la sorte la possibilité de ré-instituer le social sous d'autres principes (1990 : 35)

⁶⁴ « L'État d'Équateur est un État constitutionnel, social et démocratique, de droit et de justice, souverain, indépendant, unitaire, interculturel, plurinational et laïque. » (art.1) Cf. *Constitución política del Ecuador*, 2008.

⁶⁵ On analysera en quoi le principe quechua de *Sumak Kawsay* (*Buen Vivir*, bien-vivre) inscrit dans la Constitution en 2008 transforme toutes les facettes du vivre-ensemble et symbolise la plénitude de la société, dans sa relation harmonieuse avec la nature.

aussi à signifier cet évènement politique majeur dans son propre système de sens à partir d'un autre récit révolutionnaire, celui de la « Révolution citoyenne » socialiste. La démonstration qui suit est basée sur l'analyse et la comparaison simultanée des discours autochtone et présidentiel. Le corpus autochtone est constitué pour 2007-2010 de résolutions de la CONAIE, d'une entrevue avec le président de la CONAIE, Marlon Santi, de propositions à l'Assemblée constitutionnelle de 2008 et de communiqués publiés dans le cadre de la « mobilisation nationale pour la défense de la vie » en septembre et en octobre 2009. Le corpus présidentiel comprend trois allocutions présidentielles de Rafael Correa de 2008, 2009 et 2010 respectivement.

6.2.1 La contestation du modèle « extractiviste » de développement: comparaison du point nodal du bien-vivre dans le discours autochtone et le discours présidentiel

Durant cette période, on relève des antagonismes surgissant autour du point nodal du « bien-vivre ». En 2006, au lendemain de l'élection de Rafael Correa, le discours autochtone et le discours présidentiel apparaissaient partager un même projet de rupture avec le néolibéralisme et l'impérialisme, notamment l'idée de « ne pas signer le TLC, [de] convoquer une Assemblée nationale constituante avec les pleins pouvoirs et [de] réactiver l'économie du pays » (CONAIE, communiqué, 27 novembre 2006); cependant, le mouvement autochtone remettra par la suite en question le caractère révolutionnaire du modèle de développement gouvernemental – une pièce maîtresse de la stratégie de légitimation de ce dernier – par l'entremise d'une resignification du principe de bien-vivre. On démontrera dans les prochains paragraphes que la critique énoncée par le discours autochtone se situe dans la continuité de la période 2003-2007 au niveau de l'articulation de la souveraineté, de l'autodétermination et de la non-ingérence de l'État. Face à des réactivations constantes, les

frontières hégémoniques de la formation discursive gouvernementale sont ébranlées et il devient nécessaire pour cette dernière d'expulser les conceptions excédentaires du bien-vivre, du développement et de la souveraineté proposées par le discours autochtone afin de maintenir l'intégrité de son système de sens.

Sumak Kawsay, en défense de la Pachamama

Entre 2007 et 2010, le discours autochtone s'efforce de construire un modèle *alternatif* de développement qui répondrait réellement aux objectifs de « décolonisation » (CONAIE-ECUANARI, 11 mars 2008) de l'économie et des territoires. Pour ce faire, il opère d'abord une réactivation, c'est-à-dire une mise en évidence des traces de construction du pouvoir hégémonique, en énonçant une nouvelle menace à la « souveraineté de la *pachamama* [la terre-mère] » provenant des intérêts de l'oligarchie (« la *particratie* ») :

« **Déclarer** le gouvernement de Rafael Correa comme étant un gouvernement **néolibéral et capitaliste** à cause de ses actions et de ses attitudes, influencé par certains collaborateurs de la « **particratie** » qui **portent atteinte à la souveraineté de la « Pachamama »**, **aux droits collectifs, humains et environnementaux consacrés dans la Constitution en vigueur.** » (CONAIE, résolutions, 9 septembre 2009)⁶⁶

Par cet acte illocutoire déclaratif, le discours autochtone marque une rupture profonde avec le gouvernement « néolibéral et capitaliste » qui était pourtant jusque-là jugé être un acteur essentiel de la refondation du pays. En effet, le gouvernement de Rafael Correa acquit un grand prestige international, notamment auprès d'organisations environnementalistes, avec l'initiative Yasuní-ITT visant la protection d'une vaste part de l'Amazonie. Cette initiative stipule que l'Équateur défend l'intégrité du territoire du Parc national Yasuní et renoncera en conséquence à l'exploitation des ressources pétrolières qui se trouvent dans son sous-sol en échange d'une aide financière de la part de la communauté internationale ; ses objectifs sont vastes, autant au plan de la « protection de l'environnement et de la biodiversité » que de la « lutte aux changements climatiques » et de la défense des « territoires des peuples

⁶⁶ Toutes les citations de ce chapitre ont été traduites de l'espagnol par Mme Teresa Peñafiel.

autochtones » (Finer et al., 2010). L'extrait ci-dessus met en équivalence le gouvernement de Rafael Correa avec les régimes antérieurs et met en contraste ses actions avec la nouvelle norme constitutionnelle dont celui-ci se réclame. D'ailleurs, on constate que les revendications de « droits collectifs, humains et environnementaux » sont intrinsèquement liées ensemble et dans leur rapport avec la terre-mère ; ceux-ci se combinent en effet dans le principe « d'harmonie de l'homme avec la nature », le *Sumak Kawsay*, tel qu'inscrit dans la Constitution de 2008 (CONAIE, déclarations du 16 mai 2008). L'atteinte à l'intégrité de la *pachamama* symbolise donc une atteinte à la qualité de vie, mais plus encore, au libre et plein épanouissement des peuples autochtones et même de « tout le peuple équatorien » (*id.*). L'aspiration au bien-vivre englobe une multitude de « thèmes inclus sous l'État plurinational » ; ainsi, « l'eau, l'éducation, la santé, les circonscriptions territoriales, la *Pachamama*, les ressources naturelles, les terres, la biodiversité sont autant de sources de vie pour tous les Équatoriens » (CONAIE, communiqué, 1^{er} octobre 2009). En conséquence, tous ces thèmes doivent être considérés dans l'optique du développement. Toute tentative de séparer des éléments de cette chaîne apparaît alors non seulement artificielle, mais aussi dommageable, car le bien-vivre doit impérativement être conçu en termes relationnels (relation des êtres humains entre eux et relation de l'Homme avec la nature).

La signification du bien-vivre comme idéal de la vie commune implique deux choses relatives aux rapports entre État et société qui, conjointement, articulent des exigences de souveraineté et d'autonomie des peuples autochtones : à la fois le libre consentement et le respect des populations dans le cadre de l'exploitation des ressources naturelles sur leurs territoires ainsi que leur participation à la gestion de ces mêmes ressources. En premier lieu, le discours autochtone énonce le libre consentement et l'autonomie dans le cadre conjoint de la défense de la vie et des communautés. En effet, à travers le changement prôné par le

mouvement autochtone, on vise « [à] venir à bout de tous les modèles qui impliquent la domination, la dépendance, la discrimination et la destruction culturelle, environnementale et économique des peuples » (CONAIE, lettre, 11 mars 2008 : 1).

On peut soulever dans ce court extrait une paraphrase utilisée comme moyen de signifier la domination vécue par les peuples autochtones dans un cadre très large, touchant tous les aspects de la vie. Ainsi, pour répondre à ces exigences de bien-vivre, le domaine économique ne peut être considéré en vase clos : « le modèle économique [devra] être social, recherchant le bien-être humain, [devra] être planifié, responsable, écologique, communautaire et équitable » (CONAIE-ECUANARI, propositions, 11 mars 2008 : 4). Suivant ces dernières considérations, le discours autochtone exige à plusieurs occasions la fin de toutes les concessions en territoires autochtones et un contrôle accru sur les opérations pétrolières, minières, entre autres (CONAIE, résolutions, 9 septembre 2009 : 2). Le discours fait valoir que les activités extractives en territoires autochtones sont nocives au climat social et à la biodiversité, en plus de bafouer le « droit de consultation et de consentement libre des peuples autochtones » (CONAIE, lettre, 11 mars 2008 : 1) et les relations interculturelles (CONAIE, 5 octobre 2009 : 1). À l'exploitation minière, le discours autochtone oppose la priorité de « la restauration agricole et environnementale » ; à la production d'hydroélectricité, la souveraineté alimentaire et la biodiversité des cours d'eau (lettre, 11 mars 2008 : 2). On soulève également le préjudice disproportionné causé aux Autochtones par l'industrie forestière, puisque que « 80% [d'entre eux] vivent dans ces territoires » (lettre, 11 mars 2008 : 2).

En somme, le développement des ressources sur le territoire équatorien est cadré par le discours du mouvement autochtone dans les termes d'une « réorganisation territoriale » assimilée à une entreprise de « saccage [...] de déplacement et d'extermination des peuples autochtones » profitant aux intérêts du « capital financier » (CONAIE, déclarations, 16 mai

2008 :1). Accusé de « livrer aux transnationales [...] les territoires des peuples et nationalités autochtones », le parti de Rafael Correa est de la sorte comparé aux néolibéraux auxquels il s'oppose lui-même; son idéologie, comparée à du néocolonialisme (déclarations, 16 mai 2008 : 2).

En outre, le principe de « libre consentement » est considéré être un acquis « irréversible » obtenu par la lutte sociale du mouvement autochtone (déclarations, 16 mai 2008). Dans cette conception, la consultation des populations visées n'est pas seulement nécessaire dans le cadre de relations interculturelles respectueuses, elle est également souhaitable dans une visée démocratique. Par exemple :

« Notre demande d'archiver la **Loi minière**, qui est promue depuis l'exécutif, est fondée sur le **caractère inconstitutionnel de celle-ci**; on a fait fi de certains droits fondamentaux, comme celui de consultation; il n'y a pas de garanties suffisantes pour la protection du milieu naturel et de l'eau. **Il est de connaissance mondiale que cette activité génère de graves impacts au niveau de l'environnement** si elle n'est pas exercée avec un maximum de rigueur. Nous ratifions qu'une Loi des mines est nécessaire, mais celle-ci doit être élaborée par l'Assemblée nationale législative une fois élue, et non par **un petit congrès dont la légalité et le mandat sont fortement questionnés au niveau national et mondial**. Si le pays veut s'incorporer à l'ère minière, **il doit le faire suite à un débat national, sérieux et systématique, sur le plan légal, avec toutes les garanties vis-à-vis des droits fondamentaux, et en pensant essentiellement à l'intérêt national, avec pleine garantie aux droits**. Dans le pays, **il n'y a pas eu un débat sérieux sur la Loi minière qui est imposée par l'Exécutif**. » (CONAIE, communiqué, 12 janvier 2009 : 1)

Cet extrait révèle une subversion des enjeux de la souveraineté sur plusieurs plans. Le discours critique fortement la légitimité du gouvernement par l'entremise de modalisations assertives (« est de connaissance mondiale », « dont la légalité et le mandat sont fortement questionnés ») et appréciatives (« un débat national, sérieux et systématique », « imposée par l'Exécutif »). On conteste aussi bien la volonté démocratique de l'Assemblée nationale et de l'Exécutif, que le caractère constitutionnel de la Loi sur les mines et le respect des droits fondamentaux. En revanche, le discours autochtone se présente de manière conciliante, apte à participer à un dialogue social au sujet de la nécessité de la Loi sur les mines. Il émet toutefois l'hypothèse que le gouvernement ignore volontairement les opinions savantes

discordantes concernant la question de l'exploitation des ressources naturelles et la qualité de vie, car « la mort des autres [les non privilégiés] est le prix à payer pour ce qui est appelé à tort le profit ». (CONAIE, communiqué, 12 janvier 2009 : 2)

En second lieu, le discours du mouvement autochtone propose, contre l'imposition mercantile, la gestion alternative des ressources et de la nature par les communautés. Ce faisant, il remet également en question les visées sociales du modèle de développement gouvernemental. En effet, celui-ci exige du président Correa qu'il respecte ses engagements envers la nationalisation : « la nationalisation **véritable et effective** des ressources naturelles » (CONAIE-ECUANARI, propositions, 11 mars 2008 : 4). La « propriété collective » des ressources est un point focal dans la construction de l'alternative autochtone ; on réactive ainsi sa « fonction sociale et communautaire » aux côtés de la « valeur stratégique » qu'elles possèdent au plan du développement (*id.*). Ainsi, par exemple, l'eau représente « un bien commun pour l'humanité » et sa gestion doit donc avoir pour priorité la « consommation humaine » et « l'irrigation agricole », non pas sa « commercialisation » ou « l'irrigation agroindustrielle » (propositions, 11 mars 2008 : 5). Le discours autochtone pose comme principe que les communautés sont les mieux placées pour juger de l'impact de l'exploitation sur la qualité de vie et d'assurer l'accès des personnes aux ressources essentielles. De plus, la décentralisation permettrait de planifier plus efficacement la gestion du territoire et sa protection, comme le suggère le discours en évoquant « la création d'une circonscription territoriale spéciale de l'Amazonie [...] avec la pleine participation de la population » (CONAIE, 5 octobre 2009 : 4) ou encore l'administration par les gouvernements autochtones « des aires protégées et des parcs nationaux » situées sur leurs territoires (lettre, 11 mars 2008 : 1). Tout développement non respectueux de ces exigences est signifié dans des termes

antagonistes aux Autochtones et contraires à la norme constitutionnelle vis-à-vis de la plurinationalité :

« De plus, [le projet de loi] **ne respecte pas les droits des communautés, des peuples, des nationalités et des organisations paysannes** qui ont **leurs propres normes, formes d'organisation et de résolution de conflits**, puisqu'il ne reconnaît pas les autorités indigènes, **les mettant sous la tutelle de l'autorité unique de l'eau** (Articles 31, 102 et 103), et qu'il **diminue les capacités juridictionnelles octroyées aux peuples indigènes dans la Constitution** (Article 171). De plus, il soumet les territoires indigènes à un **nouvel ordonnancement territorial imposé** à partir du modèle des bassins hydrographiques **conçu par la Banque Mondiale**. » (CONAIE, communiqué, 28 septembre 2009 : 3)

Dans cet extrait, on établit très clairement une relation polémique avec le discours présidentiel. La critique du pouvoir politique institué s'appuie encore une fois sur le caractère autoritaire, méprisant et même néocolonial du gouvernement de Correa, comme le soulignent la marque de négation (« ne respecte pas ») et les modalités appréciatives qualifiant le mode de gouvernance (« mise sous tutelle », « diminue les capacités juridictionnelles »). Le discours autochtone énonce du même coup la légitimité des formes spécifiques de pensée et d'organisation autochtones, mises en contraste avec le modèle de taxation « imposé » issu de la Banque mondiale, que l'on juge en comparaison illégitime et néolibéral.

Un autre aspect de la contestation autochtone envers l'administration des ressources par le gouvernement touche la privatisation « déguisée » de l'eau. Tel que mentionné précédemment, le discours énonce des défaillances dans les processus de nationalisation au pays. On retrouve des marques très explicites d'interdiscours à ce niveau, lorsqu'il est question du projet de loi sur l'eau présenté en 2009, alors que le discours autochtone soutient que celui-ci comprend en fait « des formes de privatisation [...] en donnant la priorité dans l'utilisation de l'eau aux activités industrielles », et ce malgré « l'interdiction de toute

privatisation » inscrite dans ce même projet (CONAIE, communiqué du 28 septembre, 2009 : 1).

Ainsi:

« [...] dans le but d'avoir une discussion sérieuse sur le contenu de ces lois et **d'être véritablement révolutionnaire**, mettre l'accent sur l'analyse suivante: **Le gouvernement national dit que le projet de loi sur l'utilisation et la gestion de l'eau n'est pas de la privatisation**, comme indiqué à l'article 3, **ce qui est à moitié vrai**, puisque, divers articles, y compris l'article 67, **montrent une conception mercantiliste sur l'eau** de la part du gouvernement, de sorte que [...] dans l'article 73, nous lisons: « Ceci accorde des autorisations pour **l'utilisation économique de l'eau dans le cadre d'activités minières, donnant priorité à des projets d'intérêt national** qui comprennent le Plan de développement national. » **Cela démontre** la conception mercantiliste de ce projet de loi **qui conçoit l'eau comme une marchandise. Il est nécessaire de clarifier** au peuple équatorien que **ce projet de loi ne permet pas la dé-privatisation de l'eau**. La répartition actuelle montre [plutôt] **une concentration des ressources dans les mains de cette oligarchie**. » (CONAIE-ECUANARI, communiqué, 28 septembre 2009 : 2)

Cet extrait témoigne d'une vive lutte pour le sens entourant le statut de l'eau comme bien commun et la question connexe de la souveraineté. Dès lors, le discours autochtone subvertit le schème de légitimation « révolutionnaire » du discours présidentiel. En incluant la voix de l'énonciateur gouvernemental, une marque de polyphonie, il s'efforce de révéler sa duplicité. Il conteste ainsi son engagement envers la protection de l'eau par l'entremise d'une série d'assertions quant au contenu du projet de loi présenté (« ce qui est à moitié vrai », « donne priorité à », « il est nécessaire de clarifier que [...] ne permet pas »). En outre, en recadrant le débat autour de la « concentration des ressources » que semble renforcer le projet de loi, le discours entretient la notion que le gouvernement n'est pas aussi révolutionnaire qu'il le prétend et répond aux intérêts oligarques et commerciaux. Suite à l'étude de la question, on peut établir que la conception autochtone du *Sumak Kawsay* permet bel et bien au discours du mouvement autochtone de signifier un modèle de développement alternatif au modèle gouvernemental, d'autant plus crucial pour la légitimité du discours compte tenu du prestige acquis par le gouvernement de Correa autant au plan national qu'international relativement aux initiatives de protection de l'Amazone et de nationalisations.

La gestion efficace de la nature dans le discours présidentiel

Durant cette même période, l'analyse des marques d'interdiscours dans le discours présidentiel témoigne de plusieurs changements par rapport à la période précédente (cf. chapitre 5). Le discours élabore les conditions de possibilité d'un modèle économique basé sur la gestion efficace et l'utilisation optimale des ressources naturelles « en fonction du bien commun » (Correa, 2010 : 12). Il s'efforce ainsi de capter le principe du *Sumak Kawsay* et le traduire dans son système de sens de manière à soutenir une « utilisation rationnelle » (2009 : 6) de la nature au profit du peuple. Le discours présidentiel accorde au bien-vivre – tout comme le discours autochtone – la valeur de principe premier de la vie sociale (2009 : 3-4). « La révolution [...] a jeté les bases d'un nouveau pacte social, qui permet la réalisation du bien-vivre pour la majorité des Équatoriens » (Correa, 2008 : 2). En conséquence, le discours énonce que les politiques économiques gouvernementales « privilégieront les humains sur le capital » (2008 : 8) et favoriseront « l'avancée productive » avec l'objectif d'augmenter la qualité de vie des plus pauvres (2010 : 15) ; en effet, on affirme que le « cercle vicieux de la pauvreté » peut être brisé en augmentant la productivité (2010 : 11).

Un des buts annoncés du discours est de consolider le changement entamé dans la *Révolution citoyenne* contre les périls de l'inertie sociale et économique :

« Maintenant nous sommes sur **la bonne voie**, mais je crains que **le processus ne soit encore très chaotique, avec du gaspillage de ressources, de graves inefficacités, des cadres intermédiaires qui continuent avec l'inertie des vieux pays**. De ce fait, dans cette deuxième étape de la Révolution citoyenne, en plus de **sa radicalisation** par rapport **aux grands objectifs de justice et souveraineté, nous devons mettre l'accent sur l'efficacité de la gestion.** » (2010 : 4)

Dans cet extrait, l'énonciateur présidentiel établit un jugement favorable quant à l'évolution du processus révolutionnaire ainsi qu'au respect de deux principes jugés essentiels à partir de son système de sens, la « justice » et la « souveraineté », et ce, par l'entremise de la modalisation appréciative et assertive « être sur la bonne voie ». Puis, il cadre les problèmes du pays dans les termes de l'incertitude et de la mauvaise gestion issus de l'ancien régime ;

ainsi, puisque le passé tire l'Équateur vers l'arrière, il devient impératif de « radicaliser » la révolution de manière à sauver les deux objectifs précédents (« justice et souveraineté »). Cette opération requiert l'introduction d'un nouveau principe pour compléter les deux autres au sein d'une « trilogie sacrée » révolutionnaire (2010 : 7) : il s'agit de l'efficacité. Ce dernier principe fait l'objet de multiples occurrences dans l'allocution de 2010. Par exemple, le discours présidentiel ouvre la porte à des réformes de la gestion « d'entreprises publiques » en posant que la population partagerait les critiques relatives à l'efficacité : « mais ne vous méprenez pas, ce soutien est à une forme de propriété sociale, pas nécessairement dans les moyens de gérer ces sociétés ou leurs résultats » (2010 : 5). En outre, le discours pose le « changement culturel » comme prérequis au développement du pays (2010 : 7, 13). Un tel changement implique d'adopter une perception nouvelle relative au développement, c'est-à-dire d'agir avec « un esprit lucide, [avec] efficacité et excellence » sur cette question (2009 : 8). On fait l'assertion que « que le pays **ne pourra se développer**, nous **ne pourrions pas atteindre** le *Sumak Kawsay*, au milieu de tant de cynisme, tant de désinvolture, tant d'insolence » (2010 : 7) ; on porte ainsi un jugement négatif sur l'attitude des détracteurs du discours, perçue comme peu constructive (par l'entremise des modalisations appréciatives négatives « cynisme », « désinvolture » et « insolence »). L'énonciateur réfute d'ailleurs la critique selon laquelle le président « n'écoute pas tous les secteurs » de la société à ce propos en faisant valoir « que le pays n'a pas le temps à perdre [...] en discussions byzantines » (2010 : 11). L'impératif d'efficacité ne permet pas de « perdre un jour de plus » en consultations et en délais pour l'adoption d'une loi sur les mines, par exemple (2009 : 5), puisque les besoins sociaux sont criants (2010 : 12).

Considérant cela, il est possible pour le discours présidentiel de construire un modèle d'exploitation des ressources naturelles qui serait géré en priorité en fonction de critères

d'efficacité. L'on constate déjà un glissement de sens par rapport au discours autochtone alors que le discours présidentiel énonce la souveraineté du peuple indépendamment du territoire et de la terre-mère : « la patrie n'est pas la terre [...] les hommes que la terre nourrit constituent la patrie » (2008 : 1). De manière à subvertir le schème de légitimation du discours du mouvement autochtone, les revendications d'autonomie relatives à la gestion des ressources et à la protection de l'environnement sont contestées au moyen d'une apposition ironique de la voix de l'énonciateur autochtone : « ils disent être les seuls qui sachent soigner la Pachamama [...] quelle arrogance ! » (2010 : 13). Il s'agit là d'une marque très assumée de polémique⁶⁷. De plus, le discours présidentiel vise la mise en équivalence de la position autochtone sur l'exploitation des ressources naturelles (« préserver l'environnement coûte que coûte ») et de sa position inverse, néolibérale (« produire à n'importe quel coût »), afin de les présenter toutes deux comme extrémistes (2010 : 11). La subversion de la conception autochtone est aussi présente dans cet extrait :

« Maintenant il paraît que, pour bien vivre, il faut fermer les mines et le pétrole, et sûrement retourner vers une société de cueilleurs! Maintenant il paraît que pour vivre en harmonie avec la nature, il faut considérer l'être humain presque comme un embarras qu'il faut éliminer pour que vivent mieux les animaux et les plantes. Nous n'avons jamais été anthropocentriques dans notre vision du développement, c'est pour ça que nous appuyons avec enthousiasme les droits de la nature dans la nouvelle Constitution. Mais de là à se rendre à l'absurde des fondamentalismes écologiques dont le pays souffre en ce moment, il y a une grande distance. [...] parmi leurs soi-disant innovations et apports à la pensée mondiale, se trouve l'idée selon laquelle vouloir une exploitation minière responsable, c'est être néolibéral. » (2009 : 4-5)

Les marques d'interdiscours voire de polémique assumée sont ici très explicites vis-à-vis de la captation-subversion du bien-vivre. Le discours présidentiel tourne en ridicule les positions autochtones et environnementalistes et utilise l'hyperbole (« retourner vers une société de cueilleurs », « l'être humain [...] qu'il faut éliminer») afin de signifier que ce

⁶⁷ La relation polémique entre discours n'est pas toujours aussi visible; en effet, bien qu'elle puisse pousser l'énonciateur à cibler directement une position adverse, l'indifférence face à un discours concurrent témoigne tout autant de son positionnement dans un espace discursif conflictuel (Maingueneau, 1991 : 165).

discours est en fait irrationnel, rétrograde et « fondamentaliste ». Par l'entremise de la négation, on rejette toute critique du modèle de développement gouvernemental basée sur une conception substantielle de la relation d'harmonie avec la nature. En somme, le discours présidentiel marque à la fois une distance avec le néolibéralisme (en présupposant qu'une manière néolibérale est par contraste irresponsable) et la vision des Autochtones voulant « se maintenir comme des mendiants vivant sur des richesses incalculables » (2009 : 6).

En résumé, devant l'articulation de la défense de la souveraineté et de la vie autour du point nodal du bien-vivre en opposition au développement des ressources naturelles par le gouvernement, le discours présidentiel est obligé de révéler les frontières de la formation hégémonique en énonçant l'incompatibilité des revendications du mouvement autochtone avec celle-ci, tout en resignifiant le principe du *Sumak Kawsay* afin d'en contrôler le sens contre toute conception excédentaire.

6.2.2 Luites pour l'institution de la représentation populaire

On cherchera dans cette section à retrouver les luites pour le sens se rattachant à l'enjeu de la représentation politique du peuple par l'entremise de l'investissement d'un second point nodal : celui de la « représentation populaire ». Tout comme pour la période précédente (*cf.* chapitre 5), ce point nodal témoigne de la centralité de cet enjeu dans la légitimation des acteurs politiques et de leurs projets politiques respectifs. Pour le discours du mouvement autochtone comme pour le discours présidentiel, l'élection de Rafael Correa en 2006 symbolisa le « triomphe de tout un peuple [...] qui a développé une conscience politique à travers des décennies de lutte » (CONAIE, communiqué, 27 novembre 2006) ainsi que le début d'une « Révolution citoyenne » qui aurait été impossible sans le peuple (Correa, 2008 : 12). L'analyse de l'interdiscours montre toutefois un resurgissement des antagonismes dans

les années qui suivirent. En effet, le discours de la CONAIE se voit alors dans l'obligation de défendre sa légitimité à représenter les Autochtones du pays ; en revanche, celui-ci révèle les frontières du système de sens de la formation hégémonique et conteste sa prétention à la représentation totale de la société. On se penchera tour à tour sur les marques de changement dans les deux discours par rapport à la période 2003-2007.

L'« État plurinational » et l'autonomie autochtone

Durant la période de 2007 à 2010, le processus de refondation constitutionnelle de 2008 marque fortement le discours autochtone puisqu'y est reconnu le caractère plurinational de l'Équateur, une revendication de longue date du mouvement autochtone (*cf.* chapitre 5). Cela lui permet à la fois de renforcer son identité énonciatrice en tant que force politique alternative et de mettre en lumière l'exclusion et le dénigrement des voix autochtones dans le discours présidentiel, en se basant sur les normes constitutionnelles partagées par les deux formations discursives. L'État plurinational est signifié dans le système de sens autochtone comme plateforme de débat et de représentation démocratique par excellence, liant la société et l'État par l'entremise de relations « interculturelles » respectueuses de tous les partis : « l'organisation de l'État et de la nation équatorienne entière dans le cadre d'une démocratie interculturelle, directe, équitable et économiquement juste » (CONAIE, lettre, 11 mars 2008 : 2). Le premier principe de l'État plurinational est « l'unité dans la diversité » (CONAIE-ECUANARI, propositions, 11 mars 2008 : 2) qui, comme on le verra, domine la lecture faite par le discours autochtone de la situation politique du pays. Ainsi :

« Les cinq siècles d'inégalités économiques, d'exclusion sociale et de discrimination culturelle auxquels nous avons fait face durant l'histoire ainsi que dans la vie quotidienne nous ont amenés à promouvoir la construction d'un État avec un nouvel ordre politique, économique, social et culturel où l'on puisse exercer l'unité dans la diversité, en respectant la vision du monde et la pensée propre aux nationalités et aux peuples qui coexistent dans ce pays, en tant qu'expression d'un État plurinational et d'une société interculturelle. Par conséquent, la « plurinationalité » ne signifie pas la formation d'un État à l'intérieur d'un autre État; elle renforce plutôt le nouvel État à travers la

consolidation de l'unité, en détruisant le racisme et le régionalisme, c'est un prérequis nécessaire à l'équité sociale et politique, à la justice économique, à la démocratie directe et participative, au communautarisme, à « l'interculturalité » de la société. Aussi, la plurinationalité respecte **le droit des nationalités et des peuples au contrôle territorial et à l'autonomie à l'intérieur de l'État plurinational unitaire**, sur le même pied d'égalité que **les autres secteurs de la société.** » (propositions, 11 mars 2008 : 2)

Cet extrait témoigne du positionnement particulier du discours autochtone dans le champ politique et de ses articulations contre-hégémoniques avancées. On y traduit le principe d'« unité dans la diversité » sur le plan de l'« exercice » du politique, c'est-à-dire sa fonction régulatrice des rapports « politiques, économiques, sociaux et culturels » du « nouvel ordre » symbolique. Le discours insiste sur les racines autochtones de la nouvelle conception politique en signifiant sa valeur universelle d'« équité sociale et politique » et de « justice économique » à partir de l'expérience particulière d'« exclusion et de discrimination » des peuples autochtones. En outre, par l'entremise de la paraphrase, on en contrôle le sens de façon à ce que cette conception soit intégralement attachée au « respect de la vision du monde et de la pensée propre aux peuples et nationalités », mais aussi aux formes spécifiques d'organisation comme le « communautarisme », parmi d'autres implications actuelles pour « l'autonomie » et le « contrôle territorial » des collectivités autochtones. Dans l'extrait cité, l'usage de la négation « ne signifie pas la formation d'un État dans l'État, mais renforce plutôt le nouvel État en consolidant l'unité » est une marque d'interdiscours, compte tenu de l'assimilation de la plurinationalité autochtone au séparatisme dans des discours concurrents (voir plus bas); on associe plutôt le « racisme et le régionalisme » à l'ancien ordre politique.

À ce niveau, un autre aspect est mis en lumière par l'investissement de ce point nodal : l'ingérence dans l'organisation autonome des peuples autochtones et le racisme inhérent à la « vieille » république. En effet, le discours du mouvement autochtone remet en question la portée des changements apportés aux relations entre l'État et les peuples

autochtones dans le cadre de la « Révolution citoyenne ». On affirme que c'est « l'État » qui en est sorti plus fort, au détriment des « organisations » autochtones (CONAIE, résolutions, 12 janvier 2008 : 1); de plus, malgré « [qu]'il dise beaucoup », les intérêts du mouvement autochtone ne sont pas véritablement « à l'ordre du jour du gouvernement national » (Patricio Zhingri, entrevue, 16 janvier 2008 : 1). L'extrait suivant atteste de cette forte relation polémique:

« Que nous, les Peuples et les Nationalités Indigènes, sommes des entités collectives millénaires, possédons des territoires, des ressources tangibles et intangibles, constituons et participons activement à la société équatorienne, sommes présents dans tous les moments du processus de la vie organisationnelle, depuis avant même la formation de l'actuelle République de l'Équateur, qui est dominante, génocide, raciste et ségrégationniste depuis l'invasion coloniale. » (CONAIE, résolutions, 9 septembre 2009 : 1)

Cela révèle qu'il est crucial pour le discours autochtone de signifier la « participation active » des populations autochtones à la vie sociale et productive de l'Équateur. Le discours appelle donc à la reconnaissance des Autochtones en tant qu'acteurs sociaux, économiques et politiques autodéterminés, égaux aux autres secteurs de la société qui contribuent à « la vie organisationnelle ». De la sorte, on met en opposition une politique émancipatrice et la forme « actuelle » du pouvoir politique institué, qualifiée par un registre de la violence, de la discrimination et même du colonialisme (modalisations appréciatives négatives « génocide », « raciste », « invasion », etc.). Le discours du mouvement autochtone fournit plusieurs cas d'atteintes à l'autonomie des peuples autochtones dans les politiques institutionnelles : par exemple, la « déstabilisation et la division socio-organisationnelle des nationalités autochtones au travers de programmes sociaux clientélistes » (CONAIE, 5 octobre 2009 : 1), le non-respect de « l'administration de la justice autochtone » (*id.*), les atteintes au « système d'éducation interculturel bilingue » (résolutions, 9 septembre 2009 : 2) et « l'usurpation » par les « institutions autochtones désignées arbitrairement par le gouvernement national [...] des attributs des nationalités et des peuples autochtones » (*id.*). Le discours fait correspondre cette

tendance à une stratégie plus large de délégitimation des organisations sociales et de cooptation des voix autochtones de la part du gouvernement :

« Les voix indigènes, à cause desquelles le gouvernement prétend, sans succès, présenter un mouvement indigène divisé, appartiennent à des individus isolés, dont plusieurs sont des fonctionnaires et des représentants du régime.[...] Le gouvernement national a constamment attaqué le mouvement indigène, en essayant de discréditer notre lutte à travers des arguments qui révèlent une vision coloniale et même raciste. » (CONAIE, communiqué, 27 septembre 2009 : 2)

Dans le discours du mouvement autochtone, la construction de l'État plurinational et de la représentation populaire apparaît menacée par le gouvernement de Rafael Correa. En effet, le discours émet l'assertion que le « changement est seulement possible quand le mouvement autochtone se lève » et qu'en conséquence, la lutte sociale est le principal « danger aux intérêts gouvernementaux et transnationaux » (Patricio Zhingri, entrevue, 16 janvier 2008 : 1). La « lutte pour le changement » qui a mené à la tenue de l'Assemblée constituante, par exemple, est représentée comme une victoire de la lutte sociale dont la mobilisation autochtone est le point focal : « la lutte [...] surgit des secteurs les plus exclus comme le mouvement autochtone » (CONAIE-ECUANARI, propositions, 11 mars 2008 : 1). Ainsi :

« La décision de se mobiliser est une responsabilité collective, autonome et fondée sur des droits. Nous rejetons fermement toute accusation de déstabilisation de la démocratie. La seule menace à l'ordre constitutionnel vient des attitudes autoritaires de la part du citoyen Rafael Correa. Nous nous objectons à la prétention de vouloir relier la mobilisation avec des secteurs de la droite et du pouvoir économique et politique qui ont plongé le pays dans la grave situation dans laquelle nous nous trouvons, et aux intérêts desquels secteurs semble répondre le gouvernement de la Révolution citoyenne. » (CONAIE, communiqué, 27 septembre 2009 : 1)

Dans cet extrait, on retrouve une captation-subversion de la norme constitutionnelle. On signifie de cette façon la légitimité de la « mobilisation » sociale qui, en plus d'être « fondée sur des droits », est une prérogative de peuple organisé collectivement. De plus, le discours rejette toute critique quant à la « déstabilisation de la démocratie » et les liens supposés du mouvement avec « la droite », renversant les accusations envers le gouvernement (« la seule menace » et « les intérêts desquels secteurs semblent répondre le gouvernement »). On

retrouve d'ailleurs une forte récurrence de la condamnation de la « criminalisation » du « droit à la résistance » qui marque l'interdiscours avec le discours présidentiel⁶⁸ (CONAIE, lettre, 11 mars 2008 : 3 ; communiqué, 27 septembre 2009 : 1). En somme, on peut déterminer que le discours du mouvement autochtone réactive bel et bien la question de l'institution de la représentation populaire en Équateur même après la Révolution citoyenne de Correa grâce à la mise en lumière des « conditions d'existence » (Laclau, 1990 : 35) de ce système de sens révolutionnaire qui impliquerait une exclusion systématique du mouvement social autochtone.

L' « État intégral » dans le discours présidentiel

Le discours présidentiel se démarque en 2007-2010 de la période antérieure par la signification d'un nouveau récit politique, la Révolution citoyenne, qui constitue une stratégie du gouvernement visant à permettre l'inscription des représentations politiques du peuple sur un nouvel horizon. On verra comment le discours vise ainsi à suturer les frontières du politique de façon à représenter *totalemment* la société.

Cette opération hégémonique requiert l'évocation d'un appui massif et constant du peuple envers le gouvernement, jusqu'à confondre les deux. L'énonciateur présidentiel signifie cette relation privilégiée de représentation à travers un engagement personnel, comme le démontre l'acte de parole suivant : « j'assume cette responsabilité [la présidence] avec humilité, au nom du peuple équatorien » (Correa, 2008 : 1). Le discours présidentiel élabore un schème de légitimation fondé sur la réalisation d'un mandat populaire clair, un « mandat sacré » (2008 : 7); ce principe est d'ailleurs signifié comme étant une leçon « apprise et adoptée par la Révolution citoyenne » (2008 : 2). Il est donc crucial pour le discours de réitérer fréquemment l'appui électoral que continue d'obtenir son projet politique : par

⁶⁸ Voir la section suivante, « L' « État intégral » dans le discours présidentiel ».

exemple, « la consultation populaire pour la confirmation de l'Assemblée [constituante], où le peuple a dit oui à l'avenir dans une majorité écrasante de 82% » (2008 : 2-3) et « nous avons cet impressionnant appui populaire envers la Révolution citoyenne » (2009 : 9). La captation de la légitimité de l'Assemblée constituante est évidente dans cet extrait : « le gouvernement et l'Assemblée sont des instances différentes, mais des parties d'un même projet » (2008 : 6). Cette position qu'occupe le discours présidentiel lui permet par la suite de signifier par l'hyperbole que « ce ne fut pas le gouvernement qui triompha dans la consultation, ce fut tout un peuple qui décida du changement » (2008 : 3).

On remarque alors un glissement de sens qui assimile le changement politique entamé par la Révolution citoyenne à un mouvement de tout le pays et de tous les Équatoriens. La direction donnée par le gouvernement est énoncée dans les termes de « projet véritablement national » (2008 : 4) qui réunit des appuis « sur la Côte, dans les Andes, en Amazonie, dans la région insulaire et chez les immigrants » (2010 : 1). Mais plus encore, la révolution doit nécessairement englober toute la société ; ceci s'articule dans le discours à partir du concept d' « État intégral » emprunté à Gramsci⁶⁹ (2010 : 2). En effet, la conception gramscienne permet au discours présidentiel de formuler une opposition entre l'ancien « État bourgeois » qui « privilégiait » un petit nombre et un État nouveau qui servirait plutôt le « bien commun » et « la grande majorité » des gens (*id.*). Selon cette conception, l'on doit rechercher un « État où il y a une correspondance entre la société civile [...] les classes sociales et leur représentation politique étatique » (*id.*). On constate là un cadrage de la représentation des secteurs sociaux essentiellement en termes de rapports avec l'État, et non d'autonomie, par exemple. Le discours pose ensuite un jugement positif sur l'atteinte de cet objectif (la modalité appréciative « nous avons beaucoup avancé sur cet aspect ») en se

⁶⁹ Il s'agit dans le texte de rapport indirect de propos attribués à Antonio Gramsci.

basant autant sur « la Constitution » nouvellement adoptée que sur les « victoires électorales successives » (2010 : 2-3). En conséquence, l'on en vient à énoncer que si tous sont avec la patrie révolutionnaire, alors on ne peut s'opposer légitimement à elle (« contra la Patria, nada ») (2008 : 3); ceci implique que toute contestation du projet politique populaire viserait la « déstabilisation » (2009 : 9).

La subversion du discours du mouvement autochtone sur la question de la représentation populaire et de la démocratie dans le discours présidentiel est un exemple probant du procédé hégémonique qui vient d'être examiné. Dans l'extrait qui suit, le discours présidentiel marque sa relation polémique avec le discours de la CONAIE en misant sur une mise en opposition d'une majorité représentée par le gouvernement et d'une minorité dans les organisations autochtones :

« Ça, c'est la vraie démocratie. Ce n'est pas de parler au nom de tous si on ne représente personne, [...] de parler au nom d'organisations sociales comme si celles-ci étaient bonnes en soi, même si beaucoup d'entre elles ne représentent rien ni personne, si ce n'est les fixations et les sectarismes de leurs quatre ou cinq membres. Le pire préjudice que l'on peut infliger à la véritable gauche et aux vrais révolutionnaires de notre pays, c'est de leur parler avec des mythes et non avec la vérité; le pire préjudice, c'est de perdre le sens commun. À nos frères indigènes : ne tombez pas dans le piège de dirigeants irresponsables qui, avec leurs positions intransigeantes, font du mal précisément à ceux qu'ils veulent prétendument aider. Malheureusement, l'un des quatre principaux mouvements indigènes, qui est de plus en plus isolé à cause des erreurs de ses dirigeants et qui n'est maintenu que par des appuis étrangers de gens qui n'ont rien à perdre, a fait un appel à un soulèvement indigène. » (Correa, 2009 : 6-7)

Dans cet extrait, on peut d'abord soulever des récurrences de la modalité appréciative « véritable » qui pose un jugement sur l'intégrité de la vocation démocratique et révolutionnaire du gouvernement par contraste à celle de l'énonciateur autochtone dont on souligne l'hypocrisie et la duplicité (tel que marqués par la négation « pas de parler au nom de tous si on ne représente personne » et l'assertion « parler avec des mythes et non avec la vérité »). La présupposition d'illégitimité des organisations autochtones est renforcée à travers d'autres modalisations appréciatives relatives à l'« intransigeance » et au

« sectarisme » ainsi que des assertions au sujet de la marginalité de la CONAIE (« de plus en plus isolé », « ses quatre ou cinq membres », « seulement par appuis étramgers »). Dans une autre marque explicite d'interdiscours, on conteste la conception véhiculée dans le discours du mouvement autochtone selon laquelle les organisations sociales peuvent revendiquer une légitimité parce qu'elles « seraient bonnes en soi ». Cet extrait démontre également une stratégie de captation en appelant directement les Autochtones à ne pas « tomber dans le piège de dirigeants » qui ne les représentent pas. Sur ce plan, le discours présidentiel opère notamment une captation-subversion de l'État plurinational. Ainsi, on énonce que le gouvernement opère le « sauvetage des valeurs, des cultures » des peuples autochtones (2009 : 3), alors que par contraste, la « plurinationalité » du discours autochtone est assimilée à une forme déguisée de « séparatisme » (2010 : 13).

Le discours présidentiel affirme enfin que la contestation sociale est potentiellement contraire au « bien commun », s'appuyant sur l'assertion que l'État représente les intérêts de la totalité de la société, telle que démontrée précédemment. Par exemple :

« Tous dans cette démocratie ont le droit de résister et de manifester. Cela est garanti par la Constitution que nous avons nous-mêmes mise de l'avant. Mais à qui peut-il venir à l'idée que cette résistance et cette protestation puissent aller à l'encontre du bien commun, à l'encontre de disposition explicites de la loi, en utilisant la violence, en portant atteinte aux droits des autres? » (Correa, 2009 : 7-8)

Dans cet extrait, la concession rhétorique que « tous [...] ont le droit de résister et de manifester » tel que « garanti par la Constitution » permet de condamner les actes de « violence » que l'on attribue notamment aux organisations autochtones à partir de cette même norme constitutionnelle. La qualification des moyens de pression des Autochtones dans le registre de la violence et du désordre social se retrouve aussi ailleurs. Par exemple, « ne pas chercher à imposer par la force ce qui a été perdu aux urnes » (2009 : 6). On insiste aussi sur le caractère inconséquent de ces actions de contestation par rapport aux

revendications démocratiques : « au nom de la démocratie et des droits humains, penser qu'on a carte blanche pour bloquer des routes, séquestrer des médecins, attaquer des policiers, brûler des ambulances » (*id.*).

En conclusion, les relations interdiscursives entre le discours du mouvement autochtone et le discours présidentiel équatorien sont considérablement différentes dans la période 2007-2010 comparée à la précédente. Alors qu'on aurait pu croire à une convergence entre les deux discours suite au projet commun énoncé durant les élections générales de 2006, on observe plutôt une rupture profonde et une intense lutte autour de la représentation légitime des Autochtones ainsi que des intérêts du pays. Tant au niveau du point nodal du bien-vivre que du point nodal de la représentation populaire, les frontières du système de sens de la « Révolution citoyenne » du gouvernement de Rafael Correa sont déstabilisées sous l'effet de constantes réactivations opérées par le discours du mouvement autochtone, dont les articulations contre-hégémoniques trouvent leur fondement dans le récent processus de refondation constitutionnelle et l'État plurinational.

Conclusion partielle sur le corpus équatorien

L'analyse comparative du discours du mouvement autochtone et du discours présidentiel en Équateur développée dans les derniers chapitres a permis d'établir un tableau des luttes pour le sens qui tissent le champ discursif du politique durant la période 2003-2010 et d'ainsi approfondir la nature des relations interdiscursives qui existent entre les deux discours principaux qui sont analysés dans cette thèse. Les transformations du champ politique furent étudiées sous le prisme des points nodaux ; c'est-à-dire la captation et la subversion de divers signifiants porteurs d'antagonismes dans les discours. La démonstration de la centralité de ces points nodaux fut essentielle dans le but de cerner la reconfiguration de l'identité énonciatrice autochtone. Quelques conclusions peuvent en être tirées relativement au processus de politisation.

Dans le discours autochtone durant cette période, le mouvement social est construit comme une force politique alternative au pouvoir politique institué. À cet égard, le mouvement autochtone s'inscrit dans une stratégie globale de changement politique ; il affirme sa place en tant qu'acteur légitime de la politique nationale et se dispute la représentation des Autochtones avec la formation hégémonique. En somme, il s'agit d'une nouvelle expression d'une subjectivité autochtone qui, à plusieurs niveaux, pose les termes de l'ordre politique. Dans un premier temps, face à la désinstitutionalisation qui suit le coup d'État de 2000 et s'intensifie vers la fin du mandat de Lucio Gutiérrez, le discours autochtone réunit les revendications contre le pouvoir politique institué et leur donne cohérence en les inscrivant sur un même horizon ouvert de représentation, c'est-à-dire le projet d'État plurinational. Il s'agit, suivant Laclau, d'un exemple probant d'articulation hégémonique (Laclau, 2000 : 29). Cet appel à réinstaurer le social se fonde sur une intelligibilité

nouvelle du politique, compris dans les termes de la lutte sociale ; pour y arriver, le discours forme une chaîne d'équivalences tout à fait imprévue entre les enjeux de la souveraineté des peuples et de la représentation populaire. Comme on l'a vu, l'investissement par le discours autochtone des deux points nodaux, souveraineté et représentation populaire, lui permet de signifier une rupture avec le modèle dominant par l'entremise de la construction d'oppositions, notamment entre l'autodétermination et le néolibéralisme ainsi qu'entre l'autonomie de la société et la stabilité politique associée à la « partitocratie ». En outre, la formulation de cette alternative politique prend appui sur les principes des peuples autochtones et la légitimité que lui confère un positionnement historique de confrontation entre le mouvement autochtone et le pouvoir hégémonique.

Dans un deuxième temps, suite à l'élection de Rafael Correa en 2006 et la tenue de l'Assemblée constituante de 2008, le discours autochtone et le discours présidentiel tissent des rapports explicitement polémiques autour du récit des événements politiques récents. En effet, on retrouve dans le discours présidentiel des marques d'interdiscours témoignant d'un changement de registre révélateur : la signification du discours autochtone, et non plus le discours de la droite, en tant que cet Autre qui menace la révolution populaire par la subversion. On constate alors une intensification des luttes pour la légitimité à parler au nom des populations autochtones et à représenter la totalité de la société. Il est d'autant plus crucial pour le mouvement autochtone de construire son autonomie par rapport au gouvernement que ce dernier est initialement perçu comme favorable aux peuples autochtones et aux revendications traditionnelles, par exemple en ce qui a trait à la protection de l'Amazonie. Le travail d'analyse des points nodaux met en lumière une double contestation de la position du gouvernement de Rafael Correa par l'entremise de la resignification du principe constitutionnel et autochtone du bien-vivre ainsi que la critique de

la « Révolution citoyenne » de Correa en tant que politique d'émancipation. En somme, le discours autochtone est l'expression d'une parole souveraine qui affirme une prise de responsabilité sur l'action politique, et non en réaction du discours gouvernemental. En fait, les frontières de la formation hégémonique sont fortement ébranlées par les réactivations constantes de la part du discours autochtone.

Le chapitre qui suit discutera des points de comparaison entre les cas mexicain et équatorien et de l'interprétation de ces résultats en lien avec les observations faites au chapitre 1 sur l'état de la littérature sur la politisation des mouvements sociaux autochtones.

Chapitre 7

Discussion des résultats et conclusion générale

Dans ce dernier chapitre, on reviendra tout d'abord sur les points importants de l'analyse des cas mexicain et équatorien dans une perspective comparée. Cela permettra d'approfondir les similitudes et les différences existant entre les formes de politisation des deux mouvements autochtones, d'une part, et d'évaluer le caractère instituant des luttes pour le sens qui subvertissent la formation hégémonique, d'autre part. On sera ainsi en mesure de répondre à la question de recherche formulée au chapitre 2 et de vérifier l'hypothèse proposée à ce même chapitre. Ensuite, on exposera les implications de ces résultats quant à l'étude de la politisation autochtone. Il sera alors question de la portée de la thèse par rapport à la littérature scientifique existante et de la pertinence d'un cadre théorique de la subjectivation politique. En conclusion de ce chapitre final, on explorera les limites de cette démarche ainsi que les perspectives pour de futures recherches.

7.1 Discussion comparée des résultats

Avant toute chose, l'analyse comparée des relations interdiscursives entre les discours des mouvements autochtones et les discours présidentiels du Mexique et d'Équateur doit être replacée dans le contexte de la problématique développée en début de thèse, soit le processus par lequel des populations marginalisées instituent une voix légitime dans le champ politique. Celle-ci avait donné forme à la question de recherche suivante :

Comment s'inscrivent les formes de politisation de mouvements autochtones tels l'EZLN et la CONAIE dans le champ politique ? Quelles relations entretiennent-elles avec les formes du politique institué ; opèrent-elles une transformation du champ ?

Pour y répondre, on fit appel à un cadre d'analyse de discours rendant compte des termes spécifiques de la politisation tout en ne présupposant pas du type ou des caractéristiques des mouvements autochtones, de leur forme d'organisation ou d'identification politique. Il en résulta un tableau des positionnements adverses et des différentes opérations discursives qui caractérisent les luttes pour le sens dans les discours politiques choisis de chacune des périodes historiques étudiées, dans chacun de ces cas nationaux. Comme manifestation du dialogisme inhérent à toute prise de parole, l'interdiscours apparut fondamental pour la compréhension de « l'altérité » qui traverse tout processus de formation d'une identité discursive (Maingueneau, 1991 : 153). Il fut donc crucial pour cette étude de s'attarder à la récurrence, la captation et la subversion de signifiants surinvestis de sens par les deux discours. Bref, cela permit de retracer comment les relations de pouvoir se sont jouées entre les discours autochtones et présidentiels. Dans les pages qui suivent, on cherchera à expliciter, de façon plus générale, quelles en sont les conséquences sur l'institution de prises de parole légitimes ainsi que le potentiel de transformation du champ politique. Les quatre axes de recherche évoqués à la fin du chapitre 2 seront repris dans le but de diriger la discussion comparative des résultats.

Quels éléments discursifs structurent l'intervention des mouvements autochtones dans le champ politique latino-américain?

L'analyse des changements discursifs sur les scènes politiques du Mexique et de l'Équateur a mis en lumière la construction intersubjective de l'identité des mouvements autochtones. Le discours autochtone imagine sa place (Lucero, 2008 : 78-9); et cette réflexion est elle-même façonnée par le contexte de la prise de parole, la place d'où on parle, et les contraintes qui existent autour d'elle. Les diverses manières de s'exprimer, de valider et de prendre en charge son dire correspondent à autant de

marques de subjectivité propres au discours, par lesquelles celui-ci énonce sa singularité et offre une interprétation de la société et des rapports que les individus et les groupes sociaux entretiennent entre eux. On observe ainsi que l'intervention des mouvements autochtones, EZLN et CONAIE, dans le champ politique est principalement structurée par deux grandes orientations discursives, soit la restitution de la légitimité de la parole autochtone et la re-saisie du politique par le bas.

En premier lieu, on a vu que le discours autochtone construit un espace d'autonomie pour une parole autochtone contestataire. Par là, on refuse la marginalité ou la subordination imposée par la formation hégémonique. C'est par exemple le cas du discours zapatiste lorsqu'il cadre le contexte du soulèvement bien au-delà du « problème » local du Chiapas, opposant les promesses de l'ALÉNA à la réalité précaire « oubliée » des Autochtones du Mexique. Les deux mouvements mettent également de l'avant une narrativité autochtone qui postule, d'une part, la place historique des peuples sur le continent ainsi que leur exclusion systématique et, d'autre part, la validité et l'importance des connaissances et du savoir-faire autochtones pour l'avenir de la nation/des nationalités. Cette opération discursive va cependant plus loin que de seulement créer un interlocuteur autochtone au gouvernement. Les positions de l'EZLN et de la CONAIE remettent en question les modèles de représentation traditionnels mêmes des sociétés latino-américaines; qui doit parler en politique, et pour qui peuvent-ils parler. Leurs discours énoncent l'autonomie *nécessaire* de la (des) voix de la société par rapport à celle des élites; car, c'est en même temps la figure de la société elle-même et que la pluralité d'identités qui la constitue qui sont soit effacées, soit subverties par la formation hégémonique. Suivant ce constat, les mouvements autochtones cherchent à instaurer un dialogue sociétal pour mettre fin aux privilèges

de l'oligarchie, mais également à marquer leur proximité avec la société civile et le peuple ainsi que leur représentativité des peuples autochtones; donc la revendication d'une parole proprement populaire.

En second lieu, la singularité du discours autochtone se retrouve dans l'opération de prise en charge de la chose politique par le plus grand nombre. Le discours évoque en effet une nouvelle intelligibilité politique qui découle naturellement de la proposition précédente sur la participation de tous les secteurs de la société à la politique et la revalorisation du savoir autochtone. Plus que de simplement prendre en compte la multitude dans l'ordre politique, la conception autochtone prescrit le renforcement des capacités critiques et organisationnelles de la société civile comme des peuples autochtones. Le changement radical que cela suppose est signifié dans les termes d'une relation polémique très marquée avec la formation hégémonique; l'ordre existant apparaît alors complètement à réinventer, par exemple dans le projet de « reconstruction nationale » de l'EZLN et celui d' « État plurinational » de la CONAIE. La culture politique est également appelée à se renouveler de façon à satisfaire à des exigences éthiques, notamment en ce qui concerne l'imputabilité des élus envers la population et le racisme systématique auquel font face les Autochtones et autres marginalisés. En outre, les articulations autochtones jouent avec les significations dominantes et produisent de la sorte une expression originale du politique qui émane du bas. Par exemple, on a vu que les enjeux de la souveraineté et de l'autonomie autochtone en Équateur ont été attachés de façon tout à fait contingente à la défense de la vie, de la « terre-mère » et de l'environnement dans le discours de la CONAIE, puis dans la nouvelle Constitution de 2008. Le discours zapatiste, lui, a articulé enjeux de reconnaissances et droits fondamentaux de façon à

signifier l'impossibilité de vivre dignement lorsque confronté à la domination et à l'ingérence. Ces articulations ont été rendues possibles par des stratégies discursives de captation-subversion dont il sera plus amplement question dans la prochaine section.

En quoi les événements d'énonciation autochtone trouvent correspondance ou non dans la contestation globale du système politique et donc des frontières de celui-ci?

Suivant Ernesto Laclau et Chantal Mouffe, on retient que les frontières du politique désignent la clôture d'un système de sens hégémonique, donc un système de différences à caractère totalisant condensant le sens autour de certains points nodaux (2001 : 143). Ainsi, on peut déterminer que le déplacement de ces frontières – tous changements dans les interprétations de ce qui est politique et de ce qui est extérieur au politique dans une société donnée – requiert de nouvelles articulations de sens (Corten, 2006 : 22). Poser la question de la contestation autochtone revient à cerner le potentiel de subversion du pouvoir politique institué par le discours autochtone. En fait, ce potentiel se trouve dans la « négation de la négation », c'est-à-dire la remise en question de la prétention de *totalité* de la formation hégémonique à partir de positions marginalisées, ainsi que la représentation d'un autre possible, qui n'est autre qu'une nouvelle forme d'expression du « manque » et de la volonté de *faire société* (Laclau, 2000 : 27-9). Cette étude a relevé divers exemples de changements discursifs que l'on appréhende à travers une multiplication des luttes pour le sens au sein du champ politique. Le discours zapatiste, par exemple, rend visible les frontières autoritaires de la transition démocratique au Mexique en subvertissant simultanément la légalité du pouvoir étatique et le caractère inclusif du projet démocratique du PRI. De plus, en

mobilisant un répertoire de la « libération nationale », l'EZLN mine les prétentions de défense de « l'unité nationale » et de la « souveraineté nationale » du gouvernement et révèle des lignes existantes de fracture socioéconomique, réfutant les accusations de fractionnement social habituellement dirigées contre le mouvement autochtone. Le discours zapatiste pose en conséquence les termes d'un nouveau pacte national inclusif et d'une « véritable transition démocratique » qui dépassent le cadre des changements institutionnels proposés par le gouvernement, comme les réformes du fédéralisme et de la loi électorale. En Équateur, le mouvement autochtone inscrit son action dans une stratégie de changement politique global. En opposant la stabilité politique d'une « oligarchie » corrompue aux impératifs du changement social, le discours autochtone est en mesure de subvertir complètement les termes du débat politique et de fonder les bases d'un « gouvernement populaire » pour pallier aux lacunes du gouvernement « officiel », menant éventuellement à la chute du président Gutiérrez et à la mise sur pieds d'une Assemblée constituante. Ensuite, le mouvement autochtone équatorien ne renonce à aucun champ d'intervention. Par exemple, la resignification du bien-vivre dans le discours autochtone en opposition à son utilisation stricte dans le discours de Rafael Correa légitime l'intervention du mouvement autochtone sur le sujet des politiques minières, environnementales, de l'eau, etc.

En plus de proposer une contestation radicale et multidimensionnelle du pouvoir politique institué, les discours autochtones sont en mesure d'incorporer d'autres sources d'oppositions provenant de la société et de constituer un front commun avec celles-ci. En faisant en quelque sorte « corps » de cette opposition contre un régime oppressif, un discours donne cohérence à un ensemble de luttes jugées équivalentes, offrant la possibilité d'une nouvelle expression « universelle » les

unissant (Laclau, 2000 : 27-9). Ainsi, la CONAIE est devenu l'élément fédérateur des groupes d'opposition à Lucio Gutiérrez en 2005, comme le montre la centralité de son organisation au sein de l'alliance sociale et sa capacité à mobiliser la population. De plus, le projet d'État plurinational est élaboré de manière à accommoder toutes les nationalités, les peuples et les minorités d'Équateur tout en étant basé sur des conceptions autochtones. Au Mexique, l'EZLN parvient par des consultations populaires et des sommets à réunir pour la première fois (à cette échelle) des représentants de divers secteurs sociaux et de plusieurs tendances de la gauche. De plus, le mouvement zapatiste vise explicitement à « élargir le monde » par l'entremise de la tactique de la « résistance globale » au néolibéralisme et la mise en équivalence de leur lutte avec celle d'autres groupes marginalisés (femmes, ouvriers, noirs, etc.) au Mexique et à travers la planète.

Le processus de politisation se traduit-il de la même façon dans les deux mouvements autochtones étudiés?

La question de la politisation permet de mettre en perspective des modes distincts de représentation qui, selon la définition qu'en donne Lucero, correspondent à autant de manières contingentes de lier des groupes à une communauté politique plus grande (Lucero, 2008 : 18-21). Comment, par exemple, évaluer en quoi les revendications politiques des mouvements autochtones découlent des luttes pour le sens et comment ces dernières sont à leur tour façonnées par le contexte institutionnel et symbolique où elles se jouent? Quel est le poids de la fermeture du système politique mexicain et de la guerre de basse intensité livrée par le gouvernement du PRI aux « insurgés » sur le processus de politisation des enjeux autochtones, comparé à celui du modèle relativement plus ouvert et plus favorable à l'autonomie des organisations autochtones

de l'Équateur? Les résultats de l'analyse des points nodaux et des répertoires utilisés par chacun des mouvements étudiés nous offrent des pistes de réflexion à ce sujet.

À prime abord, on observe que le point nodal de la souveraineté est central aussi bien dans le cas mexicain que le cas équatorien. D'une part, l'EZLN et la CONAIE cadrent toutes les deux leur action dans le contexte de la lutte pour l'autodétermination des peuples autochtones, en se basant notamment sur le droit international, mais aussi sur des principes constitutionnels nationaux tels la « plurinationalité » et le respect de la « volonté populaire ». D'autre part, cette lutte est transportée au plan de la critique du modèle hégémonique « néolibéral » et de la perte de souveraineté nationale tributaire des traités économiques internationaux et des privatisations massives. Par contraste, le discours autochtone prescrit le renforcement de l'unité nationale et le développement social à travers le principe « d'unité dans la diversité ». Les mouvements autochtones produisent ainsi une synthèse de divers courants de lutte pour la souveraineté, liant les pratiques de résistance des autochtones et d'autres populations marginalisées dans les termes d'une politique émancipatrice. Le discours zapatiste va encore plus loin en plaçant l'enjeu de la reconnaissance et de la préservation des différences au premier plan dans l'objectif de contrer « l'homogénéisation » et la « destruction » des particularités nationales sous l'effet de la globalisation; du coup, l'EZLN opère un changement de registre en délaissant jusqu'à un certain point la lutte politique nationale pour s'enligner sur les réseaux internationaux de lutte au néolibéralisme.

Malgré la mobilisation d'un répertoire similaire pour revendiquer la souveraineté de leurs peuples, les processus de politisation des deux mouvements autochtones présentent plusieurs différences. Dans le cas de l'EZLN, le registre du

nationalisme est beaucoup plus présent dans le discours que dans le cas du mouvement équatorien. Comme on l'a vu, la mise en équivalence du gouvernement mexicain avec les ennemis historiques de la nation ainsi que la signification de l'insurrection zapatiste en tant que « guerre de libération nationale » porteuse d'une opposition entre deux « projets nationaux » sont essentiels à l'identité politique de l'EZLN. De plus, face à un système politique perçu comme bloqué à toute contestation sociale et populaire, les Zapatistes cherchent principalement à « rendre visible » la souffrance et l'exclusion et à dévoiler les dimensions « cachées » de la domination. Par contraste, la CONAIE possède déjà, en 2003, une certaine légitimité comme acteur de la vie politique locale et nationale ainsi que comme organe de représentation des peuples autochtones, évoluant dans un contexte où le concept de « pluriethnicité » est plus largement accepté suite à son inclusion dans la Constitution. En Équateur, d'ailleurs, les enjeux autochtones ont la particularité d'avoir été cadrés en bonne partie dans le registre avancé par le mouvement social, tel qu'illustré par les luttes pour le sens du « *buen vivir* » après 2006. Van Cott fait bien de mentionner que les processus de décentralisation et de libéralisation politique entamés dans les années 1980 par le gouvernement équatorien ont favorisé l'investissement des institutions traditionnelles par le mouvement autochtone (2008 : 35); il est néanmoins essentiel de rappeler le profond scepticisme du discours autochtone envers ces institutions et ce, malgré la présence de Pachakutik au Congrès.

Les discours des deux mouvements autochtones recèlent également des approches différentes envers la démocratie et la participation politique. Ils se rejoignent certainement sur certains éléments : représentation accrue des Autochtones, démocratie « sociale », rejet des partis politiques traditionnels, etc. Cependant, le

contexte de la « transition démocratique » au Mexique explique l'accent mis dans le discours zapatiste sur la dénonciation de l'autoritarisme et la remise en question de la portée de la réforme électorale du PRI, par l'entremise de l'investissement du point nodal de la démocratie. En revanche, le discours du mouvement autochtone équatorien laisse croire que l'attachement à la démocratie n'est pas tant en jeu dans le discours. Plutôt, la permanence du point nodal de la représentation populaire dans les luttes pour le sens en Équateur nous indique que le processus de politisation s'y est davantage accolé à la figure du peuple comme élément de légitimation d'un projet de gouvernement (ou de gouvernance) alternatif. L'analyse a démontré qu'il est essentiel pour la CONAIE de marquer son autonomie par rapport au pouvoir institué et de s'insérer là où le gouvernement est jugé défaillant (par exemple, le débat sur la loi minière), signifiant par là la participation active des Autochtones à la vie démocratique et à l'organisation de la société.

Quelle place les discours présidentiels accordent-ils aux Autochtones, soit en tant que co-énonciateurs, soit en tant qu'objet du discours?

Autant dans le discours présidentiel mexicain qu'équatorien, on privilégie très peu les Autochtones; ceux-ci sont rarement mis en scène en tant que protagonistes de la politique nationale ou en tant que sujets de leur propre histoire. Les discours présidentiels se voient néanmoins dans l'obligation de réagir à la contestation des mouvements autochtones en captant leur légitimité, en resignifiant des éléments de leurs discours dans leur propre système de sens ou en traitant leurs revendications séparément des enjeux nationaux, en tant qu'artéfacts culturels. Dans le cas du Mexique, l'insurrection de l'EZLN a été perçue dès ses débuts comme une menace à l'unité nationale par le président Zedillo. En conséquence, l'intégration des

Autochtones à la vie politique mexicaine a été évoquée seulement par ce dernier dans le contexte du fédéralisme renouvelé, pour satisfaire les impératifs d'unité et de consensus social et politique. De plus, face à la radicalité de l'évènement d'énonciation zapatiste, le discours présidentiel a dû procéder à une resignification du mouvement autochtone dans le registre de la violence extrapolitique, malgré la tenue parallèle de négociations de paix avec l'EZLN. La situation a changé de manière significative suite à l'élection de Vicente Fox du PAN en 2000; la nécessité pour le nouveau président, interpellé par l'EZLN, de marquer une rupture avec la gestion du conflit autochtone par son prédécesseur a exigé du discours présidentiel mexicain une redéfinition de la place des Autochtones dans le projet politique dominant. Le discours de Fox remet en scène la société civile. Il s'engage également envers le « développement » des populations autochtones par le prisme de l'« investissement », bloquant du même coup l'interprétation de l'autonomie et des droits multiculturels dans les termes de l'intégration au marché et évacuant l'aspect politique plus large de la question. L'analyse démontre finalement que le mouvement zapatiste a rapidement perdu son rôle influent au niveau national après 2001, alors que la principale menace de subversion au discours de Fox réside dans la contestation des partis de gauche, principalement le PRD.

Le cas de l'Équateur nous offre un portrait très différent des rapports entre le discours dominant et les peuples autochtones. Le discours du président Gutiérrez, par exemple, intègre les Autochtones au même titre que d'autres tranches défavorisées de la population équatorienne, soit par l'entremise de projets de développement économique par le haut. La légitimation du discours présidentiel se construit en fonction d'un appel au peuple, à la collaboration entre le gouvernement et la société,

sans toutefois de conception substantielle de la participation des Autochtones à la politique ou de leur autonomie. Le discours de Palacio (2007) s'efforce pour sa part de capter la légitimité du mouvement autochtone et d'en reprendre certains éléments, notamment au plan de la défense du patrimoine naturel, mais il n'arrive pas à se sédimenter face aux réactivations constantes du discours autochtone, c'est-à-dire à dissimuler les traces du pouvoir hégémonique qui mène à un ordre des choses tenu comme objectif (Laclau, 1990 : 35). Par contraste, le président Correa est largement perçu comme favorable aux revendications autochtones; son élection est partiellement redevable au soutien des organisations autochtones et il s'est engagé tôt dans son mandat à protéger un grand territoire de l'Amazonie. En conséquence, la période 2007-2010 est caractérisée par d'intenses luttes pour la représentation légitime des Autochtones. Les marques de polémique très assumées dans le discours de Correa témoignent de la menace de subversion issue du discours du mouvement autochtone. On peut donc affirmer que les Autochtones occupent une place tout à fait inusitée dans le discours présidentiel de cette période comparé aux autres discours étudiés, alors que le mouvement autochtone est signifié en tant qu'élément subversif du projet révolutionnaire de Correa.

Confirmation ou infirmation de l'hypothèse

Il est maintenant possible de vérifier la pertinence de l'hypothèse proposée au chapitre 2, soit:

La politisation autochtone s'inscrit dans des relations dialogiques et conflictuelles avec le politique institué qui impliquent des luttes pour le sens contingentes débouchant sur le déplacement des limites du champ politique.

Cette hypothèse apparaît confirmée par les résultats de l'étude comparative. En effet, l'analyse de discours a bel et bien été en mesure de restituer la complexité et la centralité des luttes pour le sens se jouant dans le champ politique entre les discours des mouvements autochtones (EZLN et CONAIE) et les discours gouvernementaux du Mexique et de l'Équateur. Les intenses et multiples relations interdiscursives trouvées révèlent que les premiers ont une présence marquée dans les seconds (et vice-versa) et que c'est précisément ce rapport dialogique qui permet d'illustrer la portée de l'évènement énonciatif autochtone.

De plus, loin d'être en réaction au discours dominant, les discours autochtones prennent activement part à la contestation et la transformation des frontières du politique (Laclau, 2006), c'est-à-dire ce qui est considéré politique et qui peut parler en politique dans une société donnée. Ces relations évoluent alors que les discours se captent et se subvertissent; que certains s'imposent comme garants de l'ordre et du consensus social ou que d'autres parviennent à constituer une vision alternative à ce même ordre. Dans le cas de l'EZLN, le mouvement autochtone a débouché sur un autre champ « global » de résistance au néolibéralisme; or, il n'a pas pour autant délaissé le politique, en liant notamment les espaces globaux et locaux dans un même projet alternatif. Il est donc possible d'appréhender l'accès au politique des mouvements autochtones par l'entremise de l'institution d'une prise de parole autochtone légitime, d'une part, et de la contestation du pouvoir politique institué à travers la multiplication des luttes pour le sens, d'autre part.

7.2 Retour sur la littérature et portée de la thèse

Quelles sont les implications de ces résultats pour l'étude du « réveil indien » tel qu'observé à travers le continent latino-américain? Comment cette recherche s'imbrique-t-elle dans la littérature existante sur le sujet? On a établi au chapitre 1 que la littérature offre

plusieurs interprétations quant à la problématique de l'irruption des mouvements autochtones sur la scène politique d'Amérique latine dans les dernières décennies du XX^e siècle. Elle recèle de facteurs explicatifs principalement structurels et conjoncturels en lien avec les failles historiques de l'intégration étatique des populations autochtones et les opportunités de redéfinition et de recadrage de la contestation sociale dans le double contexte de la mondialisation et de la démocratisation. Ces approches ont contribué à situer une rupture profonde dans les mécanismes d'identification politique dans la région, mais elles laissent les analystes sur leur faim lorsque vient le moment de cerner exactement le processus d'inscription politique de ces nouveaux mouvements sociaux. L'approche des politiques culturelles utilisée entre autres par Andolina (2003) et Stephen (1997) comble en partie ce manque en intégrant le cadre de compréhension des mouvements autochtones à leur analyse sans préconceptions sur les formes de politisation autochtone. Cependant, il y a eu, somme toute, peu de tentatives de démontrer spécifiquement le mode de construction discursive de la représentation des enjeux autochtones et des « *Indiens* » eux-mêmes en politique.

Tenir compte de l'expression distincte des voix autochtones

L'apport premier de cette thèse réside donc dans le projet de repérer, d'analyser et enfin de comparer les processus de politisation autochtone par la voie des discours. Plus que de simples jeux de langage rhétoriques ou stratégiques, les luttes discursives mises en évidence dans ce travail ont été démontrées dans leur caractère instituant; leur utilité fondamentale à l'étude du politique a été l'objet de discussions tout au long de la thèse. L'analyse des corpus autochtones et présidentiels a servi à restituer l'importance de considérer la construction intersubjective des enjeux politiques et de la représentation politique de populations marginalisées. On a pu y relever la richesse et la portée de

l'expression distinctive d'une voie politique autochtone. Elle a ainsi confirmé l'intuition de Lucero selon laquelle la représentation ne s'arrête pas à un filtre culturel et institutionnel par lequel l'État catégorise les Autochtones, mais correspond plutôt au processus construit de politisation d'idées et d'identités qui façonnent les « relations liant les individus et la communauté politique » (Lucero, 2008 : 22-3). De plus, prenant en compte la réception, la captation et la subversion du discours autochtone par le discours gouvernemental, notre analyse a rendu visible la centralité et parfois l'intensité des rapports de pouvoir qui se tissent autour des rapports entre Autochtones et État. L'évacuation, au départ, des notions pouvant essentialiser les nouveaux mouvements autochtones – en tant qu'objet « autochtone » prédéfini de la science politique, dans des termes de classe sociale, ethniques, etc. – a laissé totalement ouverte l'interprétation des visées politiques du discours (reconnaissance culturelle, politique de libération nationale ou lutte pour le pouvoir étatique par exemple). D'ailleurs, il est important de souligner que les résultats de l'analyse ne permettent pas de cerner un rôle précis de l'« ethnicité » dans la politisation autochtone au Mexique et en Équateur, bien qu'en revanche ils éclairent certaines pistes quant à une (ou des) conception(s) de l'« autochtonie » (en lien avec l'appartenance à la terre, les pratiques communautaires et les ancêtres). L'autochtonie ne constitue pas pour autant un critère de discrimination politique ou d'exclusivité; il s'agit à prime abord de la revendication d'un particularisme dans l'optique de l'ouverture du système politique aux différences constitutives de sociétés pluriethniques ou plurinationales, mais cela nécessiterait des recherches plus poussées sur le sens donné par les acteurs à l'autochtonie.

Le sujet politique autochtone

Considérant cette interprétation des résultats de l'analyse discursive, on est effectivement en mesure de conceptualiser les mouvements du « réveil indien » latino-américain à partir du cadre de la subjectivation politique, tel que proposé au chapitre 2. Rappelons que la réflexion autour des pensées de Touraine, de Le Bot et de Laclau avait donné lieu à une définition du sujet politique comme mode d'être; un mode construit de résistance au pouvoir et d'extension du champ d'autonomie de l'individu et du groupe par l'action collective. La notion de « réactivation » chez Laclau, par laquelle la ré-institution du social sous d'autres principes devient possible et envisageable (Laclau, 1990 : 35), avait ensuite été retenue pour caractériser le processus politique de construction de l'expérience sociale (la politisation) au cœur de la subjectivation politique. Une synthèse de quatre grandes dimensions de la subjectivation politique avait finalement été ébauchée à partir du cadre théorique. On reprendra ici chacune de ces dimensions afin d'en vérifier la pertinence pour notre objet d'étude. La première concerne la lutte pour les orientations globales de la société. Cette lutte implique, selon Touraine, un champ autonome de conflit (1984 : 142). La visée politique des mouvements autochtones apparaît effectivement dépasser la seule représentation d'intérêts sectoriels; le mouvement social traduit plutôt les enjeux locaux et régionaux autochtones dans les termes du changement politique national et global. Cette dynamique de politisation entraîne à la fois un élément de prise de conscience de la potentialité de l'action collective et l'identification à des luttes à caractère universel, pour la souveraineté des peuples et la démocratisation par exemple. La deuxième dimension consiste en la prise en charge des acteurs par eux-mêmes. On retrouve cette dimension à travers l'acte de prise de parole politique. Pour les mouvements autochtones, il s'agissait de saisir un espace inoccupé dans le champ politique – une expression politique proprement autochtone – et de donner force à son expression en recadrant le contexte politique autour de cet

évènement d'énonciation, que ce soit la déclaration de guerre zapatiste ou les soulèvements autochtones en Équateur. Ces évènements ont tous autant contribué à créer de nouveaux espaces d'autonomie sociale. La troisième dimension de l'expression souveraine est la réappropriation de l'idéal et de la pratique politique. Cette dimension témoigne des implications sociopolitiques des antagonismes, comme le souligne Laclau lorsqu'il parle de l'impossibilité de faire entièrement société sans évacuer certaines de ses parties (2000 : 22). On a vu que l'« objet autochtone » ne peut être appréhendé *en soi*, et que le potentiel de politisation à partir du positionnement « autochtone » est entièrement contingent aux luttes pour le sens. Toutefois, notre analyse a mis en évidence comment ce sont précisément les différences et les diverses expressions de la subjectivité autochtone qui servent de base à la contestation radicale du pouvoir dominant. Les discours autochtones recèlent de nombreux exemples d'articulations novatrices du politique, en premier lieu l'« autre culture politique zapatiste » dont traitait déjà Le Bot (2009 : 93). La quatrième et dernière dimension est l'opposition marquée aux forces dites « dépolitisantes ». Celle-ci a possiblement la moins grande portée théorique du fait que les forces « dépolitisantes » ont une valeur très précises dans l'œuvre de Touraine, soit le marché, d'une part, et le traditionalisme, d'autre part (Touraine, 1995 : 21). Malgré tout, on retrouve partiellement cette idée dans les discours autochtones, particulièrement dans le cas de l'EZLN qui signifie sa résistance au « marché global » et à la « marchandisation » des cultures. De plus, il nous est possible de lier cette question à une problématique plus large du discours dominant et de sa prétention à la représentation de la société comme un système « fermé de différences », selon le concept de formation hégémonique développé par Laclau et Mouffe (2001 : 111, 125). Cela rejoint l'idée explorée tout au long de cette thèse selon laquelle la subjectivation passe notamment par la remise en question de l'objectivité du pouvoir et la contestation du consensus social. En

somme, la subjectivation politique consiste essentiellement à concevoir sa place et à évoquer de nouveaux possibles en politique, tel que les mouvements autochtones du Mexique et d'Équateur nous en donnent l'exemple.

7.3 Conclusion générale

Cette thèse avait pour objectif d'approfondir la réflexion derrière le « réveil indien » en Amérique latine de sorte à éclairer les notions pertinentes à l'étude des mouvements sociaux autochtones, de leur expression et de la portée de leur action politique. Pour ce faire, on s'est penché sur deux organisations autochtones, l'EZLN et la CONAIE, et donc deux cas nationaux ayant vécu d'importants changements politiques au cours des dernières années, soit la « transition démocratique » du pouvoir au Mexique en 2000 et le « virage à gauche » de Rafael Correa en Équateur en 2006. Partant des bases de la littérature sur la politisation autochtone dans ces deux pays, on a posé la nécessité d'interroger notre problématique, non comme un objet d'exception culturelle ou de conjonctures historiques, mais plutôt comme un ensemble de *pratiques d'énonciation* qui révèlent quelque chose sur la création de positions de *sujet politique*. Notre cadre de recherche, élaboré avec les pensées de Touraine, de Le Bot et de Laclau, visait l'appréhension du processus par lesquels des acteurs sociaux marginalisés établissent une voix légitime dans le champ politique, concurrente au discours de l'ordre hégémonique, et, plus largement, des luttes de sens qui sous-tendent la vie politique en Amérique latine. À cet égard, il fut judicieux de mobiliser une méthode d'analyse de discours qualitative basée sur la théorie de l'énonciation et la démonstration des relations interdiscursives par l'entremise des points nodaux (Doran, 2006). Cette méthode aura permis d'esquisser un tableau des positionnements adverses et des différentes opérations discursives menant à la constitution du sujet politique autochtone.

Limites

Bien qu'illustratifs de plusieurs mécanismes discursifs qui sont centraux aux modes de politisation autochtone, les résultats présentés ci-haut sont nécessairement partiels, limités à la fois par les moyens de la recherche et par l'orientation conceptuelle et méthodologique de cette dernière. D'abord, cette thèse n'a pas pour prétention de saisir les imaginaires autochtones ou même d'en faire une esquisse. Afin de restituer même partiellement le répertoire de l'imaginaire social⁷⁰, celui-ci doit émerger de récits, d'entretiens et d'observation de première main des pratiques sociales. En comparaison, l'analyse de discours politiques d'organisations autochtones donne seulement accès à une version très stabilisée du discours contestataire qui, tout en recelant des articulations autochtones, ne laisse pas voir la complexité, la subtilité et la fluidité des imaginaires. Le choix de seulement deux organisations a également restreint les interprétations possibles, considérant que le Mexique et l'Équateur recèlent une multiplicité de groupes autochtones s'inscrivant de manière bien distincte dans la communauté politique, parfois en concurrence entre eux pour la représentation des Autochtones auprès du gouvernement. De plus, en choisissant la période 2003-2010 pour l'Équateur, on a volontairement laissé de côté (faute d'espace) les premiers soulèvements autochtones des années 1990, qui font le récit de la prise de leadership de la CONAIE sur le mouvement autochtone national. On peut indiquer une autre limite de la recherche aux plans du nombre et du type de sources retenues pour chacun des corpus. En effet, on peut supposer qu'un travail de plus longue haleine sur la question permettrait de recenser une plus grande diversité de discours, d'une pluralité d'évènements et de lieux géographiques, par exemple les forums sociaux mondiaux. Au lieu de s'en remettre

⁷⁰ Au sujet de l'imaginaire en politique, voir notamment André Corten (dir.), 2008. *La violence dans l'imaginaire latino-américain*, Paris/Sainte-Foy : Karthala/Presses de l'Université du Québec.

seulement aux textes principaux et aux communiqués officiels, il serait aussi intéressant d'intégrer aux corpus des pièces de fiction et de poésie comme a écrites le sous-commandant Marcos, des slogans issus des manifestations populaires, etc.

Perspectives

L'approche développée dans cette thèse et ses résultats partiels offrent malgré tout plusieurs perspectives pour des recherches futures. Il s'agit principalement de pistes de réflexion vers des analyses plus spécifiques et plus détaillées sur la prise de parole et les pratiques politiques autochtones contemporaines. Ce travail pourrait également contribuer à un projet plus vaste de topographie discursive (Angenot, 2006) visant à révéler les luttes de sens, les relations de pouvoirs derrière les discours sur l'« *indien* » et les manières dont on les conteste. Cette contestation existe notamment chez des auteurs autochtones latino-américains dont la pensée mériterait d'être davantage considérée dans les cercles universitaires nord-américains afin de conceptualiser la subjectivation autochtone dans ses propres schèmes de compréhension. En recentrant la littérature sur la politisation autochtone autour de l'« empowerment » des populations marginalisées et de leur façon particulière de s'inscrire dans le champ politique, on rend visible de multiples mondes possibles ; des expériences alternatives inédites de la chose politique qui nous rappellent la créativité que recèle l'imaginaire social.

BIBLIOGRAPHIE

- AFP, 2010. « Équateur : retour à la normale au lendemain d'une rébellion policière », 10 août 2010, http://www.lepoint.fr/monde/equateur-retour-a-la-normale-au-lendemain-d-une-rebellion-policiere-02-10-2010-1244104_24.php, [consulté le 25 juillet 2012].
- ANDOLINA, Robert, 2003. « The Sovereign and its Shadow: Constituent Assembly and Indigenous Movement in Ecuador », *Journal of Latin American Studies*, vol. 35, pp. 721-50.
- ANGENOT, Marc, 2006. « Théorie du discours social », *COntEXTES* [En ligne], <http://contextes.revues.org/51>, [consulté le 23 septembre 2012].
- BARRERA GUARDEROS, Augusto, 2005. « Équateur: le mouvement indigène, entre le social et le politique », *Alternatives Sud*, vol. 12, no 2, pp. 155-167.
- BASCHET, Jérôme, 2004. « La lutte pour l'humanité et contre le néolibéralisme », *À bâbord!*, n° 3.
- BECKER, Marc, 2011. *Pachakutik : Indigenous Movements and Electoral Politics in Ecuador*, Lanham : Rowman & Littlefield Publishers.
- CASTILLO, Rosalva Aida Hernandez et traduction de Victoria J. Furio, 2006. « The Indigenous Movement in Mexico: Between Electoral Politics and Local Resistance », *Latin American Perspectives*, vol. 33, n° 2, pp. 115-31.
- COLLOREDO-MANSFELD, Rudi, 2009. *Fighting Like a Community : Andean Civil Society in an Era of Indian Uprisings*, Chicago et London : University of Chicago Press.
- Constitución política del Ecuador*, 2008. Consultable sur Internet, à l'adresse : http://www.asambleanacional.gov.ec/documentos/constitucion_de_bolsillo.pdf.
- CORTEN, André (éd.), avec la collaboration de Vanessa Molina et Julie Girard-Lemay, 2006. *Les frontières du politique en Amérique latine : imaginaires et émancipation*, Paris : Karthala.
- CORTEN, André (dir.), 2008. *La violence dans l'imaginaire latino-américain*, Paris/Sainte-Foy : Karthala/Presses de l'Université du Québec.
- DABÈNE, Olivier, 2008. « Introduction - Les élections contre la démocratie ? », dans *Amérique latine, les élections contre la démocratie ?*, Paris : Presses de Sciences Po, pp. 11-38.
- DIETZ, Gunther, 2004. « From *Indigenismo* to *Zapatismo*: The Struggle for a Multi-ethnic Mexican Society », dans POSTERO, Nancy Grey et Leon Zamosc (ed), *The Struggle for Indigenous Rights in Latin America*, Brighton; Portland : Sussex Academic Press, pp. 32-80.
- DOMÍNGUEZ, Jorge I et James A McCann, 1996. *Democratizing Mexico: public opinion and electoral choices*, Baltimore : Johns Hopkins University Press.
- DORAN, Marie-Christine, 2006. *Processus démocratiques et légitimité de la stabilité à la justice: le cas du Chili 1990-2005*, thèse de doctorat, Faculté de science politique et de droit, Université du Québec à Montréal.
- DUCROT, Oswald, 1984. *Le dire et le dit*, Paris : Minuit

- FINER, Matt et al., 2010. « Leaving the Oil Under the Amazon : Ecuador's Yasuni-ITT Initiative », *Biotropica*, vol. 42, n° 1, pp. 63-6.
- FOUCAULT, Michel, 1969. *L'archéologie du savoir*, Paris : Gallimard.
- GAUCHET, Marcel, 2002. *La démocratie contre elle-même*, Paris : Gallimard.
- GILBRETH, Chris et Gerardo Otero, 2001. « Democratization in Mexico: The Zapatista Uprising and Civil Society », *Latin American Perspectives*, vol. 28, n° 4, pp. 7-29.
- GREIMAS, Algirdas Julien, 1966. *Sémantique structurale : recherche et méthode*, Paris : Larousse.
- GROS, Christian, 2001. « Métissage et identité. La mosaïque des populations et les nouvelles demandes ethniques », *Pouvoirs*, vol. 3, n° 98, pp. 147-159.
- GUIMONT MARCEAU, Stéphane, 2006. « Le mouvement autochtone mexicain à l'heure du dixième anniversaire des Accords de San Andrés », *La Chronique des Amériques*, n° 10.
- HALE, Charles R., 1994. « Between Che Guevara and the Pachamama : Mestizos, Indians and identity politics in the anti-quicentenary campaign », *Critique of Anthropology*, vol. 14, n° 1, pp. 9-39.
- JAFFRELOT, Christophe (dir.), 2000. *Démocraties d'ailleurs*, Paris, Karthala.
- JOLY, Émilie E., 2006. « Les élections présidentielles mexicaines : parodie électorale ou tragédie démocratique? », *La Chronique des Amériques*, n° 26
- JUNG, Courtney, 2008. *The Moral Force of Indigenous Politics: Critical Liberalism and the Zapatistas*, Cambridge; New York : Cambridge University Press.
- LE BOT, Yvon, 2009. *La grande révolte indienne*, Paris : Robert Laffont.
- LE QUANG, Matthieu, 2008. « L'intégration de la plurinationalité dans la Constitution », CETRI, <http://www.cetri.be/spip.php?article617&lang=fr>, [consulté le 10 juillet 2012].
- LACLAU, Ernesto, 1990. *New Reflections on the Revolution of our Time*, London : Verso.
- 2000. *La guerre des identités: grammaire de l'émancipation*, Paris : La Découverte ; M.A.U.S.S.
- 2006. « Existe-t-il une clôture du politique? » dans CORTEN, André (éd.), *Les frontières du politique en Amérique latine : imaginaires et émancipation*, Paris : Éditions Karthala, pp. 47-55.
- LACLAU, Ernesto et Chantal Mouffe, 2001. *Hegemony and Socialist Strategy: Towards a Radical Democratic Politics*, London ; New York : Verso.
- LEFORT, Claude, 1986. *Essais sur le politique. XIX-XXXème siècle*, Paris : Seuil.
- LUCERO, José Antonio, 2008. *Struggles of Voice: The Politics of Indigenous Representation in the Andes*, Pittsburgh : University of Pittsburgh Press.

- MADRID, Raul L., 2005. « Indigenous Parties and Democracy in Latin America », *Latin American Politics and Society*, vol. 47, n° 4, pp. 161-79.
- MAINGUENEAU, Dominique, 1987, *Nouvelles tendances en analyse du discours*, Paris : Hachette.
- 1991. *L'analyse du discours : introduction aux lectures de l'archive*, Paris : Hachette.
- MASSAL, Julie, 2005. *Les mouvements indiens en Équateur : Mobilisations protestataires et démocratie*, Paris : Karthala ; Aix-en-Provence : Institut d'études politiques.
- MATTIACE, Shannan, 1997. « "Zapata Vive!": The EZLN, Indigenous Politics, and the Autonomy Movement in Mexico », *Journal of Latin American Anthropology*, vol. 3, n° 1, pp. 32-71.
- MIJESKI, Kenneth J. et Scott H. Beck, 2011. *Pachakutik and the Rise and Decline of the Ecuadorian Indigenous Movement*, Athens, OH : Ohio University Press.
- MORA, Mariana, 2007. « Zapatista Anticapitalist Politics and the "Other Campaign": Learning from the Struggle for Indigenous Rights and Autonomy », *Latin American Perspectives*, vol. 34, n° 2, pp. 64-77.
- MOUFFE, Chantal, 2000. *The Democratic Paradox*, London : Verso.
- MUNOZ, Alejandro Anaya, 2005. « The Emergence and Development of the Politics of Recognition of Cultural Diversity and Indigenous Peoples' Rights in Mexico: Chiapas and Oaxaca in Comparative Perspective », *Journal of Latin American Studies*, vol. 37, pp. 585-610.
- NASH, June, 1997. « The Fiesta of the World : The Zapatista Uprising and Radical Democracy in Mexico », *American Anthropologist*, New Series, vol. 99, n° 2, pp. 261-74.
- PÊCHEUX, Michel, 1975, *Les vérités de La Palice*, Paris : Ed. F. Maspéro.
- RIOUX, Claude, 2004. « Une décennie de guerre », *À bâbord!*, n° 3.
- RODRIGUEZ, Victoria E. et Peter M. Ward (Éd.), 1995. *Opposition Government in Mexico*, Albuquerque : University of New Mexico Press.
- ROUQUIÉ, Alain, 2007. « Un nouveau paysage politique en Amérique latine », *Études* 6, pp. 729-38.
- SANTANA, Roberto, 1992. *Les Indiens d'Équateur, citoyens dans l'ethnicité?*, Paris : Éditions du Centre national de la recherche scientifique.
- STAHLER-SHOLK, Richard, 2007. « Resisting Neoliberal Homogenization : The Zapatista Autonomy Movement », *Latin American Perspectives*, vol. 34, n° 2, pp. 48-63.
- STOLLE-McALLISTER, John, 2005. « What Does Democracy Look Like? Local Movements Challenge the Mexican Transition », *Latin American Perspectives*, vol. 32, n° 4, pp. 15-35.
- STAVENHAGEN, Rodolfo, 2000. « Indigenous Movements and Politics in Mexico and Latin America », dans COOK, Curtis et Juan D. Lindau (Éd.), *Aboriginal Rights and Self-Government:*

the Canadian and Mexican Experience in North American Perspective, Montréal : McGill-Queen's University Press, pp. 72-97.

STEPHEN, Lynn, 1997. « Redefined Nationalism in Building a Movement for Indigenous Autonomy in Southern Mexico », *Journal of Latin American Anthropology*, vol. 3, n° 1, pp. 72-101.

STEPHEN, Lynn et George A. Collier, 1997. « Reconfiguring Ethnicity, Identity and Citizenship in the Wake of the Zapatista Rebellion », *Journal of Latin American Anthropology*, vol. 3, n° 1, pp. 2-13.

SUMMERHILL, Stephen J. et John Alexander Williams, 2000. *Sinking Columbus: Contested History, Cultural Politics, and Mythmaking during the Quincentenary*, Gainesville: University Press of Florida.

SWORDS, Alicia C.S., 2007. « Neo-Zapatista Network Politics : Transforming Democracy and Development », *Latin American Perspectives*, vol. 34, n° 2, pp. 78-93.

TOURAINE, Alain, 1973. *Production de la société*, Paris : Seuil

----- 1984. *Le retour de l'acteur*, Paris : Fayard.

----- 1992. *Critique de la modernité*, Paris : Fayard.

----- 1995. « Formation du sujet », dans DUBET François et Michel Wieviorka, *Penser le sujet : autour d'Alain Touraine*, Paris : Fayard, pp. 21-46.

----- 2005. *Un nouveau paradigme : pour comprendre le monde d'aujourd'hui*, Paris : Fayard.

VAN COTT, Donna Lee, 2005. « We Are the Government: Pachakutik's Rapid Ascent to National Power », dans *From Movements to Parties in Latin America : The Evolution of Ethnic Politics*, Cambridge; New York : Cambridge University Press, pp. 99-139.

----- 2008. *Radical Democracy in the Andes*, New York : Cambridge University Press.

VANDEN, Harry E., 2007. « Social Movements, Hegemony, and New Forms of Resistance », *Latin American Perspectives*, vol. 34, n° 2, pp. 17-30.

YASHAR, Deborah J., 1999. « Democracy, Indigenous Movements, and the Postliberal Challenge in Latin America », *World Politics*, vol. 52, n° 1, pp. 76-104.

ZAMOSC, Leon, 2007. « The Indian Movement and Political Democracy in Ecuador », *Latin American Politics and Society*, vol. 49, n° 3, pp. 1-34.

ZUGMAN, Kara Ann, 2005. « Zapatismo and Urban Political Practice », *Latin American Perspectives*, vol. 32, n° 4, pp. 133-147.

ANNEXE A : PIÈCES DE CORPUS

Discours autochtones

Mexique

Commandante David, mars 2001. *Commandante David in the Congress of the Union*, Mexico, http://www.struggle.ws/mexico/ezln/2001/march/david_congress_mar28.html

Commandante Esther, mars 2001. *Commandante Esther in the Congress of the Union*, Mexico, http://www.struggle.ws/mexico/ezln/2001/march/esther_congress_mar28.html.

Commandante Tacho, mars 2001. *Commandante Tacho in the Congress of the Union*, Mexico, http://www.struggle.ws/mexico/ezln/2001/march/tacho_congress_mar28.html

Commandante Zebedeo, mars 2001. *Commandante Zebedeo in the Congress of the Union*, Mexico, http://www.struggle.ws/mexico/ezln/2001/march/zebedeo_congress_mar28.html.

EZLN, décembre 1993. *First Declaration of the Lacandon Jungle*.

EZLN, juin 1994. *Second Declaration of the Lacandon Jungle*.

EZLN, janvier 1995. *Third Declaration of the Lacandon Jungle*.

EZLN, janvier 1996. *Fourth Declaration of the Lacandon Jungle*.

EZLN, juillet 1998. *Fifth Declaration of the Lacandon Jungle*.

EZLN, juin 2005. *Sixth Declaration of the Lacandon Jungle*.

Équateur

2003-2005

ANP, communiqué du 4 avril 2005. *Resoluciones de la Asamblea Nacional de los Pueblos del Ecuador*, Quito, <http://www.llacta.org/organiz/coms/2005/com0108.htm>.

ANP, communiqué du 5 avril 2005. *Carta Abierta para la Asamblea de Quito*, Quito, <http://www.llacta.org/organiz/coms/2005/com0112.htm>.

ANP, communiqué du 8 avril 2005. *Convocatoria*, Quito, <http://www.llacta.org/organiz/coms/2005/com0119.htm>.

ANP, communiqué du 11 avril 2005. *¡Qué se vayan todos! ¡Para refundar el Ecuador!*, Quito, <http://www.llacta.org/organiz/coms/2005/com0131a.htm>.

CONAIE, 16 juin 2003. *Mandato de la I Cumbre de Las Nacionalidades, Pueblos y Autoridades Alternativas*, Quito, <http://www.llacta.org/organiz/coms/com310.htm>.

CONAIE, discours du 11 avril 2005. *Es urgente que el Relator Especial de la ONU para Derechos Indígenas realice una misión en Ecuador*, Genève, <http://www.llacta.org/organiz/coms/2005/com0138.htm>. (discours prononcé par le vice-président

de la CONAIE, Santiago de la Cruz, lors de la 61^e réunion de la Commission des droits de l'Homme de l'ONU)

CONAIE, communiqué du 20 avril 2005. *La Conaie frente a la coyuntura nacional*, Quito, <http://www.llacta.org/organiz/coms/2005/com0165.htm>.

CONAIE, communiqué du 3 juin 2005. *Oposición total a la firma del TLC*, Quito, <http://www.llacta.org/organiz/coms/2005/com0256.htm>.

CONAIE, communiqué du 7 septembre 2005. *La CONAIE por la Asamblea Constituyente, la expulsión de la OXY y la negativa al TLC*, Quito, <http://www.llacta.org/organiz/coms/2005/com0421.htm>.

CONAIE et al., communiqué du 31 mars 2005. *Manifiesto al país en rechazo al proyecto de Ley Orgánica de Racionalización Económica del Estado, o Ley Topo*, Quito, <http://www.llacta.org/organiz/coms/2005/com0099.htm>.

ECUANARI, communiqué du 17 avril 2005. *El movimiento indígena respalda las movilizaciones de Quito y exige la renuncia de todos los Diputados*, Quito, <http://www.llacta.org/organiz/coms/2005/com0149.htm>.

ECUANARI, communiqué du 21 avril 2005. *Cayó el mejor aliado de Bush: Lucio Gutiérrez*, Quito, <http://www.llacta.org/organiz/coms/2005/com0202.htm>.

MACAS, Luis, 12 janvier 2005. *Somos millones de hombres y mujeres ¡carajo! y nadie nos pisoteará*, Quito, <http://www.conaie.org/congresos-de-la-conaie/ii-congreso-ed-la-conaie/124-qsomos-millones-de-hombres-y-mujeres-icarajo-y-nadie-nos-pisotearaq->.
(discours d'investiture de la présidence de la CONAIE)

PACHAKUTIK, communiqué du 1^{er} avril 2005. *La Justicia secuestrada no puede perdonar a los delincuentes*, Quito, <http://www.llacta.org/organiz/coms/2005/com0103.htm>.

PACHAKUTIK, communiqué du 20 avril 2005. *Propuestas para reiniciar el trabajo democrático*, Quito, <http://www.llacta.org/organiz/coms/2005/com0169.htm>.

2006-2009

CONAIE, communiqué du 27 novembre 2006. *Carta Abierta al Ecuador y a nuestro Presidente Rafael Correa*, Quito, <http://www.llacta.org/organiz/coms/2006/com0576.htm>.

CONAIE, janvier 2008. *Resoluciones del III Congreso de la Conaie*, Santo Domingo de los Tsá'chilas, <http://www.conaie.org/congresos-de-la-conaie/iii-congreso-de-la-conaie/90-resoluciones-del-iii-congreso-de-las-nacionalidades-y-pueblos-del-ecuador->.

CONAIE, lettre du 11 mars 2008. *Demandas de los pueblos indígenas del Ecuador presentadas a la Presidencia de la Republica y a la Asamblea Constituyente*, Quito, <http://www.llacta.org/organiz/coms/2008/com0049.htm>.

CONAIE, communiqué du 12 janvier 2009. *La CONAIE a la opinión pública nacional e internacional*, Quito, <http://www.llacta.org/organiz/coms/2009/com0006.htm>.

CONAIE, résolutions du 9 septembre 2009. *Resoluciones de los Pueblos y Nacionalidades Indígenas del Ecuador: Convocatoria a la Movilización Nacional*, Quito, <http://www.llacta.org/organiz/coms/2009/com0053.html>.

CONAIE, communiqué du 28 septembre 2009. *Los 10 pecados capitales en la propuesta de Ley de Aguas del Gobierno*, Quito, <http://www.llacta.org/organiz/coms/2009/com0067.html>.

CONAIE, communiqué du 1er octobre 2009. *Últimos hechos en la movilización pacífica de los Pueblos y Nacionalidades*, Quito, <http://www.llacta.org/organiz/coms/2009/com0086.html>.

CONAIE, communiqué du 5 octobre 2009. *Agenda de dialogo entre el Gobierno y la Conaie: Por un Estado plurinacional y el Sumak Kawsay*, Quito, <http://www.llacta.org/organiz/coms/2009/com0094.html>.

CONAIE-ECUANARI, propositions du 11 mars 2008. *Propuesta para la asamblea constituyente*, Quito, <http://www.llacta.org/organiz/coms/2008/com0050.htm>.

CONAIE-ECUANARI, communiqué du 28 septembre 2009. *CONAIE Begins Mobilization in Defense of Natural Resources*, Quito, http://indigenouspeoplesissues.com/index.php?option=com_content&view=article&id=2124:the-confederation-of-indigenous-nationalities-of-ecuador-conaie-begins-mobilization-in-defense-of-natural-resources&catid=23&Itemid=56.

MACAS, Luis, 23 mars 2006 (traduit par Dial). *La mobilisation a produit des résultats*, Quito, <http://www.alterinfos.org/spip.php?article786>.

ZHINGRI, Patricio, entrevue du 16 janvier 2008. *Interview with Marlon Santi, new President of Ecuador's Indigenous Confederation*, <http://towardfreedom.com/home/content/view/1216/1>.

Discours présidentiels

Mexique

FOX, Vicente, septembre 2001 et 2006. *State of the Union Address*, Mexico.

ZEDILLO, Ernesto, septembre 1995, 1996 et 1998. *State of the Nation Report*, Mexico.

Équateur

CORREA, Rafael, janvier 2008. *Intervención del Presidente de la Republica ante la asamblea nacional constituyente al cumplirse el primer año de gobierno*, Quito.

CORREA, Rafael, janvier 2009. *Intervención del Presidente de la Republica, Rafael Correa, en la entrega de informe a la Nación en el inicio del tercer año de Revolución Ciudadana*, Quito.

CORREA, Rafael, avril 2010. *Posesión Ministras*, Quito.

GUTIÉRREZ, Lucio, janvier 2003. *Discurso de toma de posesión de la presidencia del Ecuador*, Quito.

PALACIO, Alfredo, janvier 2007. *Informe final de gestión*, Quito.